

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA CRISE DES BOIS RÉSINEUX

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Mai 1933, à 14 heures

PAR

Marcel LORACH

Ingénieur civil de l'Aéronautique

Président : M. OUALID, professeur
Suffragants : { MM. PIRON, professeur
 ROGER PICARD, professeur

PARIS (V°)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

**LA CRISE DES BOIS RÉSINEUX
EN FRANCE**

LA CRISE DES BOIS RÉSINEUX

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Mai 1933, à 14 heures

PAR

Marcel LORACH

Ingénieur civil de l'Aéronautique

Président : M. OUALID, *professeur*
Suffragants : { MM. PIRON, *professeur*
 ROGER PICARD, *professeur*

PARIS (V°)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1933

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*



AVANT-PROPOS

L'Economie mondiale est bouleversée depuis 1929 par une crise dépassant toutes les précédentes en durée et en intensité ; l'étude de l'évolution de cette crise permet de constater que le déséquilibre qui s'est accentué si vivement en 1930-1931 existe depuis 1925. A cette époque, en effet, on constate déjà une tendance continue à la baisse des principales matières premières telles que le coton et les cuirs ; les statistiques nous montrent que l'index général des prix-or dans le monde diminue régulièrement depuis lors.

Il est fort intéressant de chercher à se rendre compte d'où provient la continuité de ce mouvement ; la cause première en est assurément le développement du machinisme poussé à l'extrême ; sous l'influence des idées américaines de rationalisation, de standardisation, de taylorisation, la puissance productrice des usines s'est accrue et les prix de revient ont considérablement baissé ; la concurrence, qui tend constamment à réduire à son minimum la marge de bénéfice, a provoqué la chute des prix de vente qui sont devenus voisins des prix de revient en baisse.

D'après M. RIST, les prix mondiaux de 1925 n'étaient

d'ailleurs en fait que les prix-or des Etats-Unis, car la majorité des autres pays n'avait point de monnaie stabilisée. Il s'ensuit logiquement que les prix étaient établis en considération seulement de la production des Etats-Unis et du pouvoir d'achat des citoyens américains qui ne faisait que croître. Au fur et à mesure de la stabilisation des différentes monnaies et de leur retour à l'étalon-or, les prix représentent un équilibre entre la production et la consommation de zones beaucoup plus vastes ; la baisse des cours est dès lors normale :

L'Europe, en effet, a intensément accru sa puissance productrice, pendant la guerre d'abord pour augmenter les moyens de destruction, après la guerre ensuite pour réparer les désastres causés dans toutes les branches de l'activité. Si la production est augmentée, il ne peut en être de même de la consommation, car les pays sont appauvris par la guerre et tous les revenus fixes des rentiers, fonctionnaires, propriétaires d'immeubles, sont considérablement réduits en valeur-or. Il n'est donc pas possible aux pays d'Europe de maintenir les prix élevés des Etats-Unis, prix qui ne sont d'ailleurs établis en ce pays qu'à la suite de l'accroissement énorme des revenus des citoyens. D'autre part, la carence de débouchés importants comme la Russie, les Indes, la Chine se fait durement sentir, ce qui explique également la tendance générale à la baisse des prix-or.

Essayons maintenant de voir comment cette baisse continue s'est transformée en crise aiguë à partir d'octobre 1929.

A cette époque éclate à New-York une crise boursière

de grande ampleur provoquant un écroulement brutal de tous les cours et accumulant les ruines. Les répercussions de cette crise sont d'autant plus fortes qu'elle survient en une période de prospérité apparente. En effet, des efforts importants avaient été faits dans tous les pays afin d'augmenter artificiellement la consommation et afin d'éviter une baisse de prix due à l'accroissement de la production. Le développement de la vente à tempérament principalement aux Etats-Unis, en est une preuve ; d'ailleurs, dans le monde entier, la politique monétaire tend à soutenir l'activité industrielle et à maintenir le niveau des prix. Cette politique a provoqué une hausse continue du cours des valeurs, d'abord justifiée par la prospérité industrielle, mais dont la spéculation internationale fut ensuite le principal facteur à un tel point que l'intérêt rapporté devint absolument négligeable par rapport au capital investi. Dans ces conditions, l'achat ne se justifia plus par une idée de placement mais par la croyance à une hausse continue. Toutes les classes de la population américaine participèrent à ce mouvement qui ne tarda pas à gagner l'Europe ; la tendance spéculative demeura toutefois plus grande à New-York, comme le prouve le taux élevé de l'argent à court terme sur cette place, taux qui entraînait d'ailleurs le drainage vers les Etats Unis d'une masse énorme de disponibilités.

Il est bien évident que ce mouvement purement spéculatif a entretenu au cours des années 1928 et 1929 l'illusion d'un pouvoir d'achat en constante augmentation. Ce pouvoir d'achat tout artificiel a maintenu l'activité industrielle à un niveau plus élevé que ne le compor-

taît la situation économique mondiale ; inévitablement, il s'est produit un jour un renversement de tendances qui, immédiatement, détermina une chute brutale des cours et des prix ; les pertes subies en bourses diminuèrent considérablement le pouvoir d'achat et, d'autre part, la croyance à la baisse produisit son effet habituel qui fut l'arrêt de toutes transactions.

Il est bon de noter également, comme l'a signalé M. AFTALION, que les usines et moyens de production nouveaux, créés de 1927 à 1929, pour satisfaire à l'accroissement des besoins, n'ont donné leurs résultats sous forme de produits consommables qu'au bout d'un certain temps. Cette cause a d'ailleurs joué un grand rôle dans l'évolution des crises précédentes, car il est fort difficile de prévoir la durée exacte d'une période d'affaires prospères.

Un exemple très caractéristique nous est fourni par la discussion qui a eu lieu en 1931 au Conseil National Economique sur l'industrie de la construction du matériel pour chemin de fer, à la suite d'un rapport présenté par M. LAMBERT RIBOT, délégué général du Comité des Forges de France.

Cette industrie se trouve concentrée en France dans un très petit nombre de mains ; les clients principaux en sont les grands réseaux qui ont des organes leur permettant l'étude en commun de toutes les questions importantes. Les conditions les plus favorables pour une expérience d'économie dirigée se trouvent donc remplies, car l'Etat et les grands réseaux ont tout avantage à faire travailler sans irrégularité et le plus possible les usines françaises, Or, il s'est produit de graves difficultés ; les commandes

ont à certaines époques dépassé les possibilités de livraison des usines. Actuellement, au contraire, leur capacité de production est de beaucoup supérieure aux ordres pouvant leur être remis. Le mécanisme par lequel se sont produites ces difficultés est bien le mécanisme classique expliquant les crises cycliques.

Pendant la période de prospérité, le trafic des chemins de fer augmente brusquement et notablement, et cette augmentation met rapidement en évidence l'insuffisance du matériel. On se décide alors à passer des commandes importantes, mais la décision n'est prise qu'après discussion et délibération. D'autre part, l'exécution exige un long délai, délai augmenté encore par le fait qu'on se trouve dans une période d'activité économique et que les diverses industries sont déjà pourvues de commandes fort nombreuses.

La double conséquence est donc la suivante : pendant la période de prospérité, le matériel demeure insuffisant et il en résulte des difficultés dans le fonctionnement des chemins de fer, mais, lorsque les commandes sont enfin terminées, l'activité économique a diminué et le matériel se trouve être presque surabondant ; tout au moins, il est largement suffisant pour que l'on soit amené pendant plusieurs années à diminuer l'importance des commandes à passer, et cela, au moment où les industries qui ont développé leur capacité de production se trouveraient en état de satisfaire facilement à ces commandes et sont au contraire réduites à un chômage partiel.

Il est évident que les difficultés qui se produisent dans le cas précité sont beaucoup plus importantes lorsqu'il

s'agit de branches de l'activité humaine dans lesquelles les commandes sont passées par une multitude d'organismes indépendants ou par des particuliers. Il serait nécessaire de trouver des débouchés extérieurs pour écouler les excédents de production ; ces débouchés joueraient le rôle de régulateurs, mais malheureusement les circonstances sont actuellement fort peu favorables à cette recherche ; c'est ainsi que la baisse des cours du métal argent en 1929 et 1930 a réduit considérablement le pouvoir d'achat des pays d'Extrême-Orient où l'argent est resté l'étalon des valeurs. D'autre part, l'éloignement économique de l'U. R. S. S. est à déplorer grandement car, tant que l'économie russe, si importante autrefois pour ses voisins occidentaux, restera exclue de l'économie européenne, celle-ci ne pourra être rétablie sur des bases stables.

En résumé, nous souffrons actuellement d'un déséquilibre entre la production et la consommation. Les restrictions de toutes sortes qui ont été imposées à la libre circulation de la main-d'œuvre et des marchandises sont un obstacle à l'adaptation nécessaire de la production aux revenus réels des consommateurs. Les barrières douanières, en effet, qui se sont élevées de tous côtés et qui ont pour objet la protection des industries nationales, contribuent en réalité à l'engorgement des marchés intérieurs, en élevant les prix de revient, alors que le pouvoir d'achat tend à s'abaisser.

L'Angleterre elle-même a abandonné son traditionnel libre-échange et se félicite d'une prospérité apparente obtenue par l'établissement de droits de douane, alors

qu'en réalité la reprise de l'activité de son industrie est due presque uniquement à l'abandon de l'étalon-or. Chaque pays cherche à fermer son marché intérieur aux autres nations, tout en développant ses exportations par des primes plus ou moins occultes. C'est une politique que les plus éminents économistes condamnent ; ils reconnaissent la nécessité de détruire les murailles qui entourent chaque nation et étouffent l'économie générale ; ils préconisent des solutions à appliquer d'urgence qui sont basées sur les principes essentiels de coordination des bonnes volontés, de collaboration des peuples et d'organisation rationnelle du Commerce International. Si l'on examine les faits, on constate malheureusement que les diverses nations suivent une politique absolument contraire à ces directives.

L'étude que nous nous proposons de faire de la crise des bois et en particulier de celle des bois résineux, nous donne un exemple frappant de la désorganisation économique de l'Europe et nous permettra d'étudier les répercussions de la crise mondiale sur une industrie autrefois florissante.

PREMIÈRE PARTIE

LE MARCHÉ DU BOIS EN FRANCE

La dépression économique mondiale n'a atteint le marché français qu'à fin 1931. Or, l'industrie du bois s'est trouvée en situation critique bien avant cette époque ; cette industrie doit donc être particulièrement vulnérable.

L'étude du marché du bois en France nous fera connaître les points faibles de l'organisation actuelle.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION GÉNÉRALE DU COMMERCE DES BOIS EN FRANCE

Nous nous proposons d'abord de présenter en quelques pages les différents personnages qui concourent à la transformation et à la vente des bois ; nous distinguerons :

- 1° Les propriétaires de forêts ;
- 2° Les exploitants ou scieurs ;
- 3° Les intermédiaires ou marchands de bois ;
- 4° Les consommateurs.

1° Les propriétaires de forêts sont : l'Etat, les Communes, les Particuliers.

L'*Etat* possède environ 1.459.000 hectares de forêts qui sont gérées par l'administration des Eaux et Forêts. Le bel état des massifs domaniaux témoigne de la compétence et de la prudence des services forestiers. L'importance des forêts domaniales au point de vue de la production de bois d'œuvre est très grande, car les grumes de fortes dimensions ne se trouvent que bien rarement dans les forêts particulières, étant donné la très longue durée nécessaire pour amener les arbres à maturité ; seul un

propriétaire impérissable comme l'Etat peut attendre, d'autant que les capitaux engagés sont très faiblement rémunérés.

Les départements, communes et établissements publics possèdent environ 2.208.500 hectares de forêts. Celles-ci sont soumises à la surveillance de l'Administration forestière « lorsqu'elles sont susceptibles d'aménagements ou d'exploitations régulières ».

Les *particuliers* possèdent 6.449.000 hectares. La France a suivi jusqu'à présent une politique de liberté à peu près complète vis-à-vis de la propriété forestière privée. Celle-ci est très morcelée ; la statistique de 1892, citée par M. CARRIER, directeur général des Eaux et Forêts, dans son remarquable rapport au Conseil National Economique, donne la répartition suivante :

1.445.730 propriétaires possèdent moins de 10 hectares ;

63.734 possèdent de 10 à 50 hectares ;

15.789 possèdent de 150 à 200 hectares ;

et 3. 299 possèdent plus de 200 hectares.

La forêt française n'est donc plus comme autrefois l'apanage d'un petit nombre de privilégiés, mais au contraire, elle est morcelée entre les mains d'un nombre imposant de petits propriétaires.

2° Les *exploitants forestiers et scieurs* achètent aux propriétaires de forêts par voie d'adjudication ou par vente amiable les « coupes de bois », portion disponible de l'exploitation des forêts. L'exploitant recrute la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation, main-d'œuvre importante car, jusqu'à présent, les essais d'abatage et de

façonnage mécanique du bois sont restés infructueux. A titre d'indication, l'industrie du bois occupe actuellement en France environ 650.000 travailleurs.

L'exploitant achète fréquemment les bois sur pied et se charge de l'abatage et du voiturage jusqu'à la scierie voisine. Il engage généralement à cet effet des bûcherons et voituriers qui sont liés à l'exploitant par un contrat de travail. La main-d'œuvre spécialisée dans ce genre de travaux devient de plus en plus rare et l'exploitant doit généralement se contenter d'agriculteurs voisins de la forêt qui viennent y travailler pendant les époques de chômage. Ces bûcherons sont d'ailleurs extrêmement indépendants ; il travaillent quand bon leur semble, quittent leurs chantiers à l'heure qui leur plaît, emploient leur propre outillage et ne sont soumis à aucune obligation autre que celle de livrer les produits de la coupe en un temps déterminé, obligation qui n'est d'ailleurs fréquemment point respectée.

Les bois abattus sont transportés par camions ou par voitures aux ports des canaux et aux gares des chemins de fer et de là sont acheminés vers les scieries.

Les scieries qui existent en fort grand nombre dans notre pays sont d'importance extrêmement variable ; leur outillage varie de l'humble scie à eau, aux chassés à lames multiples les plus perfectionnés.

D'après les dernières statistiques officielles, les industries du sciage en France représentent un total de 10.423 entreprises réparties comme suit :

Etablissements n'occupant aucun salarié	234
« de 1 à 5 salariés ...	6.305
« de 6 à 10 «	1.672
» de 11 à 20 «	1.163
« de 21 à 50 «	801
« de 51 à 100 «	193
« de 101 à 200 «	47
« de 201 à 500 «	8

La très grosse majorité, soit 80 %, est constituée par de petites entreprises occupant moins de 10 salariés. Ce point est important à noter car il explique bien des difficultés dans l'organisation syndicale de la profession.

3° Les *intermédiaires ou marchands de bois* sont les clients des scieurs ; il se chargent de la répartition des bois débités entre les consommateurs ; les grandes scieries ont cherché à livrer directement leurs produits à l'entreprise mais, à cet effet, il leur a fallu créer un service de vente avec représentants, frais de bureau et de déplacements, etc. Les petits scieurs préfèrent travailler régulièrement avec les marchands de bois qui les visitent, leur évitent tout déplacement et offrent le gros avantage de substituer leur solvabilité à celle des consommateurs qui généralement offrent moins de surface.

4° Les *consommateurs*, industriels, menuisiers et entrepreneurs passaient autrefois, pour se procurer les bois débités, par l'intermédiaire du marchand de bois ; actuellement au contraire, ils préfèrent s'adresser directement aux scieries tout au moins pour les bois pouvant être uti-

lisés en débits frais, car lorsqu'ils doivent s'approvisionner en bois secs, ils sont obligés de s'adresser au marchand qui possède seul des stocks suffisants pour leur donner satisfaction.

CHAPITRE II

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU BOIS EN FRANCE

Jusqu'au dix-septième et même dix-huitième siècle, la forêt a été généralement considérée comme un obstacle au développement de l'agriculture et aux relations faciles d'une province à l'autre ; l'homme cherchait à étendre son emprise sur la nature et à se procurer les surfaces nécessaire à la nourriture d'une population rurale constamment croissante.

Les économistes, au dix-huitième et dix-neuvième siècle ont aperçu nettement le péril que courait l'Europe du fait du déboisement, mais ce n'est qu'à la fin du dix-neuvième siècle que les besoins de l'industrie ont mis en évidence la nécessité de conserver les forêts avec un soin jaloux.

A l'heure actuelle, personne ne songe à contester les multiples utilités de la forêt ; en dehors de toutes considérations industrielles, le rôle éminent qu'elle doit jouer au point de vue de la protection de nos vallées, de nos plaines, de nos villes et de nos villages est fréquemment mis en

lumière. Dans les pays de montagne, la puissante couverture végétale, que forment les bois, divise les eaux provenant des pluies ou de la fonte des neiges, ralentit leur écoulement, empêche la formation des ravins et des torrents. Les cours d'eau ne recevant plus à certaines époques de l'année d'énormes masses d'eau prennent un cours plus régulier et les inondations si désastreuses pour les riverains deviennent moins fréquentes.

La forêt française, qui couvre 19 % de la surface de notre pays, en est l'un des plus grands charmes ; sous de frais ombrages, les yeux se reposent, l'âme s'apaise ; les malades viennent y puiser le réconfort dans un air vivifiant.

Les splendides massifs montagneux des Vosges, du Jura, des Alpes donnent une impression de grandeur et de calme. Une crise terrible secoue cependant cette belle forêt dans ses racines les plus profondes ; pour la sauver, un effort de redressement considérable sera nécessaire et nous espérons que cette modeste étude contribuera à en démontrer l'urgence.

Nous verrons que depuis fort longtemps les exploitants français, qui cependant consacrent à cette forêt toute leur énergie et tout leur amour, ne peuvent arriver à gagner dignement leur pain. Il n'en a pas toujours été de même ; la situation lamentable des scieurs est une des conséquences des progrès du machinisme.

Il nous paraît intéressant de retracer succinctement l'historique du développement technique de l'industrie du bois ; nous constaterons que les grands progrès ont été réalisés récemment, et que ce sont eux qui entraînent

ce déséquilibre entre la production de la nature en matières premières et la puissance théorique des machines créées par l'homme.

Historique de l'industrie du bois

Il est certain que l'art de débiter les bois remonte à la plus haute antiquité ; les principaux emplois de ce matériau, étaient la construction des maisons et celle des navires. Tout le travail de débitage était fait à la main, à la hache, au moyen de scies rudimentaires mues par la force des bras, l'œil suivant le tracé au fur et à mesure de l'avance de l'outil. Les peuples attirés par le commerce maritime comme les Phéniciens, les Grecs, les Romains et plus tard les Normands et les Portugais apprirent à merveille à débiter les membrures et les gros bois nécessaires à leurs embarcations.

Comme la seule force motrice connue en ces époques était celle des rivières qui font tourner les roues hydrauliques, les premières scieries furent en réalité des moulins à scier le bois.

M. Le BOUTELLER dans son ouvrage « Exploitations forestières et scieries » signale que les premiers moulins connus se trouvaient au ^{iv}^e siècle sur le Rhin en Allemagne, un peu plus tard à Breslau et à Erfurt.

Les perfectionnements apportés, de cette époque reculée au ^{xvi}^e siècle, concernèrent principalement la transformation du mouvement circulaire de l'arbre de la roue hydraulique en un mouvement alternatif d'un

cadre portant une ou plusieurs lames de scies. Le cadre était généralement soulevé par des comes sur arbre tournant et retombait sur un monceau de sciure, une charge de plomb aidant à la descente. Les grumes étaient montées sur chariots à roues et poussées vers les lames. D'assez bonne heure apparut le système de l'avance saccadée automatique par l'intermédiaire de « longues crémaillères en bois, poussées en avant vers la scie au moyen de lanternes à fuseaux, établies sur un arbre inférieur horizontal et transversal portant en outre extérieurement la grande roue à anneaux en fer, verticale, nommée « à minute » à cause de ses 360 dents ».

Au ^{xvii}^e siècle, les scieries emploient le mouvement continu de va-et-vient donné par une bielle à fermeture intérieure montée sur la manivelle de l'arbre d'une roue hydraulique, procédé moins brutal que le système des comes.

Au ^{xviii}^e siècle, l'on emploie toujours des machines à cadre à mouvements alternatifs. Le dictionnaire des Arts et Métiers des Encyclopédistes présente la question ainsi :

« Le moulin à scier le bois est une machine par le moyen de laquelle on refend les bois soit en carrés, soit en grumes.

Le mécanisme d'un moulin à scier se réduit à trois choses :

1^o A faire que la scie hausse et baisse autant de temps qu'il est nécessaire ;

2^o Que la pièce de bois avance vers la scie ;

3^o Que le moulin puisse s'arrêter de lui-même après que les pièces sont sciées. »

Il n'y a pas eu en France de modifications importantes à cette disposition générale dans la première moitié du ^{xv}^e siècle, jusque vers 1830 ; en effet, les utilisations industrielles du bois varièrent fort peu et furent limitées à la construction en général : construction des habitations, des industries publiques, des bateaux et à la fabrication des objets utiles à l'existence : voitures, meubles, etc.

L'armée de Charles X partant à la conquête d'Alger fut transportée sur des voiliers construits en bois qui différaient assez peu des bateaux grecs allant assiéger la ville de Troie il y a trois mille ans.

Les progrès techniques de l'industrie du bois furent un peu plus rapides en Angleterre ; l'importance des constructions navales conduisit à l'emploi de disques rotatifs (scies circulaires) et de bandes sans fin (scies à ruban). Ces procédés nouveaux, permettant un rendement beaucoup plus grand, furent adoptés en France par les principaux constructeurs, vers 1860. Depuis cette époque, les perfectionnements ont porté sur des détails importants qui permettent actuellement d'obtenir des machines à très grand rendement tout en utilisant une force motrice faible.

Depuis le début du ^{xx}^e siècle, les scieries les plus modestes ont constamment cherché à perfectionner leur outillage ; cette recherche, en effet, devait entraîner un abaissement du prix de revient, en permettant de réduire la main-d'œuvre spécialisée et fort bien rétribuée. D'autre part, les frais généraux devaient se répartir sur un débit plus grand et par suite grever sensiblement moins le prix du bois débité. Malheureusement, ce beau raisonnement

n'est exact qu'à condition de travailler à plein rendement et si l'on excepte les exploitations abusives du temps de guerre, il était fatal d'aboutir à une impasse par suite du manque de matières premières.

Le développement des fabriques de machines à bois est d'ailleurs très net dans la première partie du ^{xx}^e siècle et naturellement la crise, qui frappe actuellement l'industrie du bois, a de très grandes répercussions sur ces usines ; nous avons tenté une enquête sur l'accroissement de production de ces fabriques ; nous avons obtenu tous les renseignements voulus sur la perfection des nouveaux modèles sortis, sur leur puissance, sur leurs prix réduits, mais il ne nous a pas été possible d'obtenir d'autres chiffres. La raison profonde en est que les dirigeants de ces usines craignent d'être accusés d'avoir surestimé la capacité de production en bois du pays et d'avoir engagé leur clientèle à l'achat de modèles trop puissants.

Un des plus importants constructeurs de France nous a écrit :

« Votre Thèse nous paraît, en ce qui nous concerne, assez sujette à caution.

Au moment de toutes les périodes de crises, il arrive ainsi que l'on rejette en grande partie la responsabilité de la mévente sur un engorgement du marché, résultant des installations massives qui ont précédé la crise ; la période critique passée, de nouvelles demandes affluent auprès des fabricants qui ont alors toutes les peines du monde à tenir des délais normaux d'exécution. »

Il n'en est pas moins vrai qu'en se basant, comme nous allons le voir, sur les chiffres comparés de l'accroisse-

ment des forêts et de puissance de production des scieries, on peut conclure que tout nouveau perfectionnement des machines à scier le bois serait néfaste à l'industrie dont nous nous occupons. C'est d'ailleurs ce qui se passe actuellement en de nombreuses branches de l'activité humaine, pour lesquelles tout progrès, susceptible d'augmenter la puissance productrice est nuisible.

CHAPITRE III

LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITANTS DE RÉSINEUX

Nous avons vu que l'exploitant était le principal client du propriétaire forestier ; l'étude comparée de l'établissement des cours d'achat des bois sur pied et de l'établissement des cours de vente des résineux débités nous permettra de savoir si le scieur peut, en période normale, être rémunéré de ses peines.

I. — ACHAT DES BOIS SUR PIED

La propriété des grumes se transmet par adjudication ou par vente de gré à gré. Le mesurage des bois qui devrait être fait partout au mètre cube réel est encore basé dans certaines régions sur le cubage à la solive, au pied et au pouce ; ailleurs l'on emploie des barèmes différents et l'on toise au quart, au cinquième et au sixième déduit. Cette diversité est extrêmement gênante et un vaste effort d'unification devrait être fait sans plus tarder pour débarrasser l'industrie du bois de ces usages d'un autre temps.

Les adjudications revêtent souvent aussi la forme de ventes au rabais, très archaïque également. C'est cependant la méthode employée pour les adjudications des conservations :

Le conservateur des Eaux et Forêts indique une mise à prix très sensiblement supérieure au montant probable du prix d'adjudication et un crieur, partant de cette mise à prix, annonce, par rabais successifs échelonnés régulièrement, des sommes de plus en plus basses jusqu'à ce qu'un amateur crie « Je prends » et soit déclaré adjudicataire. Les exploitants se basent généralement sur les cubes de grumes indiqués par l'Administration des Eaux et Forêts, en vérifiant simplement le mesurage forestier par la visite des coupes. Si le lot proposé ne trouve pas acquéreur à un prix jugé suffisant par l'Administration forestière, il est retiré de l'adjudication et peut être remis en vente ultérieurement.

Les ventes les plus importantes se font ainsi ; pour les autres on opère par soumissions cachetées au plus offrant, soit au mètre cube avec mesurage ultérieur des coupes, soit à un prix global pour chaque coupe. Enfin les bois des particuliers se vendent généralement de gré à gré en mettant en compétition plusieurs scieurs.

Comment s'établissent les cours des bois

Le premier fait à signaler est que la capacité de production des scieries marchant à plein rendement est de beaucoup supérieure à la production des forêts nationales en bois d'œuvre.

La production nationale en effet est d'environ 7.300.000 mètres cubes grumes par an dont 2.600.000 mètres cubes de bois dur et 4.700.000 mètres cubes de sapin, ce qui représente un rendement en bois scié de 4.600.000 mètres cubes environ, alors que les scieries pourraient facilement livrer 8.700.000 mètres cubes de sciages divers, selon les renseignements publiés en 1928 par l'Administration des Eaux et Forêts.

Les scieries en effet se sont multipliées à l'occasion des immenses besoins de la période de guerre ; elles sont munies d'un outillage de puissance accrue et, pour permettre à leurs machines de tourner, les scieurs cherchent à se procurer la matière première à tout prix. Malgré les efforts tentés par les groupements de syndicats, efforts sur lesquels nous reviendrons en détail, nous estimons qu'il n'existe actuellement aucune organisation influente qui ait pour tâche de renseigner exactement les scieurs sur les cours à ne point dépasser à l'achat d'après la situation du marché ; les syndicats donnent toujours quelques conseils de prudence avant les grandes ventes de bois qui ont lieu à l'automne, mais ces conseils ne sont généralement pas suivis ; le scieur se rend à la vente avec le seul désir d'approvisionner ses scies pour la campagne prochaine ; malgré de dures expériences, il n'hésite pas à payer un prix élevé pour une coupe qui lui semble bien placée, d'exploitation facile, de belle qualité.

Il est aisé dans ces conditions de comprendre l'atmosphère dans laquelle se déroulent nos grandes ventes publiques ; il suffit qu'au début de la vente un acheteur mal renseigné ou imprudent prenne un lot à un prix

élevé pour qu'aussitôt tous ses voisins se précipitent sur les lots suivants à des cours nettement supérieurs à leurs estimations.

Il n'est pas rare d'entendre un scieur déclarer : « Mon estimation était de 50.000 francs ; j'ai pris le lot à 60.000 francs parce que je craignais fort qu'il ne m'échappât en laissant le crieur continuer ses rabais. »

La mise à prix de l'Administration, très souvent double du cours normal, fixe le point de départ des rabais ; la limite inférieure du cours est donnée par le prix de retrait de l'Administration à qui incombe une grave responsabilité ; si en effet le conservateur des Eaux et Forêts, qui est seul juge des décisions à prendre en cette matière, retire les lots à un prix trop élevé, il oblige ainsi les marchands de bois à se rendre acquéreurs des coupes, dans des conditions telles que la vente avec bénéfice normal deviendra impossible.

Les décisions que prennent les conservateurs sont particulièrement importantes ; en effet les cours déterminés lors des ventes d'automne ont une influence considérable sur le marché des grumes pendant tout la campagne suivante ; les cours des transactions particulières — et nous avons vu que les particuliers sont les propriétaires de forêts les plus importants, — sont basés ainsi sur l'opinion des agents de l'Administration qui n'est malheureusement pas toujours exacte.

Il est d'autre part regrettable que ces cours, qui intéressent la vie même d'une de nos industries les plus importantes, dépendent de l'état d'esprit ou de l'audace de quelques amateurs, sans qu'il soit tenu aucun compte

des demandes du marché intérieur ni surtout du prix des bois d'importation.

Cependant, lorsqu'il s'agira de débiter les bois en grumes, débits qui ne pourront d'ailleurs se faire que plusieurs mois, et quelquefois plus d'un an après l'achat, le scieur devra se préoccuper de l'état du marché. Il lui sera même impossible de tenir compte de son prix de revient pour vendre ; les cours s'établissent sans lui et sont basés sur les prix des bois d'importation. Bien souvent ces cours laissent le scieur en perte et plusieurs expériences de ce genre l'amènent à la faillite ou à la cessation de son entreprise.

Nous touchons là un point névralgique de l'industrie du bois en France ; il y a crise permanente parce qu'il y a insuffisance de la matière première pour l'approvisionnement des scieries.

Si toutes les scieries travaillaient à plein rendement, la forêt française ne pourrait les alimenter en grumes qu'un jour sur deux ; voilà le fait brutal ; il explique bien des malaises.

Dans l'Industrie du bois, comme dans les autres branches de l'industrie, d'ailleurs, le souci d'abaisser le prix de revient a conduit au développement de l'outillage ; un matériel perfectionné permet évidemment de façonner, en conservant le même personnel, une quantité de grumes beaucoup plus importante.

L'humble scie à eau, munie d'une seule lame, fut progressivement supplantée par le châssis à lames multiples, la scie à ruban, la scie circulaire à grand rendement, actionnés par la vapeur.

Les scieries de ce fait, augmentèrent considérablement leur capacité de débit ; bien souvent en effet, à lui seul, un petit cours d'eau devait alimenter une usine relativement importante, qui se trouvait de la sorte soumise aux irrégularités de son débit ; gelés l'hiver, à sec l'été, ces faibles ruisseaux ne pouvaient fournir qu'une énergie extrêmement variable. Ce n'est guère qu'au printemps et à l'automne que le travail s'effectuait dans des conditions normales. Il en résultait une production annuelle réduite ; l'emploi des machines à vapeur assura au contraire la régularité du débit en toutes saisons.

Les progrès techniques, qui ont agi si puissamment sur le développement de la capacité productrice des scieries françaises, n'ont pas correspondu à un accroissement du domaine forestier, car, si l'homme a le pouvoir de multiplier les instruments de transformation, il n'a que peu d'action sur la matière première.

Les indications que nous allons donner sur l'évolution du Commerce des Bois depuis 1913, vont nous montrer que ce déséquilibre n'a fait que s'aggraver depuis vingt ans.

L'instabilité des cours depuis la guerre et ses causes

Depuis 1913, les cours des bois sur pied ont subi des variations extrêmement importantes qui, pour une large part ont été provoquées par la fluctuation des changes ; nous constaterons toutefois que d'autres éléments sont intervenus.

L'Administration des Eaux et Forêts a bien voulu nous fournir des renseignements précieux sur les prix de vente moyens dans les principales conservations productrices de bois ; nous rappelons que ces prix de vente moyens sont précisément la base des transactions particulières.

Sans entrer dans le détail du mouvement des prix, nous pouvons distinguer en francs papier :

1^o Une période de hausse continue de 1913 à 1920 avec accentuation brutale de la hausse en 1919.

2^o Une baisse rapide en 1920.

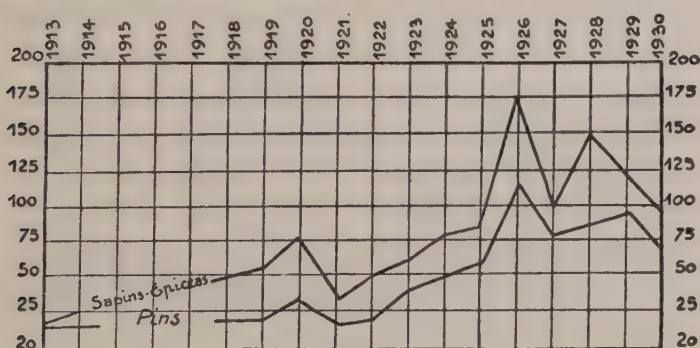
3^o Une hausse continue de 1921 à 1926 avec accentuation de la hausse dans le premier semestre de 1926.

4^o Une baisse rapide pendant le premier semestre de 1926 et le début de 1927.

5^o Une nouvelle hausse durant jusqu'à l'automne 1928 pour le sapin et jusqu'à fin 1929 pour le chêne et le hêtre.

6^o Depuis 1929, une période de baisse accentuée.

Le graphique ci-dessous permet d'apprécier l'importance de ces variations :



A partir de 1914, les besoins de la Défense Nationale accentuent le mouvement de perfectionnement technique de l'industrie du bois ; l'essentiel est alors de produire le cube maximum dans le temps minimum. La matière est considérée comme inépuisable ; on abat des arbres en grande masse sans se préoccuper des règles de l'art forestier ; des coupes sombres et définitives sont pratiquées dans nos plus belles forêts, détruisant l'harmonie de nos sites. Les Canadiens en particulier, dont le domaine boisé est immense et qui n'ont point actuellement à ménager leurs possibilités forestières, sont venus en France pendant la guerre exploiter quelques-unes de nos forêts, la forêt de la Joux particulièrement ; là, ils se sont montrés grands coupeurs aux moyens puissants ; mais nul ne saura dire ce que ce déploiement de machinisme a coûté et s'il était en rapport avec le résultat obtenu ; il est vrai qu'à cette époque le prix de revient ne comptait pas. L'organisation comprenait non seulement la scierie proprement dite (avec machine à scier en étage et force motrice au niveau du sol, plan incliné pour monter les grumes) mais le village pour loger et abriter les hommes avec les multiples commodités du confort moderne. Scierie et village entièrement démontables et transportables se déplaçaient tous les mois pour suivre l'abatage et la coupe alors que s'allongeait de jour en jour la voie ferrée pour l'évacuation des produits extraits de la forêt.

A l'exemple de ces scieries canadiennes modèles, il se crée en France de nouvelles usines ; les scieries existantes

en effet se révèlent insuffisantes même avec un matériel régénéré.

Dès que l'armistice est signé, les soucis d'approvisionnement de l'armée font place aux besoins de reconstitution de l'économie nationale, les régions dévastées absorbent des quantités énormes de bois d'œuvre ; de tous côtés les mines, les usines se réorganisent ; les scieries travaillent à plein rendement mais comme l'Etat a dû revenir à des procédés de coupe plus rationnels, il est impossible de satisfaire à toutes les demandes de grumes ; une des principales causes du malaise qui subsiste encore dans l'industrie du bois nous apparaît clairement.

En un an, le mètre cube réel de chêne sur pied est passé de 100 à 160 francs ; le hêtre de 50 à 100 francs ; le sapin de 50 à 80 francs. Là-dessus survient une crise brutale en 1921 ; il y a renversement de la tendance du marché ; tous les cours baissent, les bois en particulier retombent aux prix de 1914. Mais cette crise n'atteint de manière durable que le Royaume-Uni qui tient à conserver l'étalon or et consent à tous les sacrifices pour sauver sa monnaie ; dans les autres pays, la crise est conjurée — passagèrement — par une politique inflationniste. Le franc en particulier se déprécie continuellement. Le bois comme toutes les matières premières tend à conserver la même valeur or et il y a hausse en francs papier ; les résineux surtout (essences pour lesquelles nous sommes tributaires de l'étranger pour une grande part de notre consommation) sont influencés par les variations du change ; le cours moyen du sapin sur pied passe de 100 francs le mètre cube réel en octobre 1925,

à 200 francs le mètre cube en octobre 1926. La variation de change n'explique pas à elle seule une hausse aussi considérable ; le franc papier de 1925 vaut en effet 0,24 franc-or et celui de 1926 vaut 0,147 franc-or. En admettant que le cours de 1925 soit normal, le mètre cube de sapin aurait dû valoir au maximum 160 francs le mètre cube en 1926 ; ce cours est très largement dépassé par suite des circonstances économiques favorables ; la période d'inflation a pour conséquence un développement énorme des crédits ; la prospérité industrielle est très grande ; toutes les usines cherchent à s'étendre, s'adjoignant de nouveaux bâtiments, transformant leurs disponibilités en immobilisations nouvelles. Les scieries arrivent à peine à satisfaire aux demandes et naturellement les bois sur pied sont achetés aux plus hauts prix.

Le franc est enfin stabilisé au cinquième de sa valeur d'avant guerre, il a regagné une fraction appréciable ; un renversement des tendances se produit ; les bois baissent et naturellement les résineux baissent davantage que le chêne ou le hêtre, parce que leur hausse a été plus brutale et parce qu'ils subissent davantage la concurrence étrangère. Toutefois, les affaires industrielles sont si brillantes, la concurrence à l'achat si âpre que cette baisse est de courte durée ; à fin 1928 les plus hauts cours de 1926 sont atteints et même dépassés. En 1929, au contraire, la physionomie générale des ventes de coupes de bois n'a pas pour caractéristique comme précédemment une hausse accentuée pour la quasi totalité des marchandises. Nous constatons :

1^o Une hausse des bois feuillus (chêne, hêtre, frêne) principalement dans les qualités les meilleures ;

2^o Un fléchissement des prix pour les futaies des essences résineuses (sapin et épicéa).

La hausse des bois durs s'explique aisément à cette époque par l'épuisement progressif des forêts particulières en gros bois ; le seul fournisseur en devient l'État et les scieurs se procurent à tout prix les grumes de belle qualité. La concurrence étrangère n'est encore pas à craindre.

Il n'en est point de même pour les résineux parce que les prix mondiaux baissent très sensiblement et que la vente des bois devient de plus en plus difficile. Telles sont les principales variations constatées ; nous allons maintenant, après nous être convaincus de l'instabilité des cours d'achat, les comparer aux taux de vente.

II. — VENTE DES BOIS DÉBITÉS

Pour expliquer clairement la manière dont s'établit le prix de revient des bois débités, afin de le comparer au cours des bois étrangers, nous sommes obligés de faire intervenir ici quelques notions purement techniques.

Le prix d'achat des bois s'entend en général au mètre cube réel des bois sur pied ; à ce prix, le scieur devra ajouter les frais d'abatage et transport. Il obtiendra ainsi son prix de revient sur scierie. En majorant le total, de ses frais de sciage et frais généraux divers, ramenés au mètre cube et en tenant compte des pertes et chutes, variables selon la conformation des bois et les débits envisagés, il connaîtra à peu près exactement le coût des bois débités.

Pour fixer les idées, supposons que les sapins s'achètent 100 francs le mètre cube sur pied. On peut admettre que les frais d'abatage et transport s'élèvent en moyenne à 50 francs par mètre cube, les frais de sciage et les frais généraux divers à 100 francs. Le bois reviendrait donc scié à 250 francs le mètre cube s'il n'y avait pas de déchets. Malheureusement ces déchets sont fort importants et le rendement ne dépasse souvent point 70 %. En ce cas le prix de revient réel du scieur est d'environ 350 francs le mètre cube.

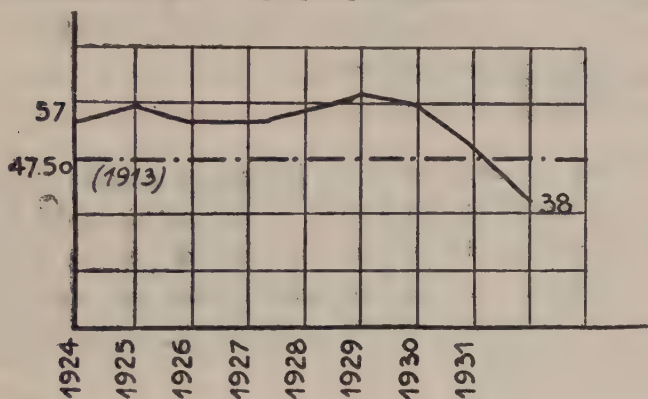
On peut aisément déduire ce calcul que le scieur payant ses bois sur pied 100 francs le mètre cube devrait vendre 370 francs les charpentes qu'il débite, pour se réserver une marge normale de bénéfice de l'ordre de 5 %.

Comme les forêts françaises ne pouvaient alimenter à elles seules nos industries, il semblait normal qu'il s'établisse des cours de vente permettant aux scieries de notre pays de subsister ; il n'en fut rien malheureusement et il nous paraît intéressant de montrer que la concurrence des bois d'importation a obligé les scieries à vendre très souvent au-dessous du prix de revient.

Voici les cours moyens à titre d'exemple, des planches d'Autriche qualité charpente de 1924 à 1931 en francs-or sur wagon frontière non dédouané :

1924	1925	1926	1927
57 à 60	60 à 62	58 à 57	58
1928	1929	1930	1931
62 à 66	65 à 63	54 à 53	46 à 38

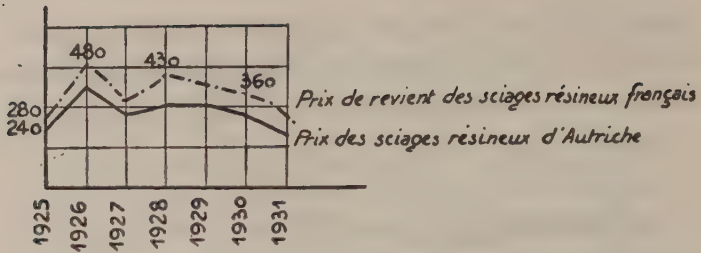
Le prix de 1913 pour une marchandise correspondante était de 47 fr.50 le mètre cube. Nous pouvons représenter ces variations par le graphique suivant :



En convertissant en francs papier, nous obtenons :

1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Valeur du franc						
0,24	0,147	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20
Valeur du bois						
244	405	290	320	320	270	265-190

Le graphique suivant tient compte de ces chiffres en les majorant des droits de douane soit environ 35 francs par mètre cube ;



Il nous a paru curieux de juxtaposer à cette courbe celle qui représente les prix de revient normaux des bois débités par les scieries françaises, prix de revient établis en se basant sur une progression croissante des frais généraux de 1924 à 1929. Nous avons obtenu les chiffres moyens suivants :

1925	1926	1927	1928	1929	1930
280 fr. le m ³	480 fr. le m ³	340 fr. le m ³	430 fr. le m ³	400 fr. le m ³	360 fr. le m ³

Ces prix sont constamment supérieurs à ceux des bois d'Autriche, mais le graphique obtenu a des variations de même sens. On peut donc en déduire que les cours d'achat ont été influencés par le marché extérieur, mais nous devons immédiatement observer qu'il s'écoule un long intervalle de temps, un an en moyenne, entre le moment où les bois sont achetés sur pied et celui où ils sont livrés à la consommation, débités et ressuyés.

Il en résulte que, par exemple, les bois achetés en 1926 et revenant à 480 francs se sont vendus en 1927 de 330 à 360 francs le mètre cube ; les scieurs ont subi de la

sorte une perte de près de 150 francs par mètre cube.

Evidemment, la crise de 1927 est due à la chute du franc en 1926 et à la panique collective des scieurs qui voulurent investir leurs disponibilités en grumes, s'en procurant à tout prix. Il est toutefois incompréhensible que les cours d'achat aient été aussi élevés en octobre 1926 (les grandes ventes de bois se faisant toujours à l'automne) alors que le principal danger d'effondrement de notre monnaie était écarté et que le ministre Poincaré, ramenant la confiance, opérait un prodigieux redressement de notre prestige national. Nous devons noter que les syndicats manquèrent d'autorité et ne mirent pas suffisamment leurs adhérents en garde contre les dangers d'achat à des cours trop onéreux ; d'autre part l'Administration des Eaux et Forêts retirant les lots à des cours trop élevés, imposa en quelque sorte des achats anormaux aux scieurs mal renseignés.

Nous constatons que cette dure leçon fut d'ailleurs rapidement oubliée par les industriels du bois puisqu'en 1928, les mêmes erreurs se reproduirent.

L'industrie du bois en France souffrait donc bien avant la crise mondiale d'un malaise causé par les variations brutales des cours.

A l'achat la dépréciation de notre monnaie d'une part, la nécessité d'approvisionnement des scieries d'autre part, alors que la matière première était rare, entraînèrent des prix inconsidérés ; à la vente l'afflux de bois d'importation à des cours constamment inférieurs au prix de revient des bois français, obligèrent les scieurs à réaliser leurs stocks avec de grandes pertes.

Nous allons maintenant étudier l'évolution complète de la crise actuelle beaucoup plus pénible que les précédentes et rechercher ses origines en notre matière sur le marché mondial.

DEUXIÈME PARTIE

LE BOULEVERSEMENT DU MARCHÉ DES RÉSINEUX EN EUROPE

La crise économique mondiale a entraîné dans tous les pays une restriction très importante de la consommation du bois. D'autre part la réapparition de la Russie comme exportateur, en application du plan quinquennal, et le ralentissement brutal de l'activité allemande ont produit un bouleversement complet des échanges commerciaux.

Nous étudierons successivement :

- 1° Le dumping soviétique.
- 2° La sous-consommation de bois en Allemagne.
- 3° Les réactions sur les pays exportateurs de résineux : Autriche, Pologne, Suède, Finlande.

Nous profiterons de cette étude, pour noter les caractères particuliers du marché des résineux en ces pays afin de les comparer aux traits caractéristiques du marché français.

CHAPITRE PREMIER

LE DUMPING SOVIÉTIQUE

Les richesses forestières de l'Union des républiques socialistes soviétiques sont immenses ; les étendues boisées y sont supérieures à 900 millions d'hectares, ce qui représente 21 % de toutes les réserves du monde. Si l'on déduit des réserves mondiales, les forêts de la zone tropicale qui sont inaccessibles et ne peuvent servir à des fins industrielles, l'accroissement annuel des ressources forestières disponibles de l'U. R. S. S. s'élève à 40 % des ressources mondiales et atteint 510 millions de mètres cubes ; il n'existe pas de pays forestier qui puisse fournir des chiffres semblables ou même comparables pour l'augmentation annuelle et si l'exploitation était faite rationnellement avec un matériel moderne et un personnel expérimenté, le tonnage des bois à exporter, après satisfaction de tous les besoins intérieurs, serait formidable. Les dirigeants de l'U. R. S. S. l'ont fort bien compris et le développement de l'industrie forestière est conforme au programme compris dans les plans quinquennaux.

Avant guerre, la Russie était le plus grand exportateur

de bois d'Europe ; d'après les statistiques du Commerce Extérieur, elle exportait 7.597.476 tonnes en 1913. La France recevait 669.042 tonnes de bois russe sur une importation totale de 1. 409.249 tonnes.

Il est vrai que l'Empire du Tsar comprenait alors la Finlande et une partie de la Pologne, puissants producteurs de bois et dont il est difficile de connaître la part dans cette exportation.

Depuis la Révolution de 1917, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques était devenue d'importance secondaire comme exportateur ; les bois débités étaient employés à peu près uniquement aux besoins intérieurs ; si nous considérons l'importation en Allemagne, par exemple, le bois de provenance soviétique de 1926 à 1928 ne représentait guère plus de 4 % de l'importation totale ; de même en France, les statistiques douanières montrent que l'importation soviétique a été d'importance négligeable jusqu'en 1929.

Mais dès le début de 1929, la mise en application du plan quinquennal a conduit les Soviets au développement de leurs exportations, bien que l'organisation des industries nouvellement créées ait nécessité des quantités importantes de bois d'œuvre. Les dirigeants de l'U. R. S. S. ont préféré, momentanément tout au moins, rationner leur industrie en matériel ligneux pour développer autant que possible l'exportation. Il leur fallait en effet se procurer des devises étrangères pour payer les machines qu'ils ne pouvaient fabriquer et pour rétribuer leurs ingénieurs étrangers.

Au point de vue tonnage, les résultats obtenus sont

satisfaisants pour l'Union Soviétique ; en 1930, le total des exportations s'élevait à 7.356.641 tonnes ; il était redevenu comparable au tonnage d'exportation d'avant guerre. Au point de vue des prix, les résultats sont beaucoup moins intéressants comme nous le verrons plus loin.

Il importe de se rendre compte s'il s'agit d'exportations faites à des cours normaux ou s'il y a eu réellement dumping, c'est-à-dire vente à des cours à la fois inférieurs aux prix de revient et aux prix pratiqués dans les pays destinataires.

Le prix de revient en U. R. S. S. est difficilement comparable à un prix de revient en pays capitaliste, comme nous allons le voir.

Les éléments du prix des bois sciés sont :

1° Le prix d'achat de la matière première, c'est-à-dire des bois sur pied ;

2° Les frais d'abatage et de transport aux scieries ;

3° Les frais de sciage et frais généraux afférents aux scieries ;

4° Le rendement du sciage ;

5° Les frais d'expédition de la scierie aux chantiers des clients.

Cherchons la signification des éléments en U. R. S. S. :

1° *Prix d'achat.* — Les immenses richesses forestières de l'U. R. S. S. sont nationalisées. Elles proviennent d'anciennes forêts domaniales ou de propriétés privées pour lesquelles les anciens possesseurs n'ont reçu aucune indemnité. Comme la superficie des forêts constitue environ 44 % du territoire de l'Union soviétique soit 3,7 hectares par habitant alors que la moyenne mondiale

n'est que de 1,4 hectare, la valeur du bois sur pied est considérée comme négligeable.

2° *Frais d'abatage et transport.* — Ces frais comportent une grande part de main-d'œuvre ; il est fort difficile d'avoir une idée précise de son prix de revient. Les dirigeants soviétiques se défendent avec véhémence de recourir au travail forcé et prétendent au contraire que des séries de mesures tendant à l'amélioration des conditions générales, matérielles et morales des travailleurs ont été prises.

La « Vie économique des Soviets de mars 1931 n° 133 » affirme en effet que : « Une somme de 25.200.000 roubles est assignée pour 1931 à la construction, pour l'industrie du bois, de logements et d'autres commodités matérielles et morales.

Un certain nombre de trusts en collaboration avec les coopératives ont commencé à organiser des usines culinaires, des restaurants. Les travailleurs ne travailleraient que cinq jours par semaine de travail et 85, 7 % seraient au régime de la journée de 7 heures. »

Le rapport de la Commission parlementaire américaine sur l'activité économique de l'U. R. S. S. conclut de façon toute opposée :

« Il est tout à fait impossible de prouver que chaque bûche de provenance russe a été coupée, transportée ou sciée en Russie par des condamnés. Mais il est évident d'après les témoignages de nombre d'évadés qu'en très grande partie, l'abatage, le transport et le chargement du bois sont effectués par les condamnés dans des conditions très dures.

Il serait difficile d'exagérer la détresse des déportés dans les chantiers de bois de la Russie du Nord ; sous alimentation, travail ininterrompu, misère extrême, voilà leur sort.

Suivant les affirmations des témoins interrogés par la Commission, c'est par centaines de mille que les ci-devant aristocrates, industriels ou commerçants, représentants des professions libérales, officiers, koulaks, social démocrates ou autres adversaires du régime ont disparu dans les forêts.»

Monsieur Boris ELIATCHEF, en son distingué ouvrage sur le Dumping Soviétique s'appuie sur les documents russes eux-mêmes pour établir les mesures coercitives employées par les Soviets.

Il cite le décret du Comité Exécutif Central du 13 février 1930 publié dans les Izvestias du 15 février :

« Dans le cas où des propriétaires individuels refuseraient d'exécuter leur part des travaux de coupe, d'enlèvement et de charriage des bois, part qui leur incombe dans la tâche d'ensemble assumée à titre bénévole par la commune rurale, les Soviets de village sont autorisés à frapper ces propriétaires d'amendes déterminées par voie administrative jusqu'à concurrence de la valeur des cinq journées de travail dont ils sont redevables ; on vendra aux enchères les biens de ceux qui se soustrairaient au paiement de l'amende. Au cas où les familles de koulaks ne se seraient pas acquittées de leur tâche, les animaux de trait leur appartenant devront être confisqués par décision des Soviets de village et affectés aux besoins des exploitations forestières. Dans le cas de résistance à l'exécution des coupes et des charriages ou en cas de refus de la part d'un

groupement de propriétaires de s'acquitter de ces travaux, les soviets de village sont invités à intenter contre les personnes en question des poursuites judiciaires comme dans le cas d'insoumission à des services obligatoires dans l'intérêt de l'Etat. Dans le cas où l'on aurait épuisé tous les autres moyens de pourvoir les exploitations forestières, et les charriages de bois de main d'œuvre, et de traction suffisante, les comités centraux des républiques autonomes et les comités exécutifs régionaux sont autorisés à instituer dans les régions de coupe et de charriage de bois, un service obligatoire et rémunéré de travail et de transport, destiné à assumer les besoins des exploitations forestières et de charriage. Les éléments qui appartiennent à la catégorie des koulaks seront astreints à effectuer ces travaux à un taux de salaire réduit selon les conditions locales. »

D'après le commissaire d'Etat à l'Intérieur Chirvind, il est nécessaire d'utiliser sur une vaste échelle le travail des détenus et des déportés. « D'après le système établi, déclara-t-il, tous ceux qui sont condamnés à des peines de trois années et au-dessus sont envoyés dans des équipes correctionnelles et astreints au travail forcé. Quant à ceux qui sont condamnés à des peines de moins de trois ans, ils ont été jusqu'à présent détenus dans les prisons ou dans les lieux de déportation et n'ont été astreints au travail forcé que d'une façon sporadique, sans aucun système. Désormais tous les détenus et déportés sans exception doivent être mis à la disposition du Commissariat de

l'Intérieur pour être astreints au travail obligatoire (*Gazette Rouge* du 1^{er} août 1930). »

Le coût de la main d'œuvre nécessaire aux exploitations forestières est donc faible ; il se compose presque uniquement des frais d'alimentation d'une masse rudoyée et peu nourrie.

Quand les bois sont abattus, il faut les transporter sur scieries ; le mode de transport le plus économique est le flottage. Malheureusement les rivières de Sibérie ont leurs sources dans la zone tempérée et leurs embouchures dans la zone glaciale. Le dégel qui se propage du sud au nord atteint la région côtière en dernier lieu ; les eaux ne trouvant pas leur écoulement normal lorsque la crue du printemps vient à se produire, débordent dans toutes les campagnes environnantes, ce qui rend les opérations de flottage extrêmement difficiles. Il se produit ici l'inverse de ce qui se passe en Suède où le dégel commence dans la région côtière — la première ouverte, la dernière fermée — et se propage ensuite vers le cours supérieur du fleuve dont les eaux peuvent s'écouler librement au printemps.

Les dirigeants de l'Union Soviétique reconnaissant cette infériorité ont cherché à remplacer le flottage par l'enlèvement des bois en tracteurs. Mais l'inexpérience des conducteurs et des mécaniciens a donné des résultats déplorables.

« Dans l'année courante, il a été utilisé dans les exploitations forestières 52 tracteurs. Bien que le plan n'eût prévu qu'un nombre minimum de livraisons de bois devant être effectuées au moyen de traction mécanique, le programme de transport n'a été exécuté que dans la pro-

portion de 13 %. On avait compté transporter en tout, à l'aide de tracteurs, 474.000 mètres cubes ; on en a transporté en fait 61.819 mètres cubes.

La plupart des tracteurs n'avaient pas de pièces de rechange et comme on ne savait pas les utiliser, nombre d'entre eux se trouvèrent avariés dès le début. Il y eut beaucoup de dégâts dus à la négligence des mécaniciens que personne ne surveillait et qui n'avaient pas reçu les instructions nécessaires. Les tracteurs de l'OURALLESKHOZ dans l'exploitation forestière de YOUCHALOVSK ont fonctionné d'une façon abominable ; cinq tracteurs ont enlevé en un mois et demi 9.209 mètres cubes sur une étendue insignifiante. Le transport est revenu à 2 roubles 53 par mètre cube au lieu de 25 kopecks que l'on paye pour le même parcours en utilisant la traction animale. En outre on n'a pas compris dans le prix du transport mécanique, les frais de construction d'un chemin de traînage, ce qui reviendra à 2 roubles par mètre cube transporté. Ainsi la traction mécanique est revenue cinq fois plus chère que la traction animale. » (*Industrie forestière* p. 310, 1930 n° 4).

En résumé il n'apparaît pas que les frais de transport et abatage soient sensiblement moindres en U. R. S. S. qu'en pays capitaliste ; la main d'œuvre est moins bien rétribuée mais les frais de transport sont élevés.

3° D'ailleurs il en est de même des frais de sciage, malgré l'installation de nouvelles scieries fort puissantes. M. GONET signalait déjà en octobre 1930 au Comité des Forêts, la création d'une scierie moderne près d'Arkhangel munie de 44 chassis et pouvant débiter 200.000 mètres cubes par an.

M. BRON, représentant de l'Union soviétique au Comité des experts en matière des bois, indiquait que le nombre des scieries était passé de 782 en 1926 à 1544 en 1931, soit une augmentation supérieure à 2 fois et demie. La production de bois manufacturés en 1931 a été de 23.500.000 mètres cubes contre 10.800.000 mètres cubes en 1926. L'amortissement de ces scieries modernes extrêmement puissantes ne peut être assuré que si elles débitent continuellement à plein rendement ; or, l'U. R. S. S., manque jusqu'à présent de spécialistes compétents, la culture technique de la main d'œuvre est presque nulle.

4^o Aussi le rendement des grumes en bois sciés est-il absolument déplorable.

Dans les journaux techniques russes, on apprend qu'il ne sort de la forêt que 60 % en moyenne du bois coupé, le reste soit 40 % demeure à l'état de branchages ou bois mort. Sur les 60 % de troncs amenés dans les scieries, on n'utilise que 60 à 65 % ; sur les 35 à 40 % de déchets une faible partie est employée pour le chauffage, le reste se perd. Le volume de bois scié est donc finalement trop faible par rapport au cube de bois abattu ; par suite le prix de revient des débits obtenus est très élevé.

5^o Le transport des scieries aux chantiers des clients, c'est-à-dire aux pays d'Europe importateurs de bois, a lieu par mer. Le fret est assuré par la marine soviétique et il est évidemment fort difficile de parler ici de prix de revient, le fret n'étant pas réellement acquitté par l'Exportless.

Que pouvons-nous conclure de cette étude ? Nous estimons tout d'abord que le prix de revient en U. R. S. S.

B. ELIATCHEFF, 1^{er} 60.

Lorach.

est certainement aussi élevé qu'en pays capitaliste ; les soviets ne tiennent pas compte du capital engagé en bois, ni de l'amortissement du matériel. Il leur importe avant tout de se procurer des devises étrangères et, pour cela, il leur faut vendre à un prix permettant au moins de couvrir les dépenses faites en monnaies appréciées. Si ce résultat n'était pas atteint, il serait normal de conclure que l'U. R. S. S. cherche à bouleverser la société capitaliste par tous les moyens et sans aucun profit immédiat.

Nous pouvons relever dans le *Bulletin du Comité des Forêts* de décembre 1930 dans un exposé de M. GONET, directeur de l'Association forestière vaudoise, l'affirmation suivante :

« Au mois de septembre 1930, trois wagons de planches de tout premier choix venant de Sibérie, furent jetés sur le marché suisse. Leur valeur en Suisse était de 140 francs le mètre cube. Ces bois ont été vendus 80 francs rendu Zurich. Or, les frais de transport seuls de Russie en Suisse s'élèvent à 110 francs. »

Nous ne contesterons pas ces chiffres mais il nous semble qu'il s'agit là d'un fait exceptionnel ; l'intérêt immédiat de l'U. R. S. S., pour la bonne fin de son plan quinquennal, est de vendre les produits russes au plus haut cours ; plus tard quand l'Union soviétique aura développé formidablement son industrie et que son marché intérieur sera satisfait intégralement dans tous ses besoins, les Soviets chercheront de nouveaux débouchés et alors seulement commencera une terrible guerre économique. Actuellement nous n'en sommes heureusement pas là.

La caractéristique du dumping soviétique est donc

de négliger le prix de revient intérieur pour ne considérer que les dépenses en monnaies étrangères. Il ne peut évidemment s'agir là que d'une politique provisoire.

M. ELIACHEFF montre que pour un assez grand nombre d'articles l'exportation soviétique est déficitaire même en négligeant les dépenses en roubles. Il se base sur le rapport de la Représentation Commerciale de l'U. R. S. S. en Autriche dont il nous paraît intéressant de reproduire les conclusions :

1^o Marchandises dont l'exportation en Autriche ne donne aucun résultat ou même donne un résultat négatif dans ce sens qu'elle nous oblige à transférer, des devises, les frais généraux en monnaie étrangère dépassant toute la recette. Ce sont parmi les marchandises sur lesquelles a porté l'enquête, les pastèques, les concombres frais, les gelées de fruits, la farine.

2^o Marchandises qui ont également causé des pertes en monnaie étrangère en raison de leur très mauvaise qualité. Ce sont les pommes de terre, les oignons, en partie les charbons de bois.

3^o Marchandises qui accusent, en devises étrangères, un gain insignifiant, les frais généraux payés en monnaie étrangère s'élevant à 70 ou 80 % de la recette. Tel est le cas du chlorure de magnésium, du verre soluble.

4^o Seule la quatrième catégorie comporte des marchandises dont la recette en monnaie étrangère a dépassé dans une proportion tant soit peu considérable les dépenses en monnaie étrangère, abstraction faite de toutes les dépenses en roubles.

Le bois rentre dans la quatrième catégorie, les frais

généraux en monnaie étrangère atteignent toutefois 23 % des recettes.

Il est probable que l'exportation des bois de l'U. R. S. S. donne des résultats à peu près semblables dans les autres pays et permet aux dirigeants soviétiques d'obtenir le résultat cherché, une somme importante en devises étrangères justifiant quelque peu les dépenses diverses en roubles dépréciés.

Nous nous expliquons donc nettement que le Monopole du Commerce Extérieur apporte une sollicitude toute particulière au développement de l'exportation des bois, et ceci bien que les besoins du marché intérieur russe soient loin d'être satisfaits.

D'après les revues officielles soviétiques, le déficit a atteint en 1928-1929 pour les bois sciés 25 % de la demande et pour les rondins 11 %. Pour 1930, il a été d'environ 35 % pour les bois sciés et 32 % pour les rondins. En 1931, l'écart fut encore plus conséquent. Nous nous reporterons à l'article paru dans la Vie économique des Soviets, organe de la représentation de l'U. R. S. S. en France (n° 133 de mars 1931).

« Quoique les investissements dans les constructions de l'industrie du bois en 1931 indiquent un accroissement de 70 % par rapport à l'année précédente, les besoins en bois sont tellement accrus qu'ils ne sauraient encore être entièrement satisfaits cette année.

C'est que l'année prochaine les investissements dans le secteur socialisé de l'économie rurale (sovkhoz, élevage, coton, etc.), où le bois comme matériaux de construction joue un rôle prédominant, seront très considérables. Les

constructions se développent également dans de vastes proportions dans le ressort du Commissariat du Commerce (syndicat des cultures forestières et maraîchères, syndicat de la Pêche, etc.), où les besoins en bois sont aussi très grands. De même pour le Commissariat des voies de communication où ces besoins sont quadruplés.

Ainsi donc dans l'ensemble, les besoins de bois sciés ont augmenté de 118 % par rapport à 1930 et de plus de 117 % pour les bois ronds. »

D'après le même article, le programme du Conseil Supérieur d'Economie de l'U. R. S. S. comportait un stockage global de 160 millions de mètres cubes pour 1931. Or, l'*Economiczessaja Chisn*, le principal journal économique russe dans son numéro du 12 octobre publie que la production globale de l'U. R. S. S. a été de 80 millions de mètres cubes, soit 50 % seulement des quantités prévues au plan quinquennal pour les neuf premiers mois de 1931. Il en résulte que les demandes du marché intérieur sont bien loin d'être satisfaites car l'exportation n'a pas sensiblement diminué en 1931 malgré la crise économique mondiale.

Importance du dumping

Nous allons étudier les répercussions du dumping soviétique, principalement en Angleterre, car le marché anglais de bois est le plus important d'Europe.

Les ventes de l'U. R. S. S. en Angleterre, s'élevaient en 1927 à 340.000 standards ; elles sont passées brusquement

en 1929 à 525.000 standards alors que l'importation totale anglaise en bois sciés qui s'élevait en 1917 à 2.035.000 standards était tombée à 1.700.000 standards en 1929. Ces importations soviétiques eurent une action très sensible sur les cours, les ventes étant faites systématiquement au-dessous des prix pratiqués par la Suède et la Finlande.

En 1930 et 1931 les exportations russes en Angleterre furent à peu près maintenues alors que les exportations de Finlande et de Suède diminuèrent sensiblement comme le montre le tableau suivant :

Importations anglaises de bois (en standards, d'après la Chambre de Commerce française de Suède).

	1929	1930	1931
De Russie.....	525.058	530.649	515.282
De Finlande	493.583	389.594	375.751
De Suède	416.616	359.616	292.610

Jusqu'en 1931, l'Exportless livrait directement aux marchands de bois britanniques et pouvait troubler le marché anglais à sa guise, en baissant subitement les prix pratiqués à de nouveaux acquéreurs. Mais à l'automne 1930 les industriels britanniques s'entendirent pour traiter avec l'U. R. S. S. un marché de bois sciés. Sept des plus grandes entreprises anglaises s'engagèrent à acheter en commun de façon à obtenir le monopole des importations de bois russes en Angleterre ou à ne pas acheter du tout. Le Monopole du Commerce Extérieur de l'Union

Soviétique dut s'incliner devant ce syndicat et accepter un marché de 600.000 standards environ à des conditions d'ailleurs relativement favorables. Les Soviets ne tenaient pas à cette combinaison parce qu'ils paraissaient vaincus par un Syndicat de bourgeois ; mais comme ces bourgeois représentaient les quatre cinquièmes du pouvoir d'achat britannique en bois tendre, l'Exportless fut obligé de traiter.

Les grands exportateurs de bois de Suède et de Finlande protestèrent vivement contre ce marché qui les éliminait entièrement, mais sans obtenir aucun résultat. De sorte qu'en 1931 les exportations de bois tendres russes en Angleterre se sont élevées à 42 % de la consommation totale du pays alors que les exportations finlandaises et suédoises qui autrefois se partageaient le marché tombaient respectivement à 23 % et 16 %.

Pour 1932 un autre marché a été conclu au mois de février entre l'Exportless et un groupe d'importateurs anglais concernant les exportations de bois russes en Angleterre pendant l'année 1932. L'accord fixa à 450.000 standards le montant de ces exportations qui furent attribuées à une société formée à cette occasion « *La Timber Distribution Ltd* ». Les actionnaires de cette société eurent droit à un rabais de 5 schillings par standard et par action souscrite jusqu'à concurrence du nombre de ces actions. Les prix furent en moyenne comparables à ceux de l'année précédente et ne constituèrent pas une aggravation du dumping soviétique, mais il faut noter une clause dite « de baisse » en vertu de laquelle les Russes se réservèrent le droit de réduire les prix fixés par l'accord jusqu'à

concurrence de 2 livres par standard dans le cas où il se serait avéré que par l'effet de la concurrence étrangère, les cours étaient trop élevés.

Grâce à cette clause, l'organisme soviétique pouvait peser sur le marché et empêcher toute concurrence de devenir redoutable. L'U. R. S. S. était ainsi certaine de placer en Angleterre au moins 450.000 standards alors que la Suède et la Finlande voyaient, en raison de la crise économique, leurs exportations décroître de jour en jour.

Il est certain qu'un accord entre l'Association des Exportateurs suédois et l'Association finlandaise des propriétaires de scieries d'une part et de l'autre le Monopole du Commerce Extérieur de l'U. R. S. S. serait souhaitable. Les trois pays produisent en effet la moitié de l'exportation mondiale en bois sciés dressés et un contingentement serait de nature à redresser le marché.

Une réunion des exportateurs suédois, finlandais, baltes, polonais et du Trust Soviétique a eu lieu à Stockholm en décembre 1931 ; il fut impossible d'arriver à une entente. Elle est évidemment fort difficile à réaliser car si l'on prend pour base les exportations d'avant guerre, les Etats issus de l'ancienne Russie et qui ont considérablement accru leurs exploitations seraient désavantagés ; inversement, si l'on prend les chiffres des années qui ont suivi la guerre, l'exportation de l'U. R. S. S. étant presque nulle, les Etats baltes seraient particulièrement avantagés. De plus les Soviets prétendent que le développement de leurs plans quinquennaux leur donnera des possibilités considérables d'exportation dont il n'est pas possible de

ne point tenir compte. L'exportation totale de l'U. R. S. S. en bois sciés et dressés s'élevait en effet en 1926 à 320.000 standards, en 1928 à 560.000 standards en 1930 à 965.000 standards. En 1931, le plan quinquennal prévoyait 1.300.000 standards mais selon les renseignements remis par Monsieur BRON au Comité des Experts à Genève, l'exportation de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes en 1931 s'éleva seulement à 955.000 standards de bois scié et raboté et 205.000 standards de bois feuillu.

Pour l'année 1933, le Plan prévoyait une exportation de 3 millions de standards. Si durant cette année l'U. R. S. S. pouvait exporter cette quantité énorme, la Finlande et la Suède ne livreraient plus rien au reste de l'Europe.

La Suède, dont les exportateurs sont en même temps possesseurs de forêts et de scieries, préfère attendre des temps meilleurs et réduire ses exportations ; la Finlande au contraire cherche à lutter. La formule de M. RYTI, gouverneur de la Banque de Finlande est caractéristique à cet égard :

« Protégez-vous vous-mêmes, vendez moins cher que les Russes. »

Monsieur KNICKERBOCKER dans « Commerce Rouge » reproduit l'un de ses discours :

« Nous ne pouvons pas nous retirer du marché ; il faut que nous luttons pour le conserver. Mais on nous dit que nous ne pouvons pas faire concurrence à la Russie à cause de ses méthodes économiques. Il le faut cependant, et nous le pouvons avec des chances de succès. Nos forêts sont mieux situées ; nos cours d'eau sont meilleurs et plus courts ; nos hommes et nos chevaux sont mieux appro-

visionnés et l'habileté et le savoir-faire de nos ouvriers sont supérieurs à ceux des ouvriers conscrits de Russie.

.

La Russie elle-même n'obtient pas sans frais le bois qu'elle exporte, et plus elle en abat, plus elle doit s'éloigner pour se le procurer. Même si elle ne tenait pas à en retirer profit, la baisse des prix se produit à un moment très inopportun pour elle. Ses effets sur la réussite ou l'échec du Plan quinquennal peuvent être grands.

Toute baisse dans le prix du bois affectera la balance commerciale de la Russie et empêchera la réalisation du plan quinquennal. En ce qui nous concerne, la concurrence exigera de grands efforts : une coopération étroite entre les affréteurs, et une acceptation provisoire de la diminution des prix par les exploitations forestières. Elle demandera également, ce qui est très regrettable, le maintien des salaires à un niveau plus bas qu'auparavant. Mais ces conditions sont essentielles, si nous voulons conserver nos marchés, car, si nous les perdons, nous aurons à livrer des durs combats pour les reconquérir. Déjà maintenant, il faut que nous luttons pour les conserver. »

Ces paroles, dont on ne peut contester la sagesse profonde, représentent parfaitement l'état d'esprit des Finlandais qui redoutent les conséquences du Plan quinquennal. Le bois et les produits qui en dérivent constituent 85 % des exportations totales de la Finlande ; le marché des résineux offre une importance capitale pour ce pays.

Pour avoir une idée à peu près exacte de l'importance du dumping soviétique, il faut considérer également ses

répercussions sur les exportations de bois de Pologne et en particulier de contreplaqués.

En 1924 les importations de contreplaqués en Angleterre, de provenance soviétique s'élevaient à 38.000 mètres cubes ; en 1929 elles atteignaient 125.000 mètres cubes alors que les importations polonaises étaient réduites à 10.000 mètres cubes, en baisse de 70 %.

L'importation anglaise en bois sciés de Pologne atteignait 204.000 standards en 1927 ; elle était ramenée à fin 1929 à 40.000 standards.

De cette étude nous pouvons conclure que le développement des exportations de bois de l'U. R. S. S. est une des principales raisons de la crise actuelle ; nous avons vu que le marché anglais, le plus important d'Europe, absorbait actuellement en bois russes 50 % de sa consommation, ce qui rend disponible en Suède, en Finlande et en Pologne des quantités énormes de sciages.

En Allemagne, l'importation de bois russes s'est développée également de façon considérable depuis quelques années, au détriment des autres pays exportateurs.

Voici les quantités importées en milliers de tonnes d'après les statistiques officielles du Reich :

Bois ronds

Années	Tonnages en milliers de tonnes	Valeur en millions de marks
1913	3126	111,9
1925	2126	112
1927	3277	149,3
1930	1568	91,8

Bois sciés

Années	Tonnages en milliers de tonnes	Valeur en millions de marks
1913	1822	141,8
1926	921	99,5
1928	2430	266,5
1929	1626	192,9
1930	1379	156,3

Malgré la diminution très nette des importations en Allemagne depuis 1928, la part de l'U. R. S. S. n'a fait que croître :

En bois d'œuvre, elle passait de 4 % en 1928 à 14 % en 1929 et 23 % en 1930, alors que la Pologne qui livrait 40 % en 1927, ne livra plus que 23 % en 1931 et la Tchécoslovaquie qui livrait 20 % en 1927 vit sa part tomber à 11 % en 1930.

L'Autriche qui expédiait en Allemagne 20 % en 1928 n'expédia que 7 % en 1930.

La conséquence immédiate de cette réduction de débouchés pour les bois polonais et autrichiens, suédois, finlandais fut l'invasion du marché français en 1930 dans une proportion beaucoup plus forte que précédemment. La France en effet est en 1930 le seul pays qui n'est pas atteint par la crise mondiale ; ses industries sont prospères et la production nationale en matériel ligneux est insuffisante pour couvrir ses besoins.

Le marché français a naturellement tenté l'U. R. S. S., les exportations qui étaient presque nulles avant la

mise en application du plan quinquennal, environ 5.000 tonnes par an, passèrent brusquement à 42.618 tonnes en 1929 et atteignirent 70.862 tonnes en 1930 ; l'importation en 1930 eut été sensiblement plus importante sans le décret du 3 octobre 1930 qui soumettait à une licence l'importation des bois en provenance de l'U. R. S. S.

Il est à remarquer d'ailleurs que les Soviets étaient fort désavantagés pour l'importation en France, par rapport à leurs concurrents Suédois et Finlandais, parce qu'il n'existait pas de traité de commerce entre l'U. R. S. S. et la France et que par suite les bois russes entraient en payant le tarif de douane général, soit 18 francs par 100 kg. pour les bois sciés de 2 à 35 millimètres alors que les autres importateurs payaient sur la base du tarif spécial soit 4 fr. 50 par 100 kg. Cette différence fut même accentuée considérablement par le décret du 3 juillet 1931 portant à 35 francs par 100 kg. le tarif de douane général sur la même catégorie de bois sans modification du tarif spécial.

Nous ne discuterons pas ici de l'efficacité du décret du 3 octobre 1930 en matière de bois ; son utilité a été fort problématique, car l'importation de bois russes était beaucoup trop faible pour nuire réellement au marché français ; ce décret eut simplement pour conséquence d'arrêter toute exportation française en Russie ; pendant les cinq mois écoulés d'octobre 1929 à mars 1930, la France avait exporté en U. R. S. S. des marchandises pour un montant de 5.700.000 dollars ; pendant la période correspondante de 1930-1931 ses exportations

tombèrent à 1.300.000 dollars soit une diminution de 80 % alors que les ventes soviétiques en France n'ont baissé que de 14 % dans le temps correspondant.

Le décret fut d'ailleurs abrogé par la loi du 11 juillet 1931, peu avant la mise en vigueur du contingentement.

CHAPITRE II

LA SOUS-CONSOMMATION EN ALLEMAGNE

Les variations des importations allemandes

Depuis 1924, l'Allemagne a accompli un effort considérable dans le but de rationaliser et de réorganiser son industrie.

Ce pays, dont l'économie reposait sur le plan Dawes et qui avait adopté l'étalon-or, attira les capitaux américains qui y trouvaient des placements à gros intérêts. Il s'ensuivit une activité fiévreuse, en particulier dans la construction des usines et des bâtiments.

Les importations de bois d'œuvre en Allemagne passèrent de 3.586.242 tonnes en 1926 à 4.518.507 tonnes en 1927 et 4.700.627 tonnes en 1928. Les besoins allemands provoquèrent une hausse continue du prix des bois en Europe ; si, par exemple, nous prenons le marché du bois en Autriche, nous constatons que les importations autrichiennes en Allemagne ont passé de 148.105 tonnes en 1926 à 587.492 tonnes en 1927 et 863.374 tonnes en 1928. Cette affluence des demandes allemandes a naturellement eu pour résultat la fermeté des cours. Le tableau que nous

avons établi pour la valeur des bois d'Autriche nous a montré qu'effectivement il y a eu hausse continue de 1926 au début de 1929.

Mais avec l'année 1929, la prospérité factice de l'Allemagne va brusquement s'effondrer et immédiatement les importations globales de bois vont décroître à 4.306.763 tonnes. Les fournisseurs habituels de l'Allemagne sont alors contraints de chercher d'autres débouchés, sur le marché français en particulier.

L'étude du Commerce extérieur de l'Allemagne durant ces dernières années va nous montrer l'importance sur le marché des bois de la dépression économique du Reich.

L'Allemagne est en période normale un des plus grands consommateurs de bois d'Europe.

En 1900, la consommation de ce pays était de 57.409.000 mètres cubes sur lesquels l'Allemagne produisait 49.365.000 mètres cubes, soit environ 86 % et importait 8.045.000 mètres cubes soit 14 %

En 1913, la consommation avait très sérieusement augmenté et était passée à 80 millions de mètres cubes dont 58.500.000 mètres cubes de production nationale et 11.500.000 mètres cubes de bois d'importation.

En 1927, la consommation était de 62 millions de mètres cubes dont 50 millions de mètres cubes environ de production nationale et 12 millions de mètres cubes de bois d'importation.

Le marché du Reich est donc de très grande importance pour les pays exportateurs ; voici le tableau des importations allemandes de bois sciés pour quelques années :

1926	921.000 tonnes
1928	1.430.000 »
1929	1.676.000 »
1930	1.379.000 »
1931	625.000 »

Voici les pourcentages de différents pays dans l'importation allemande des bois résineux :

Bois ronds

	1926	1927	1928	1929	1930
U. R. S. S.	2,4	3,6	3,3	9,8	20
Pologne	40,8	45,7	31,8	27,2	17,1
Tchécoslovaquie	31,2	30	28	26	27,6
Autriche	6,6	9,3	19,8	14,7	15,5
Finlande	12,3	7,9	10,4	11	12,3

Bois sciés

	1926	1927	1928	1929	1930
U. R. S. S.	5,1	3,8	5,3	10,7	13,7
Pologne	16,8	13,3	23,7	23,8	25,5
Tchécoslovaquie	15,2	18	10,2	6,6	7,1
Autriche	5,5	16,1	14,3	5,6	3,3
Finlande	26,2	18,7	15,4	18,4	18,7
Suède :	11,3	7,7	7,8	11,1	9,5

Il faut noter l'accroissement considérable des importations russes en Allemagne qui, en 1928, représentaient seulement 3,3 % pour les bois ronds et 5,3 % pour les bois sciés et, en 1930, représentaient 20 % de l'importation en bois ronds et 13,7 % de l'importation en bois sciés.

Les pays qui ont le plus souffert de cet afflux de bois

soviétiques sont la Pologne pour les bois ronds et l'Autriche pour les bois sciés ; la perte du débouché est d'autant plus sensible que le volume global des importations a beaucoup diminué entre 1928 et 1930.

La Finlande et la Suède ont maintenu à peu près leur pourcentage de ventes mais bien entendu le volume de leurs exportations a presque diminué de 50 %.

Cette forte réduction des importations allemandes fut accompagnée d'une baisse des cours, car en Allemagne comme ailleurs la présence de produits soviétiques sur le marché des bois a eu pour conséquence une chute brutale des prix.

Prenons, par exemple, l'indice des prix de charpente franco Berlin ; il était, en prenant pour base 100 la période 1924-1926, de 120 en 1928. Il est tombé à 100 en 1930, à 80 en 1931 et à 70 au début de 1932.

Etant donné l'existence de cours en baisse sur le marché du Reich et la forte diminution des besoins Allemands en bois, les fournisseurs habituels de l'Allemagne cherchèrent un débouché sur le marché français. De plus les pays de l'Allemagne du Sud, grands producteurs de résineux, essayèrent également de nous faire absorber l'excédent de leurs débits. Alors qu'en 1913, l'importation française des résineux allemands n'était que de 17.500 tonnes, elle dépassa 75.000 tonnes en 1929 et 140.000 tonnes en 1930.

Nous noterons qu'une grande partie de ces résineux a été livrée en Alsace et en Lorraine et a fâcheusement influencé le cours des bois du pays ; c'est là une des origines des protestations des Communes forestières.

Il serait intéressant de voir s'il nous faut désormais compter avec le Reich, comme exportateur de résineux, alors que la production allemande n'a pu suffire jusqu'à ce jour à la satisfaction des besoins nationaux.

La production en Allemagne

La superficie totale des forêts en Allemagne atteint, d'après le relevé de l'année 1927, 12.634.000 hectares, se subdivisant comme suit :

Forêts domaniales : 4.130.00 hectares

Forêts communales : 2.470.000 «

Forêts privées : 6.054.000 «

Les forêts domaniales sont réparties entre seize pays allemands ; le Reich ne possède qu'environ 32.000 hectares. Les résineux prédominent dans les forêts allemandes ils représentent 71 % de la superficie boisée. Les bois feuillus ne couvrent que 29 %.

Parmi les conifères, les sapins dominent dans le Nord et les pins dans le Sud.

Les conditions de l'exploitation forestière sont très variables ; pour les résineux de l'Allemagne du Sud, les bois sont descendus par schlittage.

Comme en France, le débit des grumes est effectué par un nombre important de scieries.

Les statistiques de 1925 dénombrent 9.209 scieries occupant 126.524 employés. La majeure partie de ces scieries sont de petites exploitations ; on compte en effet 54,5 % de scieries occupant de 1 à 5 ouvriers et 40 % occupant de 6 à 50 ouvriers ; les grandes exploitations

occupant plus de 50 employés sont rares. Il n'y en avait en 1925 que 513 ; elle occupaient toutefois 50.000 employés, soit environ 40 % de la totalité.

Nous constatons donc que les conditions de la production en Allemagne sont comparables à celles de la France, par le nombre important des petites entreprises.

Comme les exploitants français, les petites scieries allemandes ne livraient pas avant-guerre directement à la consommation ; les neuf dixièmes des producteurs avaient pour seuls clients les marchands de bois, dont la puissance était redoutée (la corporation des négociants en bois allemands groupe 40.000 membres, occupant plus de 100.000 ouvriers).

Depuis la guerre, la part des ventes directes des scieries aux consommateurs est sensiblement augmentée ; en Allemagne comme en France, le développement intense des facilités de communication en est la principale cause ; l'entrepreneur important se déplace lui-même pour se mettre en rapport avec les scieries et pourvoit sans intermédiaire à ses besoins ; avant guerre, il préférait s'adresser au marchand de bois, qui groupait les demandes et s'occupait ensuite de faire débiter les bois commandés. Ce système offrait des avantages au point de vue de la régularité des cours, car les marchands de bois, généralement domiciliés dans les centres urbains, s'entendaient plus facilement pour une stabilisation de prix.

L'organisation commerciale allemande, ressemblant beaucoup à la nôtre et les frais de transformation des grumes étant comparables à ceux des scieries françaises, la raison de l'accroissement des exportations des résineux

de l'Allemagne du Sud en France ne peut être recherchée que dans la variation des cours de bois sur pied. Voici les résultats de notre enquête :

En 1914, le prix du mètre cube réel des pins et sapins (grands bois) était en moyenne (en marks) :

1 ^{re} catégorie	2 ^e catégorie	3 ^e catégorie	4 ^e catégorie	5 ^e catégorie	6 ^e catégorie
24	22	20	18	16	14

En 1923, le prix de la troisième catégorie que nous prenons pour base était de 23 marks au mètre cube.

En 1927, ce cours était passé à 30 marks ;

En 1928, ce cours était de 34 marks.

L'exercice 1927-1928 marqua le point culminant de la hausse des bois sur pied en Allemagne, car la prospérité industrielle du pays était factice ; elle était provoquée par une inflation de crédits due surtout à l'affluence des capitaux américains mais ne correspondait pas à une situation économique saine.

En janvier 1930, le cours moyen des résineux de la troisième catégorie retombait à 24 R. M. ; au printemps il n'était plus que de 15 R. M., et à la fin 1930 il était ramené à 10 R. M. soit à la moitié du cours d'avant guerre.

Le prix de 10 R. M., d'après les propriétaires de l'Allemagne du Sud, ne couvre pas les frais d'exploitation des forêts et fait disparaître toute rentabilité pour le capital investi. Pour éviter un affaissement plus considérable encore du cours, l'administration des forêts

domaniales diminua sensiblement le cube de bois mis en vente.

Voici les statistiques officielles pour le pays de Bade, la Bavière et le Wurtemberg :

Année commerciale (octobre-septembre)	Bade (en m ³)		Wurtemberg (en m ³)		Bavière (en m ³)	
27/28	321.909	100 %	401.495	100 %	1021.634	100 %
28/29	292.912	91 %	494.384	123,1 %	1098.450	107,5 %
29/30	278.586	81 %	432.914	107,8 %	1090.354	106,7 %
30/31	243.173	75,5 %	372.598	92,8 %	974.200	95,3 %

La décroissance des coupes est surtout sensible pour le pays de Bade qui, depuis le Traité de Versailles, est un pays frontière. C'est cependant du pays de Bade qu'a été exportée en France la majeure partie des résineux allemands. La diminution des coupes aurait été encore plus forte sans le débouché provisoirement offert par le marché français grâce à la baisse du prix des bois sur pied en Allemagne du Sud.

En résumé, nous estimons que l'exportation allemande de résineux en France a été un phénomène accidentel, provoqué par une sous-consommation anormale du Reich, alors que la France jouissait encore d'une grande prospérité industrielle.

Les conséquences indirectes de cette sous-consommation ont été beaucoup plus importantes, par les réactions provoquées sur les principaux pays exportateurs de résineux, et fournisseurs du marché français, l'Autriche, la Suède, la Finlande, la Pologne.

CHAPITRE III

LES RÉACTIONS DES PAYS EXPORTATEURS

Nous allons examiner, dans les principaux pays exportateurs de résineux, l'influence des divers facteurs de déséquilibre : la sous-consommation mondiale de bois et en particulier celle de l'Allemagne, le dumping soviétique.

Pour chaque pays, nous procéderons à une étude succincte des conditions de la production et de l'industrie du bois, afin de nous rendre nettement compte des possibilités de résistance du commerce d'exportation, dans la lutte sur le marché mondial.

Cette étude nous permettra également de comprendre comment l'industrie du sapin français peut être concurrencée sur le marché national, par des produits venant de loin, malgré le coût élevé des transports.

I. — LE MARCHÉ AUTRICHIEN

Organisation de l'industrie forestière

Les exploitations forestières constituent l'une des principales richesses de l'Autriche. Les étendues boisées

y recouvrent en effet 3.138.000 hectares sur une superficie globale de 8.383.300 hectares soit une proportion de 37,4 % La moyenne par cent habitants est supérieure à 40 hectares.

Les essences résineuses y dominent nettement : les forêts de pins et de sapins s'étendent en effet sur 2.619.000 hectares. L'exploitation de ces forêts est effectuée de manière très rationnelle ; on compte en effet que 43,3 % des forêts sont aménagées ; les coupes sont faites régulièrement, en période normale du moins. L'accroissement annuel moyen est de 3 mètres cubes environ par hectare, bien que certaines régions comme le Tyrol soient très difficiles à exploiter.

En Autriche, les petites scieries dominent ; les statistiques de la Chambre de Commerce de Vienne nous renseignent de façon précise à ce sujet :

Exploitations de	1 à	5 ouvriers :	2.270	occupant	4.397
»	de	5 à 20	» : 561	»	5.924
»	de	21 à 50	» : 152	»	4.775
»	de	51 à 100	» : 48	»	3.349
»	de	101 à 500	» : 18	»	2.778
Totaux : Exploitations			3.049	»	21.224

Il est vrai que dans l'industrie moderne il est malaisé d'apprécier la puissance d'une usine d'après le nombre de ses ouvriers ; le développement du machinisme nécessite d'autres données.

En 1910, il existait en Autriche 877 scieries munies de châssis à lames multiples permettant de débiter 1.754.000 mètres cubes et 4.798 scieries à lame unique permettant

de débiter 1.493.000 mètres cubes soit au total 3.247.000 mètres cubes.

En 1926, il existait 2067 scieries à lames multiples pouvant débiter 5.213.700 mètres cubes et 4.515 scieries à une lame pouvant débiter 1.348.400 mètres cubes, soit ensemble 6.562.100 mètres cubes.

La capacité de production entre 1910 et 1926 a donc plus que doublé. Un gros effort a été accompli en Autriche pour la modernisation du matériel, principalement pendant la guerre. Il faut remarquer que la tendance n'est pas à la suppression des petites scieries ; il n'en a disparu dans ce laps de dix ans que 283 alors qu'il s'en créait ou modernisait 1.200.

L'approvisionnement de ces scieries est obtenu par schlittage et camionnage ; ces frais sont assez élevés ; d'après les renseignements que des personnes autorisées ont bien voulu nous fournir, il faut compter :

Abattage	4 schillings
Schlittage	3 »
Camionnage	4 »
Total	11 schillings

Soit au cours de 3 fr. 60, 40 francs français.

Il n'apparaît donc pas que le prix de revient des bois sciés puisse être très réduit en Autriche, puisque les frais accessoires y sont élevés et la modernisation des scieries, toute relative.

Production et exportation

Les forêts autrichiennes produisent annuellement

9.321.000 mètres cubes ; d'après Monsieur LOCKER, directeur de l'Union forestière autrichienne, le cube de bois d'œuvre disponible est d'environ 5.700.000 mètres cubes.

Or, l'Autriche utilise annuellement pour ses besoins intérieurs 2.800.000 mètres cubes se décomposant comme suit :

Agriculture	645.000	mètres cubes	
Papeterie	1.500.000	»	»
Bâtiments	400.000	»	»
Chemins de fer et postes	200.000	»	»
Divers	55.000	»	»

Comme la production en bois d'œuvre est de 5.700.000 mètres cubes, il y a un reliquat pour l'exportation de 2.900.0000 mètres cubes ou environ 12.000.000 de quintaux métriques.

Il faut toutefois remarquer que le tableau que nous donnons pour la consommation intérieure de l'Autriche est basé sur les statistiques d'une année normale. En période de crise, la consommation se réduit sensiblement et elle a été évaluée pour l'année 1930 selon le rapport des experts autrichiens de Genève à 2.438.000 mètres cubes ; le disponible pour l'exportation est donc en ce cas de 3.300.000 mètres cubes.

Reportons-nous au tableau officiel des exportations autrichiennes de 1926 à 1930 :

Exportation des bois de sciage (en quintaux métriques)

	Quantité totale	Allemagne	Italie	France
1926	9.650.195	571.691	5.588.955	1.916.508
1927	11.662.156	3.248.209	5.059.609	1.522.168
1928	12.029.115	3.441.057	4.652.609	1.596.172
1929	11.498.818	866.774	5.311.196	2.107.501
1930	8.795.930	429.803	4.920.883	2.173.766

	Quantité totale	Suisse	Hongrie	Tchéco- slovaquie
1926	9.650.195	376.918	466.044	234.875
1927	11.662.156	401.608	781.162	205.861
1928	12.029.115	508.362	684.088	668.068
1929	11.498.818	504.523	624.269	720.375
1930	8.795.930	468.487	329.827	249.908

Nous remarquons que les exportations autrichiennes en Allemagne qui s'élevaient à 3.441.057 quintaux métriques en 1928 sont brusquement tombées à 866.774 quintaux métriques en 1929. Nous avons vu précédemment que cette carence de débouchés allemands a eu pour cause principale la très grave crise économique qui secoua le Reich depuis le début de 1929, crise succédant à une période d'activité industrielle fébrile. En conséquence plus de 2.500.000 quintaux de bois d'Autriche furent rendus disponibles à l'exportation ; les stocks cherchèrent à se dégager vers la France qui reçut 5.311.196 quintaux au lieu de 4.652.609. Malgré tout les exportations globales furent ramenées de 12.029.115 quintaux en 1926 à 11.498.818 en 1929.

En 1930 la crise continua à s'aggraver ; le tonnage exporté marqua une régression sensible vers tous les pays, sauf la France. Il se constitua des stocks énormes en Autriche et par suite il se produisit un affaissement continu des cours, chaque scierie désirant réaliser ses débits aussi rapidement que possible, Le tonnage des bois exportés en 1930 tomba à 8.797.930 quintaux métriques.

Naturellement les achats de bois sur pied se ralentirent ; les propriétaires forestiers n'eurent d'ailleurs plus grand intérêt à pratiquer des coupes, car les prix que pouvaient offrir les exploitants étaient extrêmement bas. La plus grande partie des ventes de bois en grumes fut faite par l'Etat autrichien dont les forêts domaniales couvrent seulement 393.400 hectares soit 24 % environ de la superficie boisée totale.

Il est fort intéressant pour nous de savoir à quelles conditions ces ventes ont été faites ; si l'Etat a vendu aux scieurs les bois au-dessous du prix de revient, nous pourrions en conclure qu'il a favorisé l'exportation à des cours tout à fait anormaux.

Voici brièvement la conclusion de notre enquête pour 1931 :

Les Forêts domaniales sont exploitées par l'Aerarische Bundesforste qui vend en moyenne les grumes rendues sur scierie à 18 schillings. Or, nous avons vu que les frais d'abattage, schlittage et transport s'élèvent en moyenne à 11 schillings. Il reste donc 7 schillings par mètre cube réel pour couvrir les frais généraux de l'Union forestière (salaires, prestations diverses) qui, selon les calculs de personnes autorisées, s'élèvent à 16 schillings. Il y a donc

un déficit de 9 schillings par mètre cube ; l'Etat autrichien paye les scieurs pour leur faire accepter ses bois.

Ce déficit est d'ailleurs officiellement reconnu ; il s'élève pour 1931 à environ 10 millions de schillings pour une production de 1.100.000 mètres cubes, ce qui correspond bien à 9 schillings de déficit au mètre cube.

Les dirigeants de l'Union forestière autrichienne estiment cependant qu'en cas d'arrêt des ventes de bois en grumes, le déficit atteindrait 16 millions de schillings, constitués par des frais généraux fixes (entretien de la forêt, protection contre les insectes, etc.) Ils s'appuient sur les nécessités d'approvisionner les scieries locales, de permettre aux exploitants de subsister avec leur famille.

Il nous paraît certain que les Autrichiens, en établissant des cours très bas, ont eu le seul dessein de concurrencer les produits russes, sans aucune intention de nuire aux autres nations ; malheureusement les résultats sur l'économie mondiale sont exactement les mêmes que si les exportations autrichiennes étaient volontairement faites à des prix au-dessous des cours mondiaux.

Evidemment toute dépréciation nouvelle sur le cours des bois, d'un schilling par exemple, coûtera plus d'un million de schillings à l'O. B. F. Cette situation critique a des répercussions immédiates sur notre économie ; il nous semble toutefois difficile d'en tenir rigueur à l'Autriche qui désire seulement assurer le fonctionnement de son industrie forestière.

Il faut remarquer d'ailleurs qu'en 1931 il n'a été coupé par l'Etat que les 2/3 du bois disponible et que, de leur

côté, les particuliers n'ont exploité qu'en cas de nécessité absolue.

Les cours de bois sur pied en regard des années précédentes ont baissé en moyenne des $2/3$ alors que les frais généraux d'exploitation ont plutôt augmenté par suite de la dépréciation du schilling ; il y a là une situation tragique parmi tant d'autres qui nécessitent notre attention en Europe Centrale.

Avant de terminer cette brève étude sur l'économie forestière autrichienne, nous signalons l'importance pour l'établissement des cours de vente très bas en France, d'une spéculation plus ou moins occulte sur le schilling. La monnaie autrichienne en effet qui, officiellement, était cotée en 1930 et 1931 à 3,59 francs français, valait en réalité sur le marché libre 3 francs, 2 fr.90 et même 2 fr.70. Il y avait en effet de nombreuses créances françaises sur l'Autriche, payables en schillings et immobilisées parce que le gouvernement autrichien interdisait la sortie de l'or ou des devises étrangères avec lesquels les Autrichiens auraient pu racheter ces schillings. Les exportateurs français consentaient donc à changer leurs schillings au-dessous du cours officiel pour pouvoir s'en défaire. Les acheteurs de schillings à bas prix pouvaient par suite se procurer à bon compte des bois en Autriche car la valeur nominale de la monnaie nationale restait la même. Le gouvernement autrichien finit par décréter que les marchandises exportées devraient nécessairement être payées en devises étrangères par l'intermédiaire de la Banque Nationale d'Autriche, mais des combinaisons occultes permirent de tourner la loi ; c'est là le sort

commun de toutes les mesures ayant pour objet de maintenir une monnaie à un cours fictif.

Il est à noter que cet appauvrissement continu de l'Autriche fut également nuisible aux puissances créancières et nous nous permettrons d'anticiper sur la suite de notre étude, en signalant l'accord franco-autrichien réglant, par compensation obligatoire à partir du 1^{er} mai 1932, les dettes et créances des ressortissants des deux pays, accord d'ailleurs profondément modifié par l'institution d'un clearing privé.

II. — LE MARCHÉ SUÉDOIS

La Suède possède environ 23.000.000 d'hectares de forêts soit 4 hectares par habitant ; les forêts constituent donc l'une des principales richesses de la Suède et notre étude nous montrera que tout a été mis en œuvre pour le développement de cette richesse.

L'Organisation du Commerce des bois en Suède mériterait d'être étudiée dans tous ses détails, car elle est fort différente de la nôtre et nous aurons à nous demander s'il ne serait pas utile de nous inspirer de ce modèle pour supprimer ou atténuer le malaise chronique de notre industrie.

La culture rationnelle de la forêt

Primitivement en Suède la forêt est propriété de l'Etat.

Aux termes de l'Edit de Gustave WASA elle appartient « à Dieu, au Roi et à la Couronne de Suède » ; c'est la

période primitive. Mais on s'est rendu compte peu à peu que pour mettre en valeur les richesses du Nordland, il fallait au préalable y attirer les paysans et les agriculteurs en pratiquant à leur égard une véritable politique de colonisation. Dès lors, les concessions sont accordées avec la plus grande libéralité. Les propriétés privées se constituent, Les paysans se taillent de nouveaux champs de culture et d'élevage aux dépens de la forêt qu'ils défrichent sans merci par le fer et par le feu.

Bientôt les largesses de l'Etat s'étendent encore aux exploitants : étrangers, chefs d'entreprises et spéculateurs, attirés par l'appât du gain. Les scieries se multiplient. L'exportation des bois prend un essor considérable. Chacun taille et coupe à sa guise, la forêt se trouve livrée sans défense aux pires ravages.

En présence des déprédations commises, on en vient à la nécessité de limiter les droits de la propriété privée pour sauvegarder une forêt nécessaire au bien de la collectivité.

En ce sens, l'on peut citer d'abord la loi de 1865 sur les droits de pacage. Puis plus tard la loi de 1868 qui place sous le contrôle direct de l'Etat les forêts dites « de protection » indispensables pour la conservation du climat. Enfin les fameuses lois dites de « dimension » interdisant d'exploiter pour le sciage les arbres de moins de 8,3 de diamètre à 16 pieds de hauteur. Laisser pousser, laisser faire la nature, ne pas toucher aux produits de la forêt avant qu'ils n'aient atteint un certain degré de maturité, telle est, en somme, la conception qui prévaut à cette époque.

Mais une connaissance plus approfondie des lois naturelles, les expériences faites, l'exemple donné par des précurseurs comme Frantz KEMPE ont peu à peu convaincu que cette formule trop étroite ne pouvait être celle de l'avenir. On constata que les trouées faites dans la forêt par l'enlèvement de ci de là des arbres répondant aux exigences de la loi, ne pouvaient que lui être néfastes. Tout ce qu'on y laissait n'était pas forcément utile. Ce qu'on enlevait avec discernement pouvait au contraire profiter à la forêt. S'il était bien de conserver, il était mieux encore de chercher à augmenter le rendement de la production. Ces conceptions nouvelles rencontrèrent d'autant plus de faveur que la pâte à papier venait précisément d'offrir des possibilités jusqu'alors inconnues pour l'utilisation des petites dimensions. Elles ne trouvèrent toutefois leur expression définitive que dans la loi de 1923. Cette loi, qui place les forêts privées sous la surveillance d'un comité institué dans chaque province, prescrit tous les soins à leur donner en vue d'une culture rationnelle ; elle n'impose plus de restrictions à l'exploitation pourvu que tous les procédés employés puissent servir, ou tout au moins ne pas nuire, à la régénération de la forêt.

Sur les 23 millions d'hectares de forêts que possède la Suède, 5.186.000 appartiennent à l'Etat et 6.732.000 à de puissantes sociétés par actions ou bolags, qui sont à la fois propriétaires de forêts, exploitantes de scieries et fabricantes de pâte à papier et de cellulose. Ces bolags qui possèdent en moyenne 60.000 hectares et qui contrôlent à elles seules les $\frac{3}{4}$ de l'industrie du bois en Suède

représentent une énorme concentration de capitaux. En 1921, leurs ressources étaient évaluées à plus de 5 milliards de francs. Ces entreprises se prêtent évidemment mieux que les petites aux exigences de la production ; alors que la terre produit annuellement sa récolte, les arbres de la forêt n'atteignent leur plein développement qu'au bout d'un temps considérable. Cette lente évolution fait de la propriété forestière un placement à très long terme.

Or en même temps que la forêt se développe, sa valeur augmente. D'année en année, la production s'accumule grâce aux crues annuelles qui elles-mêmes croissent en valeur et en cube à mesure que les arbres grandissent ; si bien que la forêt présente ce caractère particulier d'être à la fois un facteur de production et un produit. A un moment quelconque de sa croissance, elle représente une valeur réalisable, ce qui n'est pas le cas pour les autres produits agricoles. Il en résulte que le propriétaire forestier peu fortuné se trouve continuellement exposé à la tentation de libérer par une exploitation prématurée une partie du capital engagé, soit pour couvrir ses frais, soit pour faire face à des difficultés de crédit. Il interrompt ainsi le processus de la production qui ne peut plus se développer de la manière la plus avantageuse ; d'où une diminution véritable de la production dans son ensemble.

Il en va tout autrement du propriétaire fortuné qui dispose de grandes ressources et qui a, au contraire, tout loisir de laisser le capital productif de la forêt fructifier en paix. Tout se passe comme s'il avait en banque

un dépôt dont le taux d'intérêt progresserait automatiquement avec le délai de retrait.

D'autre part l'exploitation est relativement plus facile lorsqu'elle s'exerce sur des grands domaines ; à titre d'exemple nous allons en indiquer brièvement les grandes lignes en Suède.

Pendant la belle saison, on procède au marquage des arbres. Les arbres à abattre sont judicieusement choisis d'après les règles de la sylviculture et marqués au pied et à hauteur d'homme.

Dès le mois d'octobre, les bûcherons profitent des chutes de neige qui comblent les ravins et nivèlent les ornières, prenant possession de la forêt. En dehors du personnel forestier, occupé sur place toute l'année, on fait appel aux paysans, cultivateurs des alentours, heureux de trouver à s'employer, une fois les travaux des champs terminés et à louer leurs chevaux pendant les longs hivers. Les arbres abattus sont immédiatement tronçonnés, ébranchés et presque toujours écorcés, puis chargés sur des traîneaux conduits par les pistes de la forêt jusqu'aux voies de flottage. Là les troncs sont empilés sur les berges ou étalés sur la glace des cours d'eau.

Au printemps, le dégel se propage de la région côtière vers le cours supérieur des fleuves et les eaux libérées peuvent ruisseler en entraînant les troncs d'arbres. Les équipes préposées au flottage s'échelonnent le long des rives, placées à tous les points critiques pour guider les troncs au passage. La pente des rivières suédoises qui est de 1 à 2 mètres par kilomètre est très favorable au flottage.

Le Danube au contraire a une pente de 0 m.17 par kilomètre, la Petchora en Russie 0 m.88, la Douina 0 m.06 par kilomètre. Dans ces rivières la pente est trop faible. Le flottage à bûches perdues, tel qu'il se fait en Suède devient pratiquement impossible et il faut avoir recours à la formation de drômes et aux remorquages qui sont beaucoup plus onéreux.

Ailleurs au contraire, la pente est trop rapide comme sur le versant norvégien où elle atteint dans l'Orkladalen par exemple 9 m.05 par kilomètre, inclinaison à laquelle toute espèce de flottage devient impraticable.

En outre, les rivières du Nordland coulent du nord-ouest au sud-est dans une direction parallèle et si rapprochées les unes des autres qu'elles sillonnent la région forestière de cours d'eau se ramifiant à l'infini. Pratiquement toutes les forêts du Nordland se trouvent ainsi desservies par des voies de flottage dont elles ne se trouvent éloignées que par une distance moyenne de trois kilomètres.

Grâce aux perfectionnements de la technique et à l'aménagement des rivières, le réseau des voies de flottage utilisables atteint aujourd'hui 30.000 kilomètres de longueur et s'étend jusqu'aux régions les plus reculées du Nordland. Des sommes importantes sont affectées chaque année, aux travaux de cet ordre. Si favorables que soient, en effet, les conditions naturelles, l'art de l'ingénieur s'applique encore à les perfectionner, en régularisant le cours des rivières, en faisant sauter les obstacles qui obstruent leurs lits, en établissant des dérivations, des estacades, des barrages afin de retenir l'eau dont l'économie s'impose depuis l'utilisation des forces hydrauliques.

Malgré tout, les frais d'exploitation sont très faibles.
En voici le tableau :

Droit de flottage.....	0,25	couronne
Entretien des bois	0,32	»
Main-d'œuvre	1,27	»
Triage	0,60	»
Autres frais	0,62	»
Total	3,06	couronnes

soit environ 20 francs par mètre cube pour le transport des bois de la forêt aux scieries.

Lorsque les troncs arrivent à proximité de l'estuaire, ils passent aux postes de triage. Ce sont des passerelles volantes établies sur pilotis en travers du fleuve et reliées par un système de cheneaux artificiels aux enceintes affectées aux différentes scieries, Un personnel nombreux circule sur ces ouvrages pour trier les troncs qu'il dirige vers les dépôts respectifs d'où on les remorque en drômes jusqu'aux scieries.

Autrefois les scieries qui étaient uniquement actionnées par force hydraulique, devaient être établies à proximité des chutes d'eau c'est-à-dire à mi-chemin entre la source et l'embouchure des fleuves. Les voies de flottage ne pouvaient pas être utilisées sur toute leur longueur. Il en résultait des frais importants pour transporter les bois sciés jusqu'aux places de charge. L'emploi de la vapeur comme force motrice a donc amené une véritable révolution en permettant de profiter des avantages naturels d'un pays où les navires peuvent remonter les fleuves très loin pour y charger les bois à pied d'œuvre jusque dans les chantiers des scieries.

C'est là vraiment une situation privilégiée au point de vue exploitation. En tenant compte des prix de fret et transport fer, l'on peut affirmer que les prix de transport des scieries suédoises à Paris ne sont pas sensiblement plus forts que ceux des bois du Jura et des Vosges.

Les considérations qui précèdent nous montrent pourquoi la Suède est un gros exportateur de bois.

L'accroissement annuel des forêts suédoises est de 37.152.000 mètres cubes ; il est coupé annuellement 44.285.000 mètres cubes soit un excédent de 7.000.000 mètres cubes environ. Il y a quelques années, cet excédent était de 9 millions de mètres cubes et si un sérieux effort n'était point réalisé en vue d'une exploitation rationnelle des forêts, les richesses ligneuses de la Suède risqueraient de disparaître rapidement.

La Suède a été très sérieusement touchée par la crise mondiale. Voici un tableau de ses exportations de bois sciés et rabotés dans différents pays en standards :

	Angle- terre	France	Bel- gique	Hollande	Alle- magne	Dane- mark	Total
1926. . .	402.000	93.000	35.300	59.000	41.000	73.000	912.000
1929. . .	430.000	139.000	66.000	105.000	60.000	120.000	1 181.000
1930. . .	365.000	130.000	38.000	85.000	35.000	146.000	996.000
1931. . .	301.000	103.000	48.000	43.000	14.000	108.000	729.000

Nous n'insisterons pas sur les causes de cette dépression de l'exportation suédoise ; nous avons vu précédemment que le dumping soviétique y jouait un rôle prépondérant. Nous remarquerons toutefois que sur le marché français,

ce sont les bois de l'Europe Centrale qui ont évincé bien souvent les bois de Suède.

Il faut dire que les Suédois ont maintenu leurs cours autant qu'il fut en leur pouvoir. Les puissantes Bolags ont préféré réduire leur production que de vendre à des prix anormaux ; ce n'est guère qu'en 1931 devant la prolongation de la crise, que les exportateurs suédois ont baissé leurs cours, tout en n'essayant point de lutter contre l'U. R. S. S. sur ce terrain. A titre d'indication les prix en janvier 1932 étaient en baisse de 35 % environ par rapport à ceux de janvier 1931.

Cette étude succincte de l'industrie du bois, en Suède, serait incomplète s'il n'était point fait mention des usines de pâte au bisulfite et à la soude ainsi que des fabriques d'allumettes.

De puissants syndicats de producteurs se sont constitués dans toutes ces industries et ont tenté d'équilibrer la production et les possibilités de consommation. En particulier la fabrication des allumettes a fait l'objet d'un cartel créé par le financier KREUGER et dont l'expansion est malheureusement trop connue.

III. — LE MARCHÉ FINLANDAIS.

Sur la superficie totale de la Finlande qui est de 34.400.000 hectares, il y a environ 25.300.000 hectares de terre boisée, c'est-à-dire 74 % de la superficie du pays et 23.100.000 hectares de forêts productives, soit 67 %.

Les forêts productives se répartissent de la manière suivante :

Particuliers	12.610.000 hectares
État	8.160.000 »
Communes et Sociétés	2.330.000 »

La plus grande partie de ces forêts est constituée par des résineux pins et sapins ; il se trouve également une quantité importante de bouleaux. Les ressources totales de la Finlande en bois sont évaluées par les Experts finlandais à Genève à 1371 millions de mètres cubes donnant un accroissement annuel de 44 millions de mètres cubes. La consommation a été évaluée en 1927 à 40 millions de mètres cubes ce qui correspondait à une coupe totale de 45 millions 600.000 mètres cubes. Le déficit sur l'accroissement annuel a donc été en 1927 de plus d'un million de mètres cubes. Il est à noter d'ailleurs que les forêts du Nord sont beaucoup moins exploitées que les forêts du Sud parce que les voies d'accès y sont peu développées.

D'ailleurs, étant donné la diminution considérable de l'activité des scieries, on peut estimer qu'il y a actuellement non un déficit mais un excédent de matière brute de près de 6 millions de mètres cubes.

Le droit des propriétaires privés d'exploiter leurs forêts est limité par les stipulations de la loi du 11 mai 1928. Les forêts ne doivent être dévastées ni faire l'objet de coupes mettant en danger la croissance naturelle. Par ailleurs le propriétaire d'une forêt a, conformément à la législation en vigueur, pleine liberté d'exploiter ses ressources en bois.

En 1929 les industries du bois, de la pâte de bois et du papier groupaient 1.164 établissements dont 579 scieries occupant 71.000 ouvriers.

L'exportation du bois constitue une fraction extrêmement importante de l'exportation totale de la Finlande. En 1931, la valeur de l'exportation des produits ligneux a atteint 3 milliards 559 millions de marks finlandais (le mark finlandais vaut environ 0 fr. 50) soit 80 % de l'exportation totale. L'exportation des résineux sciés et rabotés s'est élevée à 3. 643.204 mètres cubes correspondant à 779.710 standards et à une valeur de 1 milliard 280 millions de marks finlandais soit 29 % de la valeur de l'exportation totale de la Finlande.

D'après les experts finlandais à Genève, la capacité de production des scieries finlandaises est de 1 milliard 1/2 de standards ; or cette production a été réduite de 30 % en 1931 pour contribuer au rétablissement de l'équilibre entre l'offre et la demande.

Les derniers renseignements que nous avons obtenus nous permettent d'indiquer que le chiffre des ventes finlandaises a atteint 730.000 standards en 1932, contre 779.710 standards en 1931 ; ce résultat à peu près satisfaisant, étant donné la concurrence acharnée des Soviets, est dû à l'intelligente organisation de l'industrie du bois en ce pays et aux sages restrictions que tous se sont imposées.

L'Association des Propriétaires de Scieries Finlandaises, dont les membres contrôlent actuellement 75 à 80 % de la quantité totale exportée en bois de pin ou sapin sciés, joue un grand rôle dans les négociations engagées avec

les autres Pays du Nord pour la stabilisation du marché.

Dans l'étude du dumping soviétique, nous avons vu qu'à défaut d'entente, la Finlande sait compter sur elle-même et puiser dans la situation de ses forêts et l'énergie de ses exploitants, les moyens de lutter contre les procédés commerciaux discutables de l'énorme République voisine.

IV. — LE MARCHÉ POLONAIS.

Les forêts en Pologne couvrent une superficie de 8.943.762 hectares soit environ 23 % de la surface totale de la République. Le taux de boisement est d'environ 30 hectares par 100 habitants.

La répartition des forêts par essences offre un tableau assez varié. Le pin sylvestre représente 60 % de la surface boisée, l'épicéa 12 % et le sapin 3 %. Les essences non résineuses se partagent 25 % et comprennent le chêne, l'aulne, le bouleau et le tremble.

L'accroissement annuel est estimé à 21.600.000 mètres cubes par an. Ce chiffre exprime le montant de l'intérêt annuel qu'assure à ce pays le « capital-bois » dont il dispose.

Les exploitations forestières occupent plus de 200.000 ouvriers qui se recrutent pour la plupart parmi les paysans, petits propriétaires.

Le nombre des scieries en 1928 était environ de 1600 avec une capacité de production de 11.500.000 mètres cubes environ.

Etant donné l'importance du taux de boisement, il est normal que la Pologne soit un gros exportateur de bois d'autant que le développement industriel de ce pays est encore faible. Mais pendant les années qui ont suivi immédiatement la guerre les besoins de la reconstitution des régions dévastées ont absorbé des quantités très importantes de bois d'œuvre et l'exploitation fut quelque peu négligée par la Pologne. De plus la réforme agraire a nécessité la transformation de certaines surfaces boisées en cultures agricoles. Il en est résulté une exploitation intensive d'ailleurs autorisée par une loi spéciale.

Au moment où l'œuvre de reconstitution fut achevée et le problème agraire à peu près résolu, une loi rigoureuse sur l'aménagement des forêts (24 juin 1927) vint rétablir les principes d'exploitation rationnelle, obligeant en certains cas à réduire les coupes au-dessous de l'accroissement naturel, à un niveau garantissant la stabilité du rendement qualitatif et quantitatif des forêts (1).

L'organisation administrative de l'exploitation des forêts se caractérise en Pologne par la recherche de directives rationnelles grâce à l'établissement de statistiques aussi précises que possible. C'est ainsi que la statistique des ventes de bois brut, tenue presque à jour par l'Administration des forêts de l'Etat, permet d'évaluer approximativement le volume de la production industrielle à prévoir.

La statistique mensuelle des scieries mécaniques

(1) Voir le Problème du bois. Pologne n° 33.

organisée par l'Office Central des Statistiques nous donne un autre élément d'appréciation et il est possible de calculer à l'aide de ces éléments le volume probable de la consommation intérieure du bois en une année normale. Bien entendu la crise actuelle a diminué fortement la consommation intérieure de la Pologne et rendu disponible une quantité plus importante de bois pour l'exportation.

Les exportations totales de bois polonais d'après les indices de M. BABARSKI, directeur de l'Association des propriétaires de forêts polonaises ont diminué dans une proportion considérable ; elles s'élevaient :

En 1928 à 4.888.877 tonnes	
En 1929 à 3.745.826	»
En 1930 à 2.802.320	»
En 1931 à 1.802.399	»

soit une réduction de 63 % pour les exportations de 1931 comparées à celles de 1928.

Il nous paraît intéressant de constater que les coupes ont été sensiblement réduites ; l'accroissement normal des forêts s'élève à 22 millions de mètres cubes environ et, en 1931, il n'a été coupé que 18 millions de mètres cubes.

La Pologne semble donc avoir fait un effort pour l'assainissement du marché par la diminution de l'offre, mais il est bien évident que cette tentative est demeurée sans conséquences sur l'ensemble des cours mondiaux, les autres pays n'ayant point suivi ce bon exemple.

L'affaîssement des prix en 1931 et 1932 a été considé-

rable ; nous pouvons citer par exemple le prix du pin sylvestre qui valait sur wagon départ :

En 1913-14	40 zlotys le mètre cube
En 1929	60 zlotys le mètre cube
En 1932	15 zlotys le mètre cube (1)

Dans l'ensemble la baisse des cours de 1932 sur ceux de 1930 dépasse 60 %

La Pologne a été principalement handicapée par la crise allemande, car le Reich constituait son débouché le plus important.

Voici le tableau des exportations comparées en Allemagne, en Angleterre et en France, en pourcentages de l'exportation totale :

	1929	1930	1931
Allemagne	66,3 %	55,9 %	22 %
Angleterre.....	7,4 %	15,1 %	24,5 %
France.....	2 %	4,3 %	12 %

Nous voyons que la Pologne s'est tournée vers le marché français, qui lui a été presque fermé en 1932, comme nous le verrons par la suite.

(1) Le zloty vaut environ 2 fr. 89.

TROISIÈME PARTIE

L'INVASION DU MARCHÉ FRANÇAIS

Nous avons vu, dans la première partie, que les exploitants de résineux français étaient fort mal placés vis à vis de leurs concurrents étrangers, par suite des prix d'achat excessifs payés pour les bois sur pied.

Dans la deuxième partie, nous avons étudié les effets de la crise économique générale et du dumping soviétique sur les pays exportateurs de résineux.

Certains de ces pays comme l'Autriche, la Pologne, qui ne sont pas particulièrement bien placés au point de vue des frais de transformation, ont consenti des sacrifices très importants sur le prix des bois sur pied ; nous avons vu d'autre part que la qualité des bois fournis et l'organisation remarquable de l'exploitation, ont permis à la Suède et à la Finlande de résister à la tourmente.

Il nous faut maintenant étudier les répercussions, sur le marché français, des difficultés éprouvées par les exportateurs et de la baisse générale de prix qui s'ensuivit.

CHAPITRE PREMIER

L'ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS EN 1929 ET 1930

Nous avons précédemment constaté que les essences résineuses marquent une hausse considérable lors des grandes ventes de Conservations en octobre 1928. L'industrie est à cette époque particulièrement prospère ; rien ne peut faire présager une crise mondiale et les acheteurs de sapin s'arrachent les lots mis en vente pour approvisionner leurs scieries ; les leçons de la veille sont oubliées et la concurrence à l'achat est plus âpre que jamais.

Dans les principales conservations productrices de résineux, il s'établit les prix moyens suivants :

9^e Conservation, Epinal — 165 fr. le mètre cube ;

12^e Conservation, Besançon — 168 fr. le mètre cube ;

13^e Conservation, Lons-le-Saunier — 173 fr. le mètre cube ;

14^e Conservation, Grenoble — 175 fr. le mètre cube.

32^e Conservation, Vesoul — 200 fr. le mètre cube ;

34^e Conservation, Strasbourg — 174 fr. le mètre cube.

En tenant compte des frais de vente évalués à 10 % ainsi que des charges (entretien des routes forestières pour

la sortie des bois, travaux divers dans les coupes) on arrive à un prix moyen au mètre cube sur pied d'environ 190 francs.

En reprenant le chiffre que nous avons admis précédemment d'environ 140 francs par mètre cube pour les frais d'abatage, transport, sciage et les frais généraux de la scierie, nous arrivons à un prix au mètre cube de 330 francs ; le rendement moyen n'étant que d'environ 0,7, le mètre cube de sciage revient à 470 francs environ.

Or si nous nous reportons à notre tableau sur l'importation des bois d'Autriche, nous constatons qu'à cette époque le bois qualité charpente vaut 360 francs le mètre cube sur wagon frontière dédouané. En admettant que la qualité des bois français soit supérieure à la qualité charpente d'Autriche et puisse se comparer à la qualité tombante de ce pays qui vaut à l'époque 410 francs le mètre cube, nous constatons néanmoins un écart tout à fait anormal. Les exploitants achetant à ce cours si élevé de 190 francs le mètre cube ne peuvent guère compter sur un bénéfice ; ils espèrent que leur opération ne sera pas trop mauvaise par suite des grands débouchés que présente le marché intérieur et de la tendance générale à la hausse du marché mondial.

Malheureusement les bois achetés en octobre 1928 ne peuvent être réalisés de suite ; l'exploitation des coupes ne doit commencer qu'au printemps de l'année suivante et d'ailleurs les exploitants les plus diligents seuls prennent possession de leur bois dans ce court délai ; bien souvent en effet les grumes ne sont débitées qu'un an après l'achat.

Or, dès le début de 1929, la situation sur le marché

mondial du bois va se trouver transformée par l'intervention des deux facteurs que nous avons étudiés : le ralentissement de l'activité allemande d'une part, le dumping soviétique d'autre part. Nous devons logiquement constater une augmentation des importations en France, puisque le marché national est demeuré prospère. Reportons-nous aux statistiques du Commerce extérieur. Voici le tableau des importations de bois résineux étrangers en France :

*Importation en France des bois autres que le chêne
et le noyer*

Année	Ronds bruts	Traverses	Bois sciés
1913.....	71.886	18.617	1.409.249
1919.....	33.533	1.339	673.779
1920.....	48.546	5.269	1.010.619
1921.....	82.365	5.482	845.056
1922.....	90.068	1.134	1.474.482
1923.....	153.985	1.441	1.338.602
1924.....	228.467	21.485	1.360.893
1925.....	132.144	36.937	982.218
1926.....	263.017	4.743	1.234.284
1927.....	246.919	16.001	916.949
1928.....	195.950	7.689	1.136.202
1929.....	266.959	15.947	1.271.936
1930.....	333.207	59.059	1.469.006
1931.....	214.426	71.284	1.339.321

Nous constatons en 1930 une augmentation très nette du tonnage importé ; il est intéressant de connaître le détail de ce tonnage par pays importateurs ; au bureau de Renseignements Statistiques des Douanes nous avons trouvé les renseignements suivants :

Bois sciés en tonnes

Dates	Russie	Suède	Finlande	Pologne	Autriche	Allemagne
1913	669.042	515.426	—	—	52.084	17.482
1923	4.145	350.145	311.795	95.448	59.932	77.758
1929	42.618	348.188	245.355	65.756	235.214	75.863
1930	70.862	347.588	266.432	105.168	224.792	144.822
1931	26.416	261.406	269.920	157.473	215.800	129.680

L'étude de ce tableau nous conduit aux remarques suivantes :

1° En 1913 l'importation était constituée pour plus de 80 % par des bois du Nord en provenance de Suède ou Russie ; nous n'importions que de faibles quantités de bois de l'Europe Centrale.

2° En 1930 l'importation en bois du Nord est tombée à 45 % ; les importations d'Europe Centrale : Autriche, Pologne, Allemagne, Roumanie, Tchécoslovaquie constituent plus de la moitié de nos importations.

La baisse de pourcentage d'importation des bois du Nord est caractéristique du désir du consommateur de marchandises à prix avantageux ; avant guerre les scieurs français n'étaient concurrencés que par les bois du Nord, dont le cours était relativement élevé ; maintenant il leur faut lutter contre les bois de l'Europe Centrale, dont les prix sont avilis.

Bien que privées du marché anglais par le Dumping Soviétique, la Suède et la Finlande ne sont pas arrivées à exporter en France le surplus de leur production ; par

contre la Pologne nous a livré un tonnage important en 1930 et 1931.

La mauvaise situation financière de l'Allemagne et l'arrêt de toute construction nouvelle ont conduit ce pays, en période normale gros importateur, à chercher pour ses bois des débouchés extérieurs.

Enfin l'Autriche a considérablement développé ses exportations en France depuis quelques années à des cours de plus en plus bas.

Jusqu'à la fin de 1930, ces importations ont pu être absorbées par le marché français sans constitution de stocks dans les scieries du pays.

La crise mondiale ne nous a pas encore atteint et nos industriels ont continué à développer leurs usines ; la mise en application de la loi Loucheur, mettant à la portée des petits épargnants la construction de maisons individuelles à bas prix a donné une certaine fermeté au marché du bois.

Les nuages commencèrent toutefois à s'amonceler dans ce ciel serein : aux ventes d'octobre 1930, les acheteurs se montrèrent beaucoup plus réservés ; le cours moyen des résineux, qui était 190 fr. le mètre cube, comme nous l'avons vu, en 1928 et qui déjà était descendu à 150 fr. le mètre cube en 1929, tomba en 1930 à 110 fr. le mètre cube.

Si nous nous reportons en effet aux cours des bois d'Autriche par exemple, nous constatons que la qualité tombante sur wagon frontière dédouané valait 87 schillings, soit 355 fr. le mètre cube alors que le prix de revient des bois coupés en 1928 était de 460 fr. le mètre cube comme

indiqué plus haut ; les bois achetés sur pied en 1929 à 150 fr. revenaient sur scierie à 290 fr. et en admettant le rendement type de 0,7 à 410 fr. le mètre cube, alors que le cours des bois d'Autriche en 1930 a varié, en qualité tombante de 320 à 310 fr. le mètre cube.

Il est facile de comprendre que les scieurs aient été un peu calmés par ces pertes successives et que les achats d'octobre 1930 aient été faits à de meilleures conditions. Désormais le propriétaire de forêts va être touché à son tour par la crise ; jusqu'ici les scieurs subissaient seuls les variations de cours des sapins ; la concurrence à l'achat était telle que le propriétaire trouvait toujours un prix intéressant pour ses coupes. A partir de l'automne 1930, la rentabilité elle-même de la forêt diminue ; avant que notre pays ne soit frappé par la crise mondiale, les possesseurs de forêts l'ont subie.

Comme ils sont puissants et mieux organisés que les scieurs ils vont essayer de se défendre mieux que ne l'ont fait ceux-là ; une partie importante de notre étude sera consacrée aux réactions de tous ces organismes intéressés à la crise du bois.

Les producteurs et exploitants sont d'accord sur le point suivant : en période normale, la France ne peut se suffire à elle-même comme producteur de bois, ce qui d'ailleurs est fort regrettable. Les importations doivent donc être tolérées. Mais il est essentiel que les bois importés ne faussent pas les cours du marché intérieur au point d'entraver la marche normale des scieries et de supprimer la rente des propriétaires de forêts.

Par suite, les tentatives étrangères de bouleversement

du marché par dumping, doivent être repoussées par tous moyens.

Nous estimons, avec les propriétaires forestiers, qu'il est indispensable de défendre la forêt française contre des procédés anormaux, comme le dumping soviétique ; nous pensons toutefois que les cours doivent s'établir en fonction de la situation du marché des autres pays sous peine de favoriser l'emploi des matériaux de remplacement, dont les cours seraient établis en fonction de la situation mondiale.

CHAPITRE II

LA CRISE DES RÉSINEUX EN 1931

L'étude des conditions de la production dans les autres pays nous a conduit aux conclusions suivantes :

1° Certains pays comme la Russie et l'Autriche cherchent à exporter à tout prix, même au-dessous du prix de revient, pour se procurer des devises ou assurer le fonctionnement de leurs usines.

2° Certains pays comme la Suède et la Finlande sont mieux placés que la France sur le marché mondial ; ils ont un prix de revient plus faible pour une qualité au moins équivalente.

3° En présence de la carence des autres marchés européens et en particulier du marché allemand, il s'est produit un afflux de bois de toutes provenances vers le marché français dont la capacité d'absorption fut dépassée en 1931 au grand détriment des scieries nationales.

Nous nous proposons d'étudier maintenant les conséquences de cette invasion sur l'industrie du Bois en France ; nous verrons que les exploitants et les propriétaires ont été très sérieusement touchés et nous observerons leurs réactions.

Il nous semble indispensable, pour la clarté de notre

exposé, de tracer les grandes lignes de l'organisation syndicale de l'Industrie du Bois qui groupe des intérêts fort différents.

L'organisation syndicale du commerce des lois

1^o Les propriétaires de forêts sont groupés en syndicats régionaux qui eux-mêmes sont représentés au Syndicat Central, le Comité des Forêts, dont le président actuel est M. de NICOLAY.

2^o Les scieurs sont également groupés en syndicats régionaux qui se sont fédérés en 1902, constituant la Fédération nationale des Exploitants Forestiers, présidée par Monsieur Honoré BARBIER.

3^o La plupart des importateurs et négociants en bois de Paris ainsi que quelques syndicats d'exploitants n'adhérant pas à la Fédération, constituent le Groupement Général du Commerce et de l'Industrie du Bois en France, présidé par M. COLLIN.

4^o Enfin le Groupement XXVI de la Production Française réunit les délégués de la Fédération Nationale et du Groupement Général du Commerce des Bois ainsi que les délégués des principaux usagers du Bois ; M. René BARBIER dirige actuellement ce groupement.

A cette organisation déjà très confuse se superpose un enchevêtrement de groupements de Syndicats régionaux, comme le Groupement des Syndicats de l'Est, comme l'Association des Communes Forestières et Exploitants Forestiers d'Alsace, qui, certainement, ont leur utilité pour le règlement de questions particulières propres

à chaque région, mais qui ont le tort d'émettre des vœux respectifs ne concordant point constamment et dont les pouvoirs publics ne peuvent tenir compte.

Les protestations des syndicats

Les premières manifestations et protestations syndicales datèrent du début de 1930 et eurent pour cause le Dumping soviétique. Bien que la France ne souffrît pas à cette époque de la crise économique qui sévissait déjà dans les autres pays, il se produisit un mouvement d'opinion hostile à tout commerce avec l'U. R. S. S. Il est à remarquer qu'au point de vue importation des bois, nous étions protégés par le tarif général, applicable à l'U. R. S. S. avec qui nous n'avions point de traité de commerce. Pour les bois sciés de 2 à 35 millimètres, le tarif général s'élevait à 18 francs par cent kilos alors que le tarif minimum n'était que de 4 fr. 50 par cent kilos.

Il est donc compréhensible que la concurrence de l'U. R. S. S. ne pouvait se faire sentir en France par action directe ; nous avons vu que notre marché a été surtout gêné par la répercussion de l'invasion des bois russes dans les autres pays.

En tous cas, satisfaction fut donnée aux protestataires, et, par décret du 3 octobre 1930 pris en application de l'article 5 de la loi du 29 mars 1910, l'introduction en France d'un certain nombre de produits en provenance de l'U. R. S. S. fut soumise au régime des licences d'importation. Parmi les marchandises énumérées à l'article 1^{er}

du décret figuraient les bois communs (article 128 à 137 du tarif douanier).

Une commission fut instituée par arrêté du ministre de l'Agriculture, en date du 1^{er} octobre 1930, en vue d'examiner les demandes d'autorisation d'importation en France des bois en provenance de l'U. R. S. S. Cette commission comprenait, sous la présidence du conservateur des Eaux et Forêts, chef du service économique des bois, le président du Comité des Forêts, le président du syndicat des Exploitants Forestiers, le président du Groupement Général du Commerce de l'Industrie des bois, le président du Syndicat de la Papeterie et un délégué du Ministère du commerce.

Cette mesure eut pour effet l'arrêt presque total des importations soviétiques en France, tout au moins directement, car, en réalité, nous avons continué à recevoir des produits russes par l'intermédiaire d'autres pays, à l'aide de certificats d'origine faux.

Par représailles, l'U. R. S. S. ne passa plus de commandes aux industriels français et le résultat cherché qui était l'amélioration de notre balance commerciale avec les Soviets par restriction des importations ne put être atteint, par suite d'une diminution encore plus sensible de nos exportations.

Les mesures protectrices prises en octobre 1930 contre les bois russes ne sauvegardèrent nullement le marché national ; nous avons vu en effet que les autres pays exportateurs d'Europe vivement concurrencés par l'U. R. S. S. sur le marché anglais et le marché allemand, pays d'ailleurs profondément atteints par la crise économique,

cherchèrent un débouché vers notre pays. Les réunions de syndicats se multiplièrent et le problème du bois fut exposé au Sénat par M. NERON, Sénateur de la Haute-Loire le 12 février 1931 en une interpellation sur la baisse des bois.

En cette intervention, l'honorable sénateur montra que le fléchissement des cours avait pour cause profonde la crise économique qui sévissait dans le monde entier et qu'il résultait aussi de l'accroissement des importations de bois étrangers en France à la faveur du dumping pratiqué par l'Allemagne et la Russie soviétique. Il expliqua que les conséquences de la baisse des bois n'avaient pas atteint que les particuliers et qu'elles menaçaient également les communes et les établissements de bienfaisance qui ne pouvaient plus équilibrer leurs budgets. Il cita une lettre qui lui fut écrite par Monsieur PHILLIPPON, président de la Fédération des Syndicats forestiers de la Chaise-Dieu et qui était bien symptomatique de la situation désastreuse de l'industrie forestière.

« Les scieries passent actuellement par une crise terrible.

Toutes, sans exception, sont atteintes à tel point qu'elles ne peuvent écouler leur production même en l'offrant à des prix dérisoires. Leur situation pécuniaire est très difficile surtout avec le resserrement de crédit des banques locales, elles aussi en triste position. Il ne saurait être reproché aux scieurs leur imprévoyance ou l'exagération de leurs frais généraux, car en général ils ont beaucoup d'ordre et mettent eux-mêmes la main à la pâte.

Un grand nombre de scieurs ont fermé leurs portes ; tous les jours leur nombre s'accroît, mettant sur le pavé de vieux ouvriers ; mais indépendamment de ceux-ci, la crise entraîne le chômage de nombreux voituriers, abatteurs, chargeurs, planteurs même, car les propriétaires ne coupant plus de bois et ne faisant pas de revenus, hésitent à replanter. Il faut absolument que cet état de choses cesse, sinon ce serait la misère. Il faut que les droits de douane soient relevés et qu'en même temps on contingente la quantité de bois œuvrés autorisés à entrer... »

En conclusion, Monsieur NERON demanda l'augmentation des droits de douane, conformément aux vœux émis par les Syndicats et Sociétés Forestières, ainsi que diverses autres mesures destinées à stabiliser les cours :

« 1^o Que les droits de douane sur les Produits forestiers soient réajustés au coefficient 5.

2^o Que conformément au vœu de l'Assemblée des présidents de chambres d'Agriculture, l'Etat, les collectivités, les administrations publiques réservent l'exclusivité des fournitures de bois aux forêts françaises.

3^o Que l'application du décret du 3 octobre 1930 (importations soviétiques) soit objet d'une attention toute spéciale de l'administration des douanes.

4^o Que des mesures législatives soient prises dans le plus bref délai possible pour grouper, dans la loi du cadenas, les produits forestiers et tous les produits agricoles ; qu'à l'avenir, d'une manière générale, l'ensemble des produits agricoles — bois compris — soit laissé résolument en dehors des tractations internationales et

qu'en tous cas les droits afférents à ces produits ne soient jamais consolidés.

5° Qu'en attendant le rajustement des droits de douane, toutes mesures soient prises d'urgence pour conjurer une situation qui menace de devenir particulièrement périlleuse. »

Monsieur NERON reconnut qu'il y avait de grandes difficultés à augmenter les droits de douane par suite des conventions existant avec l'Autriche et la Tchécoslovaquie ; il termina en faisant confiance à Monsieur TARDIEU pour rétablir la situation.

La réponse du ministre de l'Agriculture fut fort intéressante parce que très précise. Au seuil de son exposé, Monsieur TARDIEU présenta la situation en ces termes : tolérable pour les feuillus, la crise est dure pour les résineux :

« J'ai essayé de faire deux comparaisons que je voudrais brièvement soumettre au Sénat ; la comparaison des prix de la fin de 1930 avec les prix de la fin de 1929, la comparaison entre les prix actuels et les prix d'avant guerre. Par cette double comparaison nous encadrerons la position exacte du problème.

« Considérons d'abord les bois sur pied. La baisse actuelle par rapport à la fin de 1929 est de un pour cent pour le chêne, de vingt pour cent pour le hêtre, de dix-sept à vingt pour cent pour les résineux. C'est là que le problème apparaît sous une forme aiguë. Pour les bois débités il y a également une baisse très forte sur les sciages résineux. »

« Si vous considérez maintenant les bois en grumes :

mètre cube réel sur wagon départ, pour le chêne, prix de 1913 : de 50 à 60 francs, prix de 1930 : de 300 à 400 francs. Coefficient 6,5.

Pour le sapin, en 1913, le prix était de 35 à 40 francs ; en 1930, de 140 à 150 francs. Coefficient : 4.

C'est là évidemment, je le répète, qu'est le point sensible et que l'effort doit porter.

Les mesures déjà prises pour enrayer le mal sont de deux sortes : les unes concernant le dumping russe, les autres la situation des résiniers des Landes. »

Grâce au régime des licences, les importations russes ont été réduites au strict minimum.

« Mais le fonctionnement de ce régime de licences comporte deux faiblesses. D'une part, sur les certificats d'origine, on constate bien du flottement et bien des incertitudes. D'autre part aussi, sans aller jusqu'à la falsification des certificats, il se produit des transformations, légères certes, mais des transformations tout de même, dans certains pays intermédiaires, par suite desquelles sans pouvoir être accusé de frauder sur le certificat, c'est quand même du bois russe qu'on réussit à nous amener avec un petit maquillage.

.....

Le premier remède qui vient à l'esprit de tous et qui a été recommandé par beaucoup de groupements, c'est la prohibition, le contingentement, les licences. Si l'on veut réaliser une opération de vidage du marché, il faut prohiber l'importation des bois. C'est le commencement. Ce n'est qu'ensuite qu'on peut établir le contingentement.

Ce contingentement s'applique par les licences. Il

s'agirait, en un mot, de généraliser ce qui a été fait pour les importations de bois russe.

Une pareille politique aurait un caractère décisif. Elle présente, par conséquent, des avantages indiscutables. »

Mais Monsieur TARDIEU, tout en se déclarant partisan du régime des licences, ne dissimula pas au Sénat dans la suite de son exposé, les difficultés que rencontrerait une telle modification du régime des échanges internationaux.

Il rappela l'existence de conventions avec l'Allemagne et la Roumanie, par lesquelles la France s'engageait à renoncer aux prohibitions et restrictions des importations, ainsi que la position d'initiative prise par notre pays à la Conférence Economique de 1927 en ce qui concerne l'abolition de ces diverses défenses. Il souligna l'opposition des Ministères du Commerce et des Affaires étrangères à un changement brusque d'attitude, qui pourrait nous placer dans une situation délicate au point de vue international.

Pour la deuxième catégorie de solutions proposées, le relèvement des droits de douane, le Ministre de l'agriculture distingua le tarif général et le tarif minimum ; il exposa que le tarif général ne s'appliquait guère qu'à la Russie et que notre protection douanière vis-à-vis de ce pays était suffisamment assurée par le système de la licence d'importation.

En ce qui concerne le tarif minimum, M. TARDIEU rappela comme M. NERON, que nous étions liés vis-à-vis de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche et de l'Estonie par la

consolidation des droits de douane, et que pour éviter des représailles, il nous fallait négocier ; pour obtenir notre liberté au point de vue de l'article 128 *bis* du tarif douanier, il était nécessaire d'offrir aux pays intéressés une contre-partie. Or le Ministre du Commerce déclarait, au début de 1931, qu'il n'apercevait pas de concession possible sans nuire à une autre branche de notre activité.

M. TARDIEU regretta d'être obligé d'aborder indirectement le problème si important de la déconsolidation de nos accords commerciaux.

« Mais, chaque fois que nous traiterons une question spéciale intéressant la production de la terre française, nous aborderons de biais la grande question générale, dont je voudrais vous dire deux mots : le problème, par rapport à notre économie actuelle, de nos accords commerciaux. »

En conclusion M. TARDIEU indiqua les grandes lignes du programme du Gouvernement pour enrayer la crise des produits forestiers :

1^o Maintenir les principes mis en pratique par la Commission chargée de l'application du décret du 3 octobre 1930 en ce qui concerne le dumping russe.

Exiger un certificat d'origine même pour les bois ronds et rajuster la surtaxe d'origine.

2^o Faire entrer les bois dans la liste des produits pour lesquels les droits de douane peuvent être modifiés par simple décret (loi du cadenas).

3^o Prescrire aux administrations l'emploi du bois français.

4^o Envisager comme mesure extrême, la fermeture

momentanée des frontières et la création du contingentement.

5^o Étudier la réforme du régime fiscal ; reviser les tarifs de chemin de fer pour éviter que les réseaux ne favorisent les bois étrangers.

Cette séance du 12 février donna de grands espoirs aux scieurs français ; elle ne résolut cependant en rien la crise qui continua à s'accroître.

Dans les mois suivants les protestations continuèrent à affluer au gouvernement. De nombreuses scieries menacèrent de fermer leurs portes, si différentes mesures défensives n'étaient prises d'urgence.

Le contingentement

Le 28 mai 1931, M. NERON et plusieurs autres sénateurs déposèrent une proposition de résolution invitant, de la façon la plus pressante, le gouvernement à incorporer les produits forestiers dans la loi du cadenas.

M. TARDIEU, ministre de l'Agriculture, comprit qu'il était urgent d'apporter un remède à la situation des propriétaires forestiers et des scieurs. Il obtint en séance de nuit à la veille de la séparation des Chambres, le 3 juillet 1931, le vote d'une loi qui ajouta les bois communs de toutes catégories, bruts, équarris ou sciés, le liège brut rapé ou en planches et le liège ouvré à la liste des produits soumis à la loi dite de « Cadenas ».

Rappelons que cette loi autorise le gouvernement à relever par simple décret les droits de douane relatifs

à certains produits dont la défense peut devenir urgente brusquement.

Cette incorporation des bois à la loi du cadenas laissait présager une prochaine augmentation des droits de douane. Elle n'eut cependant pas lieu de suite étant donné l'existence des différents accords commerciaux consolidés et en particulier des accords franco-autrichien et franco-tchécoslovaque de 1928.

Par contre le gouvernement décida la création d'un contingentement pour les bois. Le 27 août 1931, les Ministres des Affaires Étrangères, de l'Intérieur, de l'Agriculture, du Commerce, des Finances et du Budget, soumettaient au Président de la République un rapport « sur la baisse du prix des bois et l'opportunité d'y porter remède ».

Il est intéressant de relever dans ce rapport l'affirmation que la hausse des droits de douane doit être rejetée :

« Étant donné que la crise actuelle quelle que soit son acuité n'aura qu'une durée limitée, il serait dangereux d'essayer dans tous les cas, d'en pallier les effets par une surélévation des droits de douane. Des mesures de cette nature, qu'il serait difficile de rapporter dans la suite, auraient pour conséquence d'accroître les charges générales de la production, le prix de la vie et le coût de la main d'œuvre. »

En conséquence il était proposé au Président de la République de contingenter l'importation des bois. Au *Journal Officiel* du 28 août 1931 paraissait un décret autorisant ce contingentement et, par arrêté, le Ministre de l'Agriculture indiquait :

« Les contingents prévus au décret du 27 août 1931 sont fixés pour chacune de ces deux dernières catégories de produits (il s'agissait des articles 128, 128 *bis* et 133 de la nomenclature douanière d'une part, puis 597 et 600 d'autre part) à un chiffre global calculé d'après la moyenne des importations annuelles de bois étrangers, constatée au cours des cinq dernières années normales. »

D'après cet arrêté les services de statistiques douanières calculèrent le contingent autorisé pour chaque pays, et en comparant ce contingent avec les quantités déjà importées en 1931, il fut facile de constater que certains pays avaient déjà dépassé le tonnage permis.

Le 5 septembre 1931, il parut un avis aux « importateurs » au *Journal Officiel* qui décrétait que :

« Le contingent global afférent aux bois énumérés aux numéros 128, 128 *bis* et 133 du tarif des douanes était actuellement épuisé et qu'en conséquence les marchandises d'origine étrangère ci-dessus visées ne pourraient plus être importées en France à partir du 7 septembre et jusqu'au 31 décembre 1931, exception faite des contingents partiels restant à livrer par un certain nombre de pays. »

Parmi les pays qui se voyaient interdire le marché des bois français pendant quatre mois, figuraient les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Hongrie, la Lettonie, la Lithuanie, les Pays-Bas, la Pologne, la Yougoslavie, et l'U. R. S. S.

Notons que cette brusque interdiction souleva immédiatement de grandes protestations. En effet il n'était tenu aucun compte des contrats en cours, ce qui causait

un grave préjudice tant aux négociants étrangers exportateurs qu'aux importateurs français, qui, en nombre important, avaient consenti des avances sur des marchandises qu'ils ne purent recevoir.

L'une des principales raisons qui détermina le gouvernement à contingenter de la sorte les bois étrangers à l'entrée de l'automne fut l'imminence des grandes ventes de bois qui ont toujours lieu en septembre-octobre.

Le Ministère de l'Agriculture et l'Administration des Eaux et Forêts espéraient ainsi vendre à un prix rémunérateur les diverses coupes qui allaient être mises en adjudication. Malheureusement le ralentissement continu de l'activité économique et l'incertitude de l'avenir amenèrent une abstention marquée du gros commerce peu désireux d'accroître ses engagements et ses risques. Les présidents de syndicats, d'ailleurs, mirent en garde leurs adhérents contre les dangers d'achats à prix élevés étant donné que les droits de douane n'avaient subi aucun changement et que nul indice n'autorisait à conclure que le contingentement des bois étrangers serait maintenu en 1932.

Voici les principaux résultats des ventes qui mettent en évidence la physionomie des adjudications en 1931.

La proportion des coupes invendues qui, les années précédentes, avait oscillé autour de 10 % a été beaucoup plus considérable.

Sur 56.010 hectares mis en vente, il y a eu 16.838 hectares invendus ;

Sur 2.315.200 mètres cubes mis en vente, il y a eu 724.380 mètres cubes invendus.

La proportion moyenne des invendus par rapport au nombre total d'hectares et de mètres cubes mis en vente s'établit donc à 30 % environ pour chaque catégorie.

Il a été vendu au total pour les coupes par contenance 39.172 hectares ; pour les coupes par volume 1.590.820 mètres cubes.

Le nombre de mètres cubes de bois d'œuvre provenant de ces coupes a atteint 1.738.510 mètres cubes et s'est réparti par catégories d'essences comme il suit :

Sapin	Epicéa	Pin	Chêne	Hêtre
402.100	146.740	382.360	495.140	312.170

En 1930 il avait été vendu 2. 114.829 mètres cubes de bois d'œuvre, savoir :

Sapin	Epicéa	Pin	Chêne	Hêtre
603.231	191.911	307.074	623.435	389.378

Comparé au volume vendu en 1931. le volume de bois d'œuvre vendu était en diminution de 18 %.

2° Au point de vue des prix, le chêne qui avait maintenu ses cours en 1930 a été entraîné dans le mouvement général ; voici une comparaison des prix moyens par catégorie entre 1913 et 1931.

	1931	1913	Indice 1931/1913	Indice 1930/1913
Chêne :				
1 ^{re} catégorie..	228 fr. le m ³	50 fr. le m ³	4,5	6,2
2 ^e catégorie...	142 fr. le m ³	34 fr. le m ³	4,2	6,1
3 ^e catégorie...	72 fr. le m ³	21 fr. le m ³	3,4	5,8

Nous remarquerons que les petits chênes furent plus dépréciés que les gros ; ceci tenait à la suspension des achats des compagnies de chemin de fer, gros consommateurs de petits bois. Nous parlerons plus loin de cette question.

3^o Les prix des résineux ont continué à baisser. La baisse a été en moyenne de 35,3 % par rapport aux prix de 1930 pour l'ensemble des treize conservations où cette essence est la plus répandue. On a noté 53,6 % à Nancy, 36,3 à Épinal, 33 à Besançon, 39 à Lons-le-Saunier, 42,7 à Mâcon, 20 à Annecy, 71 à Toulouse, 17,7 % à Carcassonne.

La comparaison avec l'année 1913 pour le sapin, donne les chiffres ci-après :

1931	1913	Indice 1931/1913	Indice 1930/1913
60 fr. le m ³	21 fr. le m ³	2,8	4,6

Ces chiffres nous prouvent que la baisse des revenus provenant des exploitations de forêts domaniales et communales fut considérable. Naturellement les forêts

particulières ne purent se vendre à meilleur compte et les particuliers joignirent leurs lamentations à celles des municipalités fortement éprouvées dans leurs budgets.

Nous tenons à souligner que c'est seulement à partir d'octobre 1931 que les propriétaires forestiers se sont rendu compte que leurs intérêts concordaient avec ceux des exploitants. Nous avons maintes fois exposé les difficultés de toutes sortes que rencontrent les malheureux scieurs dans l'impossibilité d'ajuster leurs prix de vente aux prix de revient, particulièrement pour les résineux. Jusqu'alors les propriétaires forestiers pouvaient vendre aux conditions les plus élevées. Leurs lots trouvaient toujours preneurs étant donné le nombre excessif des scieries et leur outillage trop développé. Les plaintes des exploitants n'étaient donc écoutées que d'une oreille distraite par les possesseurs de forêts et en particulier par l'État. Il n'en fut plus de même depuis octobre 1931 ; les propriétaires sont directement touchés et vont agir.

Notons que la baisse des bois sur pied pour sensible qu'elle fut n'a point suffi à redresser la situation des scieurs. Si nous reprenons en effet notre calcul habituel, nous constaterons que le bois payé sur pied 60 francs le mètre cube revenait débité sur scierie à 260 francs le mètre cube de sciage. Or, en octobre 1931, le bois d'Autriche qualité charpente se vendait en moyenne 200 francs le mètre cube sur wagon frontière dédouané. Pour concurrencer les bois étrangers, les scieries devaient donc travailler au-dessous de leur prix de revient. On put par suite assister à fin 1931 à une véritable croisade contre les bois étrangers.

Nous citerons comme l'une des plus typiques, la manifestation de la « journée du Bois National » organisée à Lyon, le 9 novembre 1931, sous les auspices de l'Union Forestière du Sud-Est.

A cette réunion assistaient le conservateur des Eaux et Forêts du Rhône, un grand nombre de maires de communes forestières, plusieurs propriétaires forestiers comme M. VIELLARD, sénateur de Belfort, M. JAEGERSCHMIDT, secrétaire général du Comité des Forêts, M. NERON, sénateur de la Haute-Loire. Les possesseurs des forêts étaient donc largement représentés ; les exploitants ne l'étaient pas moins et une grande partie des scieurs de la région assistait à l'Assemblée.

Voici les principaux vœux adoptés :

« Les Membres de l'Union Forestière du Sud-Est ;

Les Membres des Syndicats d'Exploitants Forestiers affiliés au Groupement du Sud-Est ;

Les délégués des Syndicats d'Exploitants Forestiers des régions de l'Est et du Sud-Est.

Les Maires des communes Forestières des régions de l'Est, du Sud-Est et du Sud-Ouest.

.....

Affirment que seul le relèvement des droits de douane est à même de remédier à la situation, qu'en outre cette mesure pour être efficace doit comporter le relèvement du tarif minimum aux deux tiers du tarif principal et qu'enfin cette mesure doit être prise avant le premier janvier prochain.

Considérant qu'en raison de la crise générale qui sévit dans la plupart des industries françaises, la construction

s'est considérablement ralentie en 1931, que de ce fait la consommation en bois a été réduite de plus de moitié au cours de l'année et qu'elle se réduit encore en 1932.

Considérant que le contingentement établi par le décret du 27 août dernier est beaucoup trop large, même pour une année de consommation normale puisqu'il atteint 2.500.000 mètres cubes alors que le déficit de la production nationale n'est que de 700.000 mètres cubes.

Considérant qu'il est résulté de ce fait un stockage extrêmement important qui gênera énormément l'écoulement de la production nationale en 1932.

Considérant que la situation des propriétaires, exploitants forestiers et ouvriers, serait rendue désespérée si la frontière était à nouveau ouverte au 1^{er} janvier 1932.

Pour ces raisons, demande que le gouvernement interdise pour l'année 1932 toute entrée de bois étrangers, bois ouvrés en particulier, à même de concurrencer la production nationale (bois indigènes et coloniaux), les stocks disponibles d'importation et de production nationale étant plus que suffisants pour faire face à la consommation au cours de l'année à venir .»

Ces vœux furent adoptés à l'unanimité et la création d'un comité permanent de défense des intérêts économiques forestiers fut décidée ; ce comité fut chargé de réunir les syndicats, individualités et collectivités pour assurer la conservation de la richesse forestière de la région de l'Est et de lutter contre les importations étrangères et le régime fiscal qui « à l'heure actuelle menacent de ruiner, pour des générations, la propriété forestière ».

Nous citerons également le rapport présenté par

M. Léon Antoine à la Chambre de Commerce de Châlons-sur-Marne, le 10 novembre 1931, qui souligne l'importance du dumping soviétique et dont les conclusions furent adoptées par la Chambre.

La Chambre de commerce de Châlons-sur-Marne :

Considérant que l'importation considérable des bois de sapin provenant de Russie a handicapé d'une façon sensible les producteurs de bois de sapin français en 1930 et 1931.

Considérant que l'importation excessive des chênes provenant de l'Allemagne et des États de l'Europe Centrale a empêché la vente des chênes et sciages chêne français à partir de janvier 1931.

Considérant que l'arrêté du Ministère de l'Agriculture d'octobre 1930 réglementant les licences d'importation n'a pas empêché la crise des bois et qu'il a été reconnu inefficace.

Considérant que le seul décret du Ministre de l'Agriculture du 27 août 1931 fermant la frontière jusqu'au 1^{er} janvier 1932 a stabilisé d'une façon effective les cours des bois français à cette date.

.....

Considérant qu'il importe d'empêcher une nouvelle crise des bois français en 1932, parce qu'elle aurait des conséquences désastreuses telles que la ruine du commerce des bois, la fermeture des scieries, l'arrêt complet du reboisement, une diminution sensible des ressources des propriétaires de forêts qui sont l'État, les communes et les particuliers, le chômage de 700.000 ouvriers forestiers et l'aggravation de la désertion des campagnes.

Considérant que le seul moyen efficace d'empêcher en 1932 une nouvelle crise paraît être le contingentement à condition qu'il soit fixé mensuellement pour chaque état exportateur et qu'il soit limité à une faible quantité.

Considérant que le contingentement doit être limité, au maximum, à la moitié de l'importation effectuée dans une année normale comme l'année 1928 ou 1929, ou bien à la moitié des importations faites dans les cinq dernières années, parce que d'une part, l'étranger a exporté en 1930 et 1931 des quantités excessives de bois et parce que d'autre part l'industrie française marchant au ralenti en raison de la crise économique mondiale, a des besoins inférieurs aux années précédentes et enfin parce qu'il y a des stocks dans les scieries et dans les coupes, qui ne trouvent pas preneurs ;

Considérant enfin qu'il est nécessaire d'appliquer un régime spécial à la Russie qui est la cause première de la crise des bois français et qui recherche, ainsi qu'elle le proclame elle-même, à provoquer des perturbations économiques et des troubles sociaux par l'application du dumping et du plan quinquennal.

Emet le vœu :

Que le Ministre de l'Agriculture fixe d'urgence un contingentement mensuel pour l'année 1932 pour chaque État exportateur, contingentement limité au maximum à la moitié des importations effectuées pendant une année normale comme l'année 1928 ou l'année 1929, ou bien limité au maximum à la moitié des importations des cinq dernières années ;

Qu'il soit appliqué un régime spécial à la Russie pour

l'empêcher d'exporter des bois en France pendant l'année 1932.

Que la frontière soit à nouveau fermée en 1932 au moment opportun si, malgré le contingentement, une nouvelle crise des bois venait à se produire. »

Ce rapport fut adressé aux ministres du Commerce et de l'Agriculture ainsi qu'à différents groupements intéressés par la question.

Les remèdes à apporter à la crise des bois furent également l'objet de conversations au sein des organes représentatifs du commerce des bois.

Les importateurs eux-mêmes reconnurent que la situation des exploitants forestiers était intenable et le 1^{er} décembre 1931, le comité directeur du Groupement XXVI (Industrie et Commerce du bois) de la confédération générale de la production française présentait les vœux suivants :

1^{er} vœu. — En présence de l'impossibilité d'obtenir la fermeture totale des frontières en raison de l'existence de stocks plus que suffisants pour les besoins de l'année 1932, demande que pour l'année 1932 ces contingents soient réduits de 80 % sur les chiffres admis par le décret du 27 août 1931 pour le contingentement de l'année en cours.

Cette réduction jouera sur une première période de trois mois à compter du premier janvier 1932 et les importations ne pourront être autorisées que pour une quantité mensuelle égale à la moitié des importations de l'année

2^e vœu. — A l'expiration du premier trimestre de 1932 et après avoir été mis en possession de statistiques con-

cernant la production et la consommation, le pourcentage du contingentement mensuel pourra être modifié s'il y a lieu.

Toutefois le contingentement mensuel, ainsi admis, ne pourra en aucun cas dépasser le déficit de la production nationale par rapport à la consommation actuelle.

3^e *vœu*. — 1^o Les importations faites par application du contingentement devront, pour chaque livraison, être autorisées par des licences délivrées uniquement à des négociants inscrits au registre des patentes depuis le premier janvier 1930.

2^o Les certificats d'origine présentement obligatoires pour chaque expédition seront nominatifs et établis au nom des négociants patentés depuis le premier janvier 1930. Ces certificats devront être délivrés sous le contrôle de l'État.

3^o Les livraisons de bois faites au titre des prestations en nature seront comprises dans le contingentement et soumises à la même imposition de droits de douane que les autres bois s'ils ne sont pas employés à la reconstruction des régions dévastées.

4^o Les bois entreposés à la date du 31 décembre 1931 devront être compris d'office dans les chiffres du contingentement autorisé pour janvier 1932 et les mois suivants.

4^e *vœu*. — Le contingentement sera établi suivant les catégories du tarif douanier correspondant aux articles 128, 128 *bis* 113, 597 et 600.

Les chiffres de ce contingentement seront déterminés par une commission qui comprendra en outre des représentants de l'Administration, des représentants de Com-

merce et de l'Industrie du bois et des propriétaires forestiers.

La commission pourra donner la priorité aux licences demandées pour les bois n'existant pas dans la production nationale.

5^e vœu. — Demande aux pouvoirs publics : d'imposer, sans aucune restriction, l'emploi des bois français et coloniaux dans toutes nos administrations et celles contrôlées par l'État et de prévoir des sanctions pour les manquants à cet égard.

6^e vœu — Estimant que le contingentement ne saurait à lui seul sauvegarder d'une façon suffisante les producteurs français, demande que le relèvement des droits de douane déjà réclamé à différentes reprises soit envisagé immédiatement et les taux appliqués en 1913 rajustés au coefficients 5 pour tenir compte de la dévalorisation du franc. »

Il est à remarquer que ces vœux furent adoptés à l'unanimité du groupe du Bois de la Confédération générale de la production française, qui représentait des opinions diverses ; M. René BARBIER, rendant visite le 16 décembre à M. TARDIEU, ministre de l'Agriculture, à la tête du comité de Direction du groupement XXVI ne manqua pas de faire ressortir cette unité de vues :

« Si vous voulez bien considérer que j'ai l'honneur de parler au nom de l'unanimité, sans aucune restriction, de tous les syndicats affiliés à notre groupe, producteurs de toute la France (Ouest, Est, Alsace, Savoie, Landes, Plateau Central) importateurs du Nord, de la Normandie, de l'Atlantique et de la Méditerranée, négociants de Paris, de Lyon, de Bordeaux et de Marseille, agents et commis-

sionnaires, entrepreneurs de nos grandes villes, fabricants de meubles, enfin de tous les industriels travaillant le bois, sous toutes les formes et dans toutes les régions, j'espère que vous voudrez bien entendre notre appel et que nos vœux, qui ont reçu également l'approbation des propriétaires forestiers, mériteront d'être pris en considération. »

M. BARBIER spécifiait d'autre part qu'à ses yeux, trois points surtout étaient capitaux, en attendant que la hausse des droits de douane soit rendue possible par la déconsolidation des traités de commerce.

1^o Le contingentement pour 1932 devrait être 20 % de celui admis par le décret du 27 août 1931.

2^o Un régime de licence devrait être établi nécessairement, par une collaboration des services ministériels et du groupement XXVI.

3^o Le contingentement devrait être établi suivant les catégories du tarif douanier.

Le Ministre de l'Agriculture répondit que toute sa bienveillance était acquise aux mesures envisagées mais qu'il ne pouvait garantir que tout serait accepté par ses collègues du Commerce et des Affaires Étrangères.

En fait, le 31 décembre 1931, un nouveau décret interministériel fixait d'après un tableau annexe et pour le premier trimestre 1932, les contingents prévus par le décret du 27 août 1931 pour les importations de bois et ouvrages en bois, repris au tarif des douanes sous les numéros 128, 128 *bis* et 133 d'une part et les numéros 597 et 600 d'autre part.

Les chiffres de ce tableau annexe furent établis par

pays avec un abattement de 33% sur la moyenne trimestrielle des cinq années dites normales de 1925 à 1929.

Ce fut la première mesure destinée à la protection des bois français ; nous allons voir dans le chapitre suivant que l'année 1932 fut fertile en décrets protectionnistes.

CHAPITRE III

LES MESURES PROTECTIONNISTES EN 1932 ET LEURS RÉPERCUSSIONS

L'arrêté du 31 décembre 1931 voulant contenter tout le monde ne donnait satisfaction à personne. Il prévoyait en effet une réduction des contingents fixée à 33 % alors que le Groupement Général du Bois demandait 80 %.

D'autre part, il n'établissait pas de système d'attribution de licences d'importation individuelles et par suite il n'empêchait pas certains gros importateurs d'épuiser à leur profit la presque totalité des contingents dès l'ouverture de la frontière.

Voici le détail de ce qui pouvait entrer par pays, aux termes de cet arrêté, pendant le premier trimestre 1932.

« Contingents applicables à l'ensemble des marchandises figurant aux numéros 128, 128 *bis* et 113 du tarif douanier (bois communs, traverses exclues) »

Allemagne	37.383 tonnes
Autriche	38.313 »
Cameroun.....	889 »
Canada	401 »
Espagne	151 »
Estonie	764 »
Etats Unis	5.744 »

Finlande.....	54.476	»
Grande Bretagne.....	468	»
Hongrie	61	»
Italie.....	355	»
Japon.....	245	»
Lettonie.....	13.624	»
Lithuanie.....	75	»
Norvège.....	1.057	»
Pays Bas	143	»
Pologne	22.217	»
Roumanie	11.031	»
Serbie.....	5.763	»
Suède	46.415	»
Suisse.....	3.148	»
Tchécoslovaquie.....	2.794	»
Turquie.....	13	»
Union Belgo Luxembourgeoise	12.700	»
U. R. S. S.....	4.944	»
Autres Pays	112	»

Il était stipulé que si l'importation du premier trimestre était inférieure aux chiffres indiqués, la quantité restante serait ajoutée au contingent du trimestre suivant. Par contre tout dépassement devait être déduit du contingent trimestriel suivant.

Des importations supplémentaires pouvaient être autorisées pour certaines fournitures spéciales dans la limite de 10.000 tonnes par trimestre.

Il est bien facile d'apercevoir les lacunes de cet arrêté :

1° Il n'était possible à l'Administration des douanes de se rendre compte du dépassement du contingent d'un pays déterminé qu'après l'établissement de longues statistiques. La direction générale devait alors transmettre aux différents postes frontières l'interdiction de laisser entrer les bois du pays visé. Pratiquement le délai qui

s'écoulait ainsi était suffisant pour permettre un dépassement très important.

2° Les importateurs étaient tentés d'acheter à l'étranger au delà de leurs besoins présents pour éviter de manquer de marchandises une fois la frontière fermée.

Il se produisit de ce fait un véritable « run » dans les premiers jours de janvier et c'est ainsi que la plupart des contingents furent épuisés. D'autre part, il est à noter que les maisons de faible importance, incapables de stocker des quantités importantes de bois ou d'avancer de grosses sommes, furent ainsi sacrifiées au détriment des gros importateurs qui s'emparaient des stocks disponibles jusqu'à concurrence des contingents et même au delà, puisque, comme nous l'avons exposé, le mécanisme de fermeture de la frontière ne jouait qu'à retardement.

Nous pouvons citer à titre d'exemple le tableau indiquant pour quelques états exportateurs de bois, en regard des quantités à introduire fixées pour le premier trimestre, les quantités réellement entrées au cours du seul mois de janvier, pour les marchandises figurant aux numéros 597 et 600 du tarif douanier (ouvrages en bois).

Pays exportateurs	Contingent fixé pour le premier trimestre 1932	Quantités intro- duites du 1 ^{er} jan- vier au 31-1-32
	en quintaux métriques	
Allemagne	824	2.397
Italie	130	548
Pologne	15	1.385
Suisse	382	770
Etats-Unis	459	1.190
Belgique et Luxembourg	462	844

Il est facile de comprendre que cette accumulation brutale de stocks, en l'absence de besoins réels, a eu une influence désastreuse sur les cours.

En fait, les sciages résineux, en particulier, atteignirent en janvier et février 1932 des prix invraisemblablement bas.

A Strasbourg, par exemple, l'on vit des sciages offerts, en bois de la Forêt Noire, à 100 francs le mètre cube. Partout ailleurs les cours s'effondrèrent et les scieries durent ralentir considérablement leur production.

Le gouvernement ne parut point tout d'abord se rendre compte de la gravité de la situation créée par ces mesures inconsidérées.

Le 12 janvier, M. ROLLIN, ministre du Commerce répondait en effet à M. Georges RICHARD, député :

« La réglementation dont l'importation des bois étrangers est l'objet, en vertu du décret du 27 août 1931, rend inopportun un relèvement des droits de douane. »

Les protestations des exploitants forestiers, des propriétaires de forêts et des maires de communes forestières devinrent de plus en plus violentes. Nous n'entrerons pas dans le détail des démarches faites auprès des ministres compétents, tant par les dirigeants des syndicats que par les députés et sénateurs appartenant au groupe forestier parlementaire. Nous dirons simplement que les efforts conjugués des intéressés portèrent sur les deux points suivants :

1^o Déconsolidation des traités de commerce afin d'obtenir une majoration des droits de douane ;

2^o Établissement d'un régime de licences d'importation.
Nous allons examiner les résultats obtenus.

La déconsolidation des traités de commerce

Nous ne croyons pas inutile de rappeler que notre tarif douanier était basé dans son ensemble sur l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 qui substitua pour au moins les 3/5 du tarif, aux droits légalement fixés en 1892 et 1910, un tarif entièrement nouveau.

L'Autriche, par l'accord en date du 10 mars 1928 et la Tchécoslovaquie par l'accord du 21 juillet 1928, obtinrent à leur tour des réductions douanières et s'assurèrent le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée qui leur avait été jusque-là refusé, mais qu'il n'y avait aucun motif de continuer à leur refuser puisque l'Allemagne l'avait obtenu. Théoriquement certains produits en provenance d'Autriche ou de Tchécoslovaquie restèrent passibles des droits du tarif général, mais il s'agissait surtout des produits ne rentrant pas dans l'exportation habituelle de ces nations.

En ce qui concerne les bois, les droits du tarif minimum furent déclarés applicables. Pour l'Autriche, le décret du 25 mai 1928 stipula en effet que les produits naturels ou fabriqués en provenance d'Autriche bénéficiaient à leur importation sur le territoire français des droits du tarif minimum à part certaines exceptions énumérées dans le décret et parmi lesquelles ne figuraient pas les articles 128 et 128 *bis*.

Pour la Tchécoslovaquie le texte de la convention

commerciale franco-tchécoslovaque publié au « *Journal Officiel* » du 27 avril 1929, fixa dans la liste « C » les droits applicables aux bois et que nous allons rappeler :

128 bis — Bois communs équarris ou sciés :

Traverses pour voies ferrées, en bois tendre ou dur, ayant d'épaisseur :

80 millimètres et au-dessus	1 fr. 90 par 100 kg.
Moins de 80 millimètres.....	2 fr. 25 »

Autres ayant d'épaisseur :

80 millimètres et au-dessus	3 fr. 25 »
35 millimètres exclus à 80 inclus	3 fr. 50 »
2 à 35 millimètres.....	4 fr. 50 »

Dans cette dernière convention nous relevons un délai de dénonciation de trois mois :

« Les hautes parties contractantes pourront dénoncer la présente convention à partir du 1^{er} avril 1929 pour prendre fin trois mois après. »

Malgré l'autorisation accordée au gouvernement de relever les droits de douane par simple décret (loi du cadenas), il était donc nécessaire d'entamer des négociations avec les puissances étrangères pour la modification de ces différents accords. Le 12 février 1931, répondant à l'interpellation NERON au Sénat, Monsieur André TARDIEU, ministre de l'Agriculture, avait pris l'engagement de faire tout ce qui dépendait de lui pour relever à un taux normal les droits de douane sur les bois. Il fallait donc obtenir par la voie diplomatique des pays envers lesquels nous étions engagés qu'ils nous restituassent notre liberté tarifaire en ce qui concerne l'article 128 bis.

Les négociations engagées avec la Tchécoslovaquie aboutirent en janvier 1932, seulement ; avec l'Autriche il fallut attendre jusqu'à fin mars 1932.

Quant à l'Allemagne, il fut institué au début de 1932 une commission économique dont Monsieur LAVAL, ministre du travail, fut nommé président. Il fut relativement facile d'arriver à une entente sur la question des bois ; l'Allemagne d'ailleurs qui est en période normale un gros importateur de bois, ne pouvait raisonnablement nous demander un débouché sur notre marché déjà si encombré.

Le 26 mars 1932 paraissait au *Journal Officiel* un décret portant majoration des droits de douane sur les bois.

C'est ainsi que les catégories suivantes du tarif des douanes étaient modifiées.

Article 128 — Bois ronds de 1 fr.11 par cent kilos à 3 fr. 25 par cent kilos.

Article 128 bis — Bois communs équarris ou sciés :

Traverses de plus de 80 mm	de 1 fr. 90 à 6 fr. par kg.
Traverses de moins de 80 mm	de 2 fr. 25 à 7 fr. »
Bois sciés de plus de 80 mm.....	de 3 fr. 25 à 7 fr. 50 »
Bois sciés de 35 à 80 mm.....	de 3 fr. 50 à 8 fr. 75 »
Bois sciés de 2 à 35 mm.....	de 0 fr. 50 à 12 fr. »
<i>Article 133</i>	de 0 fr. 50 à 1 fr. 50 »

— Cette augmentation considérable variait donc selon les catégories de 130 à 215 %.

L'exposé des motifs de ce décret, paru au *Journal Officiel* du même jour sous la signature de Monsieur TARDIEU est particulièrement intéressant.

Après avoir exposé que les quantités de bois disponibles sur le marché européen s'étaient accrues, en 1930, de plus de 4 millions de tonnes, par suite des restrictions de consommation de l'Allemagne et par l'application du plan quinquennal russe, le Président du Conseil indiquait que les importations en 1931, malgré le contingentement établi par le décret du 27 août 1931, avaient dépassé les importations normales de 1913 de 900.000 tonnes alors que les exportations avaient diminué de 1.000.000 de tonnes.

« Ce double déséquilibre s'est traduit immédiatement sur le marché des bois français par une raréfaction des transactions et par une baisse des prix.

« Aux dernières adjudications générales des coupes domaniales et communales en septembre 1931, un tiers environ des lots sont restés invendus malgré une baisse des estimations allant jusqu'à 50 pour cent des prix de 1930. Quant aux prix de vente, ils sont tombés pour une qualité des plus courantes (madriers-bastaings, qualité charpente en sapin des vosges) de 390 fr. en 1929 à environ 200 fr. au début de 1932 et même à 180 fr.

« Les conséquences de cette crise du marché des bois en France sont très graves.

« Chômage et exode vers les villes des travailleurs agricoles.

« Réduction importante des revenus des forêts privées, de l'Etat et des Communes qui possèdent un quart de notre surface boisée.

« Violent mécontentement de ces communes forestières et en particulier de celles d'Alsace dont les budgets sont

équilibrés pour une grande partie par le rendement de la forêt.

« Fermeture de nombreuses scieries et licenciement du personnel qu'elles occupent.

Atteinte grave à la propagande en faveur du reboisement, propagande que l'on s'efforçait de rendre de plus en plus active et qui commençait à porter ses fruits.

Il est indispensable de s'efforcer de remédier à une situation aussi inquiétante et cela paraît possible, dans une certaine mesure, par un relèvement des droits de douane qui peut se justifier par plusieurs raisons.

« Tout d'abord, la promulgation de la loi du 11 juillet 1931, majorant le tarif général applicable à divers produits et en particulier aux bois, rend nécessaire une augmentation parallèle du tarif minimum, si l'on ne veut pas voir les bois de certains pays, qui sont soumis au tarif général entrer en France par la voie d'autres pays étrangers, bénéficiant du tarif minimum, afin de profiter de l'important écart actuel des deux tarifs. Ce serait favoriser, soit la fraude sur l'origine très difficile à déceler, soit la transformation du bois par la main d'œuvre étrangère, soit enfin l'introduction chez nous de bois étrangers remplacés localement par des quantités équivalentes de bois soviétiques que de laisser subsister cet écart excessif entre le tarif minimum applicable à la plupart des bois étrangers et le tarif général applicable au bois soviétique.

« D'autre part les bois communs sont actuellement peu protégés ; c'est ainsi que l'incidence protectrice du tarif minimum calculée sur les cours de 1930 n'est que de 1,4

pour cent pour les bois ronds de chêne, de 5,3 pour cent pour les sciages sapin et de 5,7 pour cent pour les poteaux de mines.

« Ces incidences, comparées à celles de 1913, font ressortir une protection actuelle deux fois moindre que celle d'avant guerre pour les sciages et trois fois moindre pour les poteaux.

« Il apparaît donc légitime de lutter contre la mévente des produits forestiers par un relèvement du tarif douanier ; pour être efficace ce relèvement doit entrer en vigueur le plus tôt possible afin de permettre aux acheteurs de coupes de faire face à leurs engagements vis-à-vis des particuliers, des communes et de l'Etat. »

Le nouveau tarif de douanes était basé sur le coefficient 6 à 7 par rapport à 1913. Voici en effet un tableau comparatif.

Tarif minimum

	1913	1929	1932
ARTICLE 128. — Bois ronds.....	0,65	1,11	3,25
ARTICLE 128 b. — Bois sciés :			
Traverses de plus de 80 mm. ..	1,00	1,90	6,00
Traverses de moins de 80 mm...	1,25	2,23	7,00
Bois sciés autres :			
de plus de 80 mm.	1,00	3,25	7,50
de 35 à 80 mm.	1,25	3,51	8,75
de 2 à 35 mm.	1,75	4,50	12,00

Cette augmentatin des droits de douane fut complétée par une taxe de 4 pour cent substituée pour les produits

semi-ouvrés à l'ancienne taxe d'entrée de 2 pour cent réservée aux matières brutes, les produits ouvrés devant payer 6 pour cent à l'entrée.

L'ensemble de ces mesures devait produire pour les résineux une hausse de 40 à 50 francs par mètre cube. Ce résultat était cependant jugé insuffisant par le gouvernement qui se décidait à subordonner l'entrée des bois à l'octroi de licences d'importation.

Les licences d'importation

En vertu d'un arrêté daté du 26 mars 1932, le gouvernement décidait qu'à partir du 1^{er} avril « les bois et ouvrages en bois, repris au tarif des douanes sous les numéros 128, 128 *bis* et 133 d'une part, et les numéros 597 et 600 d'autre part, ne pourront être importés qu'en vertu d'autorisations particulières délivrées par le ministre des finances (direction générale des douanes) sur la proposition du ministre de l'Agriculture (direction générale des eaux et des forêts) dans la limite des contingents fixés pour chaque trimestre ».

Une commission supérieure de permis d'importation, chargée de donner son avis sur la répartition des contingents entre les demandeurs, était constituée auprès du Ministre de l'Agriculture. Elle devait se composer de cinq représentants des administrations (directeur général des Eaux et Forêts, et délégués des ministres de l'Agriculture, du Commerce, des Finances et des Colonies)

et de quatre représentants des intérêts généraux des Bois qui étaient :

le président du Comité de direction du groupe XXVI de la Confédération Générale de la Production Française ;

le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants forestiers et industriels du bois ;

le président du Groupement général du Commerce et de l'Industrie du bois ;

le président du Comité des Forêts.

En pratique l'examen des demandes d'importation de bois et la distribution des permis d'importation furent attribués au comité interprofessionnel des importations de bois dont Monsieur SAINT-LOUP fut nommé directeur.

Voici comment devait fonctionner ce comité interprofessionnel :

Les importateurs devaient faire connaître dans les quinze premiers jours de chaque trimestre leurs besoins trimestriels en bois étrangers ; pour ce faire, ils devaient adresser au Comité Interprofessionnel des demandes de permis d'importation en cinq exemplaires en y joignant :

1^o Une attestation certifiant que le demandeur était patenté au plus tard le 1^{er} septembre 1931 dans une profession utilisant le bois ;

2^o Un relevé certifié exact et sincère des quantités de bois étrangers, importées en France au cours des trois années 1929, 1930 et 1931.

Le Comité Interprofessionnel, à réception des demandes devait les classer par catégorie de marchandises et par pays de provenance ; il devait ramener le tonnage des demandes au tonnage moyen des justifications présentées.

Il devait ensuite totaliser les demandes rectifiées et rapprocher le total obtenu, du contingent accordé à chaque pays.

Ce travail devait permettre de fixer le taux uniforme de réduction à appliquer à chaque demande pour que le total des tonnages autorisés individuellement n'excédât point pour chaque pays le contingent fixé.

Pour bien faire comprendre ce fonctionnement, prenons un exemple :

Le contingent autorisé pour le deuxième trimestre 1932 pour la Suède était de 55.000 tonnes. Le total des demandes d'importation après rejet des demandes injustifiées et réduction des autres jusqu'à concurrence du tonnage justifié était de 135.500 tonnes ; par suite la réduction à appliquer à chaque demande, munie de justification, était de :

$$\frac{135.000 - 55.000}{135.000} = 59 \% \text{ environ.}$$

L'importateur qui justifiait donc de l'importation trimestrielle moyenne en 1929, 1930 et 1931 de 1000 tonnes de bois de Suède se voyait autorisé à en importer 410 tonnes.

Par un décret également du 26 mars 1932, qui fut décidément une date fort importante pour le marché des bois, les divers contingents applicables aux pays exportateurs étaient fixés comme suit :

Pays exportateurs	Contingents du 2 ^e trimestre 1932
Allemagne.....	1.138 tonnes
Autriche	50.699 »
Canada	469 »
Espagne	— 30 »
Esthonie.....	1.126 »
Etats-Unis	— 3.028 »
Finlande	88.521 »
Grande-Bretagne	631 »
Hongrie.....	— 70 »
Italie.....	125 »
Lettonie	12.716 »
Norvège.....	1.343 »
Pologne	13.353 »
Roumanie	4.159 »
Suède.....	55.326 »
Suisse.....	5.178 »
Tchécoslovaquie.....	2.552 »
Union Belgo Lux	16.674 »
U. R. S. S.	8.603 »

Ces contingents ont été pris égaux, selon les indications que Monsieur CARRIER, directeur général des Eaux et Forêts a bien voulu nous fournir, au quart de la moyenne annuelle 1925-1929, ce quart ayant été réduit de moitié pour tenir compte des excédents de bois en France à fin mars 1932.

De plus le contingent de chaque pays ainsi calculé a été majoré ou diminué du reliquat ou de l'excédent des importations de ce pays par rapport au contingent qui lui avait été attribué pour le premier trimestre.

Une exception fut cependant faite pour l'Autriche qui obtint un contingent spécial plus fort que celui devant lui revenir, par un accord commercial passé le 21 mars

afin de permettre la déconsolidation de l'accord franco-autrichien concernant le tarif douanier.

D'autre part l'Allemagne pouvait importer, à tarif réduit, en Sarre, le quart du contingent prévu à l'accord du 23 février 1928.

Toutes ces mesures étaient applicables de suite ; à titre transitoire cependant, les wagons expédiés avant le 5 avril bénéficiaient de l'entrée libre en France. Il est inutile d'indiquer que les importateurs en profitèrent pour accumuler des stocks considérables, d'autant que le Comité Professionnel était encore à créer.

Résumons donc la situation nouvelle qui a été créée sur le marché des Bois au début d'Avril 1932 :

1^o Impossibilité d'importer jusqu'à réception des licences d'importation ; il fallut pratiquement plus de 6 semaines pour les avoir.

2^o Réduction du contingent normal de chaque pays à 50 pour cent de la moyenne des trimestres au lieu de 66 pour cent pour le premier trimestre.

3^o Augmentation très importante des droits de douane.

Il semblait normal, dans ces conditions, d'assister à un relèvement des prix intérieurs. En fait les dirigeants de syndicats prévinrent leurs adhérents d'avoir à majorer leurs prix immédiatement.

C'est ainsi que le 5 avril 1932, Monsieur BOUVET, président du Syndicat des Marchands de Bois du Jura et du Doubs, lançait une circulaire indiquant que les bois étrangers allaient être grevés de 60 francs par mètre cube de frais supplémentaires.

Il concluait :

« Si nous savons tirer parti de ces événements nous devons remonter nos tarifs de vente dans la proportion de ces augmentations douanières ; si une hausse ne survient pas à la suite de ces mesures c'est que notre corporation est incapable de se défendre par elle-même.

La parole, cette fois-ci, est aux marchands de bois français, le gouvernement a agi. »

Les scieurs ne furent pas sourds à ces exhortations ; la reprise saisonnière des travaux permettant des commandes un peu plus importantes, nous pûmes assister en avril-mai 1932 à un relèvement des cours. Les bois de charpente par exemple augmentèrent en certaines régions de 30 à 40 francs par mètre cube.

Malheureusement cette hausse ne fut pas durable, car l'offre à prix élevé ne suffit pas pour raffermir les cours si la contre-partie manque.

A titre d'indication nous relevons que le cours moyen de vente départ scieries en avril-mai 1932, pour les bois de charpente qualité courante, était de 250 francs le mètre cube. Or les bois sur pied avaient été payés, comme nous l'avons exposé, en octobre 1931, 60 francs le mètre cube. Selon le calcul que nous avons fait plusieurs fois, nous pouvons conclure que les bois sciés revenaient à environ 280 francs le mètre cube en admettant un rendement optimum de 70 %.

Il est facile de se rendre compte que le prix de vente de 250 francs le mètre cube correspond pour les bois de qualité courante à un prix sur pied de 20 à 30 francs par mètre cube, cours fort peu enviable pour les propriétaires de forêts.

Les dispositions prises par le gouvernement en faveur de la Forêt Française étaient cependant énergiques. Elles furent complétées par d'autres mesures destinées à remédier aux fluctuations des changes.

C'est ainsi que la dépréciation de la livre sterling entraînant une baisse de cours des bois du Nord évalués en francs français, le gouvernement établit une surtaxe compensatrice qui fut fixée à 8 pour cent pour la Norvège, 15 pour cent pour la Suède et 15 pour cent pour la Finlande selon arrêtés parus aux *Journaux officiels* des 14 novembre et 10 décembre 1931.

Nous indiquerons d'ailleurs que cette mesure de protection ne fut pas spéciale aux bois et que tous les produits en provenance de ces pays, furent frappés de semblable façon.

Enfin nous croyons utile de souligner l'importance, dans la matière, qui nous occupe, du clearing franco-autrichien, dont l'établissement supprima une des formes les plus particulières de prime à l'exportation.

Le clearing franco-autrichien

Les marchands de bois d'Autriche, qui vendaient en France touchaient pour prix de leurs wagons, des chèques libellés en francs.

Si ces chèques avaient été changés en schillings en Autriche, l'opération eut été effectuée sur la base officielle de 3 fr.60 par schilling. Mais les Autrichiens pouvaient effectuer cette opération à bien meilleur compte

sur le marché libre de Paris ou Bâle ; en effet, les exportateurs français (fabricants de tissus, d'articles de Paris etc.), possesseurs de créances en schillings pour marchandises livrées aux négociants autrichiens, ne pouvaient obtenir des règlements en francs, par suite des restrictions apportées par l'Autriche à la sortie des devises étrangères. Pour mobiliser leurs créances, ils se résignaient donc à échanger leurs schillings en s'adressant aux exportateurs autrichiens, possesseurs de chèques en francs. En avril-mai 1932, cette opération s'effectuait sur la base de 2 fr. 80 pour un schilling au lieu de 3 fr. 60.

Les exportateurs autrichiens réalisaient donc un bénéfice fort important sur le change, qui leur permettait d'expédier vers la France de forts tonnages à des prix extrêmement bas.

Cet état de choses anormal était préjudiciable à l'industrie nationale du bois ; il nuisait également aux exportateurs français dont les créances se trouvaient très sensiblement réduites, et enfin, l'Etat autrichien lui-même voyait son crédit s'effondrer peu à peu sous l'effet des transactions occultes sur sa monnaie.

Les gouvernements français et autrichiens se mirent donc d'accord pour réagir et le 30 avril 1932 parut au *journal officiel* un arrêté instituant le clearing franco-autrichien dont nous allons expliquer brièvement le mécanisme :

Par décret, paru le 15 février 1932, le gouvernement avait arrêté les formes suivant lesquelles devait se faire la compensation des créances et des dettes des ressortissants français vis-à-vis de certains pays et en parti-

culier de l'Estonie. La Chambre de Commerce de Paris devait faire fonction d'Office de Compensation et entrer en relations avec un organisme correspondant au pays intéressé. Les Français désirant importer des produits en provenance de l'Estonie, devaient déposer en francs une provision de 10 pour cent de la valeur de leur achat et prendre l'engagement de régler le solde à l'Office de Compensation qui faisait créditer par son correspondant le compte de l'exportateur en devises étrangères ; inversement les Français possesseurs de créances sur l'Estonie, devaient être réglés en francs par la chambre de Commerce de Paris, dans la limite des disponibilités obtenues par les versements des importateurs, et après avis du recouvrement des créances par l'Office étranger correspondant. Bien entendu, l'Office de Compensation laissait à la charge des importateurs les risques de change.

L'accord de compensation franco-autrichien du 30 avril 1932 emportait application de ces dispositions à l'Autriche. La banque nationale d'Autriche ouvrait un compte en schillings à l'Office de Compensation, compte alimenté par les versements des débiteurs autrichiens de maisons françaises. L'Office de Compensation devait tirer sur ce compte des chèques en schillings, qu'il pouvait vendre aux importateurs français de produits autrichiens, pour une contre-valeur en francs français ; ces francs étaient ensuite répartis entre les maisons françaises exportatrices.

L'importation des bois d'Autriche était donc soumise en vertu de cet accord à de nouvelles formalités fort complexes ; de plus l'importateur français devait se

couvrir en schillings au moment même de l'achat et non après la réception ; il risquait donc de voir entre-temps s'effondrer le schilling et de ne pas être livré par le vendeur autrichien. Bien des importateurs français reculérent devant cette accumulation nouvelle de formalités (demande d'autorisation d'importation adressée à l'Office de Compensation en 5 exemplaires et transmission de l'autorisation à sa réception au bureau de douane compétent) Le nombre de wagons qui restèrent en souffrance pendant plusieurs jours à la frontière pendant les mois de mai à juillet 1932 fut énorme. En certains cas les frais de magasinage atteignirent un montant équivalent au prix de la marchandise sur wagon départ.

Non seulement ces formalités rendaient fastidieuse la tâche de l'importateur mais elles entraînaient une hausse très importante des bois d'Autriche ; le scieur autrichien, qui précédemment changeait les francs reçus pour prix de ses bois au cours de 270 francs pour 100 schillings sur le marché libre de Bâle ou Paris, se voyait obligé de changer par l'intermédiaire de l'Office de Compensation au cours Officiel de 359 francs pour 100 schillings (il faut noter d'ailleurs que l'exportation des capitaux était interdite en Autriche et qu'en *principe*, le scieur autrichien devait changer au cours officiel à la Banque Nationale d'Autriche les francs reçus. En pratique les marchands de bois d'Autriche exportant en France avaient trouvé pour la plupart le moyen d'éluder cette règle par l'établissement de factures fictives en schillings et l'encaissement à l'étranger en devises appréciées).

Il ne manqua pas de se produire une intervention

des importateurs de bois d'Autriche ; après de difficiles négociations, ces commerçants obtinrent l'autorisation de compensations privées entre importateurs et exportateurs.

Cette compensation privée était toutefois soumise à de nombreuses formalités, en particulier l'importateur devait verser 15 pour cent du montant du transfert total à effectuer, à l'Office de Compensation, au cours officiel ; le reste soit 85 pour cent pouvait être compensé avec un exportateur français possesseur de créances sur l'Autriche, sans que l'Office eut à intervenir pour la fixation du cours.

L'Office devait alors viser la déclaration d'importation et un exemplaire devait être envoyé au Bureau de passage en Douane des marchandises à importer, pour servir de laisser-passer.

De ce fait les scieurs autrichiens pouvaient bénéficier pour 85 pour cent du cours plus favorable obtenu sur le marché libre pour les francs ; ce qui leur permettait de ne pas augmenter leurs prix.

Dans le même ordre d'idées nous signalerons que les vendeurs autrichiens livraient en France *franco de port et douane*, tous les frais payés par l'expéditeur.

Les Chemins de fer autrichiens étaient donc débités par les réseaux suisses et français de ces frais et les réclamaient au scieur. En analysant un peu cette opération comptable, on constate que les chemins de fer autrichiens remboursaient aux autres compagnies des devises appréciées, alors qu'elles étaient payées en schillings. L'exportateur était remboursé en francs par son client

français et c'est lui qui bénéficiait de la différence entre le cours officiel du schilling et sa valeur réelle.

Si l'on songe que cette différence de cours représentait 20 pour cent de la valeur du schilling on se rend compte de l'opération faite par les chemins de fer autrichiens qui finirent par s'en apercevoir à fin octobre 1932 et par interdire les expéditions franco de tous frais. Toutefois, à la réflexion, il semble impossible que les dirigeants des réseaux autrichiens n'aient point fait cette remarque plus tôt et il nous paraît probable que nous avons là encore une forme de dumping, l'Etat autrichien étant finalement obligé de subventionner les réseaux..... et les puissances créancières comme la France, de subventionner l'Etat autrichien.

La résistance des importateurs

Les diverses mesures de protection prises par le gouvernement ont eu pour résultat certain d'éliminer du commerce des bois d'importation, tous les négociants qui n'étaient pas en mesure de justifier d'importations antérieures. De ce fait de nombreux intérêts particuliers furent lésés.

Dès la formation du Comité Interprofessionnel d'Importation de Bois, les critiques les plus véhémentes s'élevèrent.

Nous relevons par exemple cet ordre du jour du groupement des marchands de bois de la région de Lyon (Assemblée générale du 1^{er} avril 1932) :

« Après avoir pris connaissance du décret ministériel du 26 mars 1932, concernant les permis d'importation de bois étrangers.

« Considérant que les formalités qu'il prescrit sous le couvert de la défense des bois français ne sont qu'un moyen de gêner le petit importateur qu'est le marchand de bois de détail.

« Que, par suite, un véritable privilège est créé au profit d'une minorité de gros importateurs.

« Protestent énergiquement contre cet arrêté qui crée des inégalités entre les commerçants français.

« Invitent tous les marchands de bois de détail, petits importateurs, à se joindre à leur protestation.

« Décident d'user de tous les moyens parlementaires et autres que les circonstances actuelles mettent à leur disposition pour faire rapporter ce décret. »

Les importateurs, dont les intérêts étaient menacés, ne tardèrent pas à s'unir. Le 23 avril 1932, Monsieur CHALOS constitua le Syndicat Général des Importateurs de bois ; l'objet de ce syndicat était une action continue auprès des pouvoirs publics pour contre-balancer l'influence protectionniste des exploitants forestiers et producteurs de forêts.

D'après Monsieur CHALOS, la crise aiguë, traversée actuellement, justifiait un certain nombre de mesures de protection en faveur des propriétaires de forêts, comme des exploitants de bois du pays, mais cette protection aurait dû être uniquement basée sur une augmentation des droits de douane, destinée à compenser l'incidence du coût de la vie sur les prix de revient considérés

dans les pays exportateurs par rapport à la France.

Par suite le contingentement devait être sinon supprimé, du moins aménagé de façon à respecter les légitimes intérêts des importateurs.

Nous allons indiquer impartialement les objections présentées par les importateurs aux contingents et surtout à leur système de répartition :

1^o Il est absolument contraire à la liberté du commerce d'obliger les importateurs français à s'approvisionner en certains pays, déterminés par les échanges antérieurs. Les licences individuelles des importateurs sont en effet accordées par pays exportateur ; il n'est tenu aucun compte des besoins du marché et de son orientation générale.

L'importateur par exemple, qui habituellement recevait des bois d'Autriche, ne pourra recevoir des bois d'Allemagne parce qu'il n'obtiendra pas de licence d'importation pour ce pays.

2^o Le contingent autorisé pour chaque pays est basé sur la moyenne des années dites normales de 1924 à 1929, à laquelle on applique un coefficient de réduction choisi arbitrairement. La licence par importateur est basée sur l'activité commerciale du négociant considéré pendant les années 1929-1930 et 1931. Pourquoi a-t-on choisi des bases différentes ? Il est probable que l'on a jugé excessif d'exiger des importateurs les preuves des tonnages importés pendant les années antérieures à 1929. Mais alors, pourquoi établir les contingents des différents pays sur la base d'anciens courants commerciaux pouvant ne plus correspondre aux besoins du marché ? Si un importateur s'était spécialisé pendant les années

1930 et 1931 dans l'importation des bois provenant d'un pays à faible contingent comme les Etats-Unis par exemple, alors que les années précédentes, il avait surtout reçu des bois d'Autriche, il sera presque totalement éliminé de la répartition des contingents, ce qui n'est pas logique.

3° L'attribution de licences individuelles d'importation incite les pays contingentés à instituer chez eux des licences de sorties. C'est le cas pour la Pologne et la Lettonie et ainsi la conjonction problématique d'un détenteur français de licences d'entrée, acheteur d'une marchandise donnée, avec un détenteur étranger de licences de sortie correspondantes et disposant précisément de cette même marchandise, constitue une barrière infranchissable à toute reprise des relations commerciales internationales normales auxquelles il est cependant désirable de revenir au plus tôt.

4° L'organisation dans les pays exportateurs de licences de sortie, revient à attribuer à certaines maisons le monopole de la vente en France. Ces fournisseurs étrangers étant certains de placer leurs produits à tout prix, puisqu'ils sont assurés d'un contingent déterminé, n'hésitent pas à augmenter leurs conditions de manière à compenser par une augmentation des bénéfices, la perte subie par le fait de la diminution des exportations.

5° L'établissement du contingent sur la base actuelle tend à consolider un état de choses périmé, en négligeant les nouveaux courants d'importation.

Nous pouvons citer par exemple la Pologne dont le tonnage exporté en France est passé de 133.303 tonnes,

moyenne des 5 années de base, à 227.684 tonnes en 1931, soit une augmentation de 70 pour cent.

La Yougoslavie, de 34.576 tonnes à 115.151 tonnes, soit une augmentation de près de 240 pour cent.

La Lithuanie de 453 tonnes, moyenne des cinq années de base à 5.297 tonnes, soit une augmentation de 1000 pour cent.

Les importateurs qualifient le tableau annexe du décret du 31 décembre 1931 faisant état des contingents par pays au lieu d'imposer un contingent global « d'iniquité vis-à-vis de certains pays et de méconnaissance de l'évolution des échanges ».

5° Il faut enfin remarquer que les contingents accordés à chaque pays sont basés sur les statistiques douanières indiquant le pays d'origine. Il est certain que ces statistiques sont fréquemment fausses, le certificat d'origine n'ayant pas été constamment exigé des importateurs.

C'est ainsi que l'Union Belgo-luxembourgeoise s'est vu attribuer un contingent hors de proportion avec ses ressources forestières. Ceci provient simplement de ce que les wagons transités par la Belgique (déchargement à Anvers et réexpédition de ce port) ont été inscrits comme de provenance belge, alors que souvent il s'agissait de bois soviétiques.

Pour ces diverses raisons, les importateurs réclamaient donc sinon la suppression immédiate du contingentement qui pouvait être maintenu à titre provisoire, du moins son établissement à un chiffre global avec faculté pour les importateurs d'utiliser à leur gré leurs licences. D'autre part, les importateurs réclamaient l'autorisation

d'introduire en France, en plus du contingent, les bois ne pouvant être remplacés par le bois du pays et en particulier le sapin rouge du Nord. Ils alléguaient à l'appui de leur thèse que certaines industries se trouvaient dans l'impossibilité de travailler faute de matières premières convenables. Nous citerons par exemple les fabriques de volets roulants qui ne peuvent employer que du bois du Nord et y sont d'ailleurs contraintes par les Administrations françaises nonobstant le contingentement.

Bien entendu les Chambres de Commerce des ports comme Rouen et le Havre, pour lesquels les importations constituent un sérieux élément de prospérité, joignirent leurs réclamations à celles des importateurs. Nous pouvons citer par exemple l'opinion exprimée le 8 janvier 1932 par M. CANU, secrétaire de l'Union des Usagers du Port de Rouen à l'assemblée générale de cette union.

« Le seul effet certain du contingentement a été de dérégler complètement le marché des bois. Pris de façon par trop brutale il a soulevé dans les pays étrangers un tel tollé, qu'il a fallu aussitôt du lest et admettre certaines atténuations dont les débrouillards ont, bien entendu, largement profité. »

Cette hostilité toutefois ne put avoir raison des tendances protectionnistes du gouvernement qui maintint, pour le deuxième semestre 1932, l'organisation de licences d'importation avec contingents fixés par pays, et réduits à 50 % de la moyenne des années dites normales.

L'action des communes forestières

La crise du commerce des bois en France n'avait en

effet nullement subi une atténuation justifiant une ouverture moins parcimonieuse des frontières. Si l'activité saisonnière du bâtiment, en mai et juin 1932, avait fait remonter quelque peu les cours de la charpente, par contre la carence totale des compagnies de chemin de fer en tant qu'acheteurs de débits sapin et chêne, la diminution sensible des achats des mines et charbonnages en étais et grumes entraînèrent de graves déficits du chiffre d'affaires des scieurs. Les propriétaires forestiers ne trouvant plus d'acheteurs pour leurs grumes, continuèrent leur action protectionniste.

En particulier une des manifestations les plus intéressantes de groupement fut réalisée par l'Association des Communes Forestières de France.

Sous l'impulsion d'un homme énergique, M. Georges DANGON, maire de LATHUILLE (Hte-Savoie) fut consacrée, à Belfort le 2 octobre 1932, cette union, fruit de négociations engagées depuis plusieurs mois, M. VIEILLARD, sénateur de Belfort, qui assistait à la réunion, fit voter une motion demandant au gouvernement de réduire les contingents et de relever les droits de douane au coefficient 15 par rapport à 1913.

Il est certain que les moyens de pression parlementaire de cette fédération étaient très puissants, les députés et sénateurs craignant fort de mécontenter les plus influents de leurs électeurs.

D'autre part l'association chercha à obtenir le soutien des industriels du bois, dans le but de manifestations communes.

Le 25 octobre 1932, le Comité des Forêts, la Fédération

des Associations de Communes Forestières françaises, la Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants forestiers adressèrent aux députés et sénateurs une lettre exposant la nécessité des contingents et dont nous extrayons les conclusions :

« Nous insistons pour le maintien des organisations de contingents sur licences, en leur donnant plus de souplesse, au taux appliqué pendant le deuxième semestre 1932, avec augmentation des droits de douane au taux envisagé par le Ministère de l'Agriculture (coefficient 15) ; nous insistons de plus pour que les décisions soient prises à bref délai, car il est urgent pour tous les intéressés d'être promptement fixés sur la situation qui leur sera faite dans deux mois. »

Nous remarquons que cette lettre n'est pas approuvée par le groupement général du commerce des bois en France; l'accord en effet n'a pu cette fois se réaliser entre importateurs et producteurs. Comme nous l'avons exposé plus haut, les importateurs estimaient en effet que la protection douanière était suffisante ainsi et que le relèvement maximum à envisager était le coefficient 10 et non 15 en demandant de plus une sérieuse augmentation des contingents.

Du 15 octobre au 15 novembre 1932 les démarches se succédèrent au Ministère du Commerce et au Ministère de l'Agriculture et il se livra une bataille très serrée entre importateurs et producteurs.

Citons par exemple les démarches des Chambres Syndicales d'Entrepreneurs de charpente et menuiserie

en date du 7 novembre demandant le maintien des droits de douane aux taux en vigueur :

« La charpente, la menuiserie et les parquets se trouvent durement concurrencés par le fer, le ciment armé, le ciment magnésien, par les tendances du goût moderne et par la cherté relative du matériau déclassé qu'est le bois. Toute élévation nouvelle des droits de douane ne peut que contribuer à raréfier encore l'emploi d'un matériau qu'on abandonne déjà de plus en plus à cause de sa cherté. »

En sens contraire, la Fédération des Communes forestières agit sur les différents ministères ; son président, Monsieur Georges DANGON rendit visite le 20 octobre 1932 à Monsieur Abel GARDEY, ministre de l'Agriculture ; il lui exposa la pénible situation financière créée aux communes forestières par suite de la dévalorisation du bois sur pied, en raison de l'importation massive des bois étrangers.

A la suite de cette entrevue, le Ministre de l'Agriculture publia un communiqué spécifiant que ses vues étaient conformes à celles de la Fédération, c'est-à-dire qu'il désirerait voir appliquer au tarif douanier pour les bois, le coefficient 15 par rapport au tarif d'avant-guerre.

Toutefois le Ministre du Commerce s'opposa à cette majoration qu'il jugea excessive et qui risquait d'entraîner des représailles contre notre commerce d'exportation déjà peu florissant.

L'accord s'établit finalement au gouvernement sur la base du coefficient 10 ; mais les efforts des importateurs leur firent néanmoins enregistrer une augmentation de

50.000 tonnes sur le contingent global par trimestre, cette augmentation étant destinée à faciliter l'importation des bois rouges du Nord, qui présentent des qualités toutes spéciales.

Voici le texte du décret paru le 20 novembre 1932 au Journal Officiel :

Article 1. — Le tableau A du tarif des douanes est à titre provisoire, modifié suivant le tableau ci-joint.

N ^o du tarif	Désignation des marchandises	Unité de perception	TARIF	
			général	minimum
128....	Bois communs, ronds, bruts, non équarris avec ou sans écorce, de longueur quelconque et de circonférence au gros bout supérieure à 60 cm :			
	(a), (b), (c), (d)	100 K. B.	20	5
128 bis.	Bois communs équarris ou sciés (a), (b), (c) :			
	Traverses pour voies ferrées en bois tendre ou dur :			
	80 mm. et au-dessus...	»	44	11
	Moins de 80 mm.	»	48	12
	Autres, ayant d'épaisseur :			
	80 mm. et plus	»	48	12
	Ayant 35 mm. exclus à 80 mm. exclus	»	56	14
	De 2 mm. exclus à 35 mm. inclus, non compris les feuilletés et feuilles de placage	»	72	18

D'autre part, l'article 6 de l'arrêté du 24 juin 1932 est modifié comme suit :

« Les importations supplémentaires, susceptibles d'être autorisées sur la proposition du Comité Interprofessionnel pour certaines fournitures spéciales pendant les troisième et quatrième trimestres de 1932, sont limitées à 60.000 tonnes par trimestre.

« Sur le tonnage supplémentaire de 50.000 tonnes, 40.000 tonnes sont réservées uniquement aux articles repris sous les numéros 128 et 128 *bis* de la nomenclature douanière et visent le sapin rouge du Nord, exporté directement par voie de mer à destination des ports français par la Suède, la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, la Pologne, l'Estonie et la Norvège. »

Cette mesure de protection devrait logiquement entraîner dans un avenir prochain une hausse des bois en France.

Pour la catégorie de sciages la plus courante, de 2 à 35mm., les droits passent en effet de 12 à 18 francs par cent kilos, soit environ 35 francs par mètre cube de hausse pour le sapin. Cette augmentation incorporée dans le chiffre des ventes des importateurs porte nécessairement la charge des impôts et frais généraux divers qui accompagnent toute transaction ; en réalité le prix de vente des bois étrangers s'élève de 45 francs par mètre cube pour le sapin et de 70 francs par mètre cube pour les bois durs.

Le Syndicat Général des Importateurs de Bois protesta par une circulaire, en date du 25 novembre 1932, contre cette hausse.

« Le bois, matériau de grande consommation courante, n'avait pas besoin de cette nouvelle augmentation, qui favorise de plus belle l'emploi de l'acier, même pour la menuiserie courante ; c'est pourquoi nous devons, dans l'intérêt des scieurs, des importateurs et des consommateurs de bois, continuer à lutter contre ces augmentations douanières, qui, générateurs de vie chère, amènent le remplacement et la diminution de la consommation de ce produit.

« Dans une crise sans précédent, l'Etat et les Communes se devaient à eux-mêmes de donner à la Production Française des matières premières à bon compte, et non de brimer toute l'économie de la branche par des relèvements douaniers massifs. »

De leur côté, les producteurs et exploitants protestèrent contre le supplément de contingent accordé aux bois du Nord. Le chiffre de 50.000 tonnes supplémentaires par trimestre leur parut énorme et Monsieur Honoré BARBIER, président de la Fédération des Exploitants Forestiers, écrivit au Ministre pour lui demander s'il n'y avait pas eu une erreur d'impression au *Journal Officiel*, le chiffre de 50.000 tonnes étant raisonnable pour un semestre, mais non pour un trimestre. Les protestations des exploitants eurent surtout pour objet d'empêcher un élargissement des contingents pour 1933.

Leurs appréhensions eurent un écho au Parlement. Dans une question posée au Ministre de l'Agriculture, le 8 décembre 1932 Monsieur DIGNAC s'informa des mesures urgentes que Monsieur GARDEY comptait prendre « pour protéger les exploitations et industries forestières

dans une situation des plus critiques et dont la ruine serait fatale si les intentions que l'on prête au gouvernement de supprimer les contingents d'importation, venaient à être effectivement appliquées ».

L'interpellateur parla au nom des communes forestières qui s'émeuvent de ce qu'un contingent supplémentaire de 100.000 tonnes ait été attribué pour le semestre en cours alors que producteurs et importateurs s'étaient mis d'accord pour demander 45.000 tonnes.

« L'augmentation des droits de douane ne suffit pas ; il a été constaté que les bois français ne se sont pas vendus plus cher, sous la protection des droits de 12 francs par cent kilos, qu'à l'époque où ces droits n'étaient que de 4 fr. 50 par cent kilos. »

L'orateur estima probable que le fait de porter les droits de douane au coefficient 12 ou 13 ne provoquerait pas de hausse ; l'efficacité du droit de douane est en effet toute relative en raison du dumping pratiqué par certains pays étrangers. Il signala en particulier qu'il avait vu à Toulouse des offres de bois de Tchécoslovaquie avec hausse des droits de douane à la charge du vendeur. Il indiqua également que la Russie jetait sur le marché français des quantités importantes de bois grâce au contingent accordé à la Belgique. Dans ces conditions, le maintien des contingents s'imposait.

Monsieur GARDEY affirma la volonté du gouvernement de défendre la forêt française ; il assura que pour l'année 1933 le contingent accordé ne dépasserait pas 60 pour cent de la moyenne des années normales et qu'un con-

tingent supplémentaire ne serait accordé qu'aux bois faisant défaut sur le marché national.

Il nous faut retenir de ces polémiques sur la valeur protectrice des contingentements la constatation qu'à fin 1932 la situation du marché des bois ne semble pas améliorée ; les importateurs, partisans des élargissements des contingents et d'une politique de liberté des échanges, se sont rendu compte eux-mêmes que la situation était intenable pour les producteurs et exploitants forestiers.

Pour obtenir une adaptation des tonnages offerts par les pays étrangers, aux possibilités de consommation du marché français, ils ont cherché à réaliser une entente internationale grâce à laquelle il eût été possible de relever la situation.

CHAPITRE IV

LES POSSIBILITÉS D'ENTENTES INTERNATIONALES

Cette question a été étudiée de la façon la plus complète par Monsieur CRESPEL dans son récent ouvrage « Le marché des bois et son organisation internationale ». Nous ne reprendrons donc pas son étude et nous nous bornerons à rappeler les manifestations internationales ayant eu pour objet principal de remédier à la crise mondiale actuelle.

La nécessité d'une coopération internationale, en vue de remédier à la désorganisation du commerce des bois, a été mise en évidence à l'occasion de nombreuses conférences consacrées aux forêts.

Pour ne citer que les manifestations d'après guerre, nous indiquerons les Congrès de Bratislava en 1923 et 1929, de Lyon en 1924, de Rouen en 1926, de Paris en 1931.

Cette dernière conférence résuma tous les travaux antérieurs et la crise actuelle fut l'objet d'importants échanges de vues ; les membres de l'assemblée se mirent d'accord pour les recommandations suivantes :

1° Il est nécessaire de lutter contre les exploitations abusives afin de réduire la surproduction ;

2° Il faut cependant éviter une hausse de prix dans la crainte de voir utiliser des matériaux de remplacement ;

3° Il serait urgent de créer un Office International de Documentation et après avoir groupé les pays producteurs d'une part et les pays consommateurs d'autre part, de constituer un organisme international pour discipliner le marché.

Monsieur CRESPEL constate avec mélancolie, qu'il est impossible de se mettre d'accord sur le siège de cet Office International, destiné à suppléer l'Institut international d'Agriculture de Rome pour les études économiques concernant l'industrie du bois.

L'évolution de la crise du bois nous a montré que toutes les recommandations formulées demeurèrent sans aucune application pratique.

La réunion des experts à Genève

A notre avis, le seul essai de coordination véritablement intéressant a été fait par les Experts du bois réunis à Genève, qui ont envisagé les différents aspects économiques de la question.

Rappelons que le Comité économique de la Société des Nations avait décidé, en janvier 1932, d'organiser une consultation d'Experts pour s'orienter sur la question du bois.

Le 25 avril 1932, les experts de l'Allemagne, de l'Au-

triche, du Canada, de la Finlande, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Lettonie, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Roumanie, de la Suède, de la Tchécoslovaquie, de l'U. R. S. S. et de la Yougoslavie, se réunirent à Genève.

Les experts avaient :

1^o A examiner la situation mondiale en ce qui concerne la production et le commerce des bois ;

2^o A étudier les moyens pouvant être mis en œuvre sur le plan international pour améliorer cette situation.

Pour documentation ils disposaient d'une note E 519, préparée par Monsieur DOLEZAL (Pologne) et mise à jour par le Secrétariat de la Société des Nations. Nous ne croyons pas inutile de reproduire le tableau suivant tiré de cette note et qui n'a été publié à notre connaissance dans aucun périodique français (voir tableau p. 168) :

En outre de nombreux rapports avaient été présentés par les Experts sur la situation du Commerce des Bois dans leurs pays respectifs.

La confrontation des différents chiffres remis ont conduit, après un examen approfondi, aux conclusions suivantes :

1^o) Dans la plupart des pays, les chiffres d'après guerre de la consommation du bois étaient en augmentation sur les chiffres d'avant guerre ; comme nous l'avons déjà exposé à plusieurs reprises, les travaux de restauration des régions dévastées avaient entraîné une demande accrue.

De ce fait les pays exploitèrent intensivement les ressources forestières, bien au delà de l'accroissement normal

Pays	Surface boisée en hectares	Pour- centage de boi- sement	Accrois- sement forestier total	Abattage total	Consom- mation totale
			en milliers de mètres cubes		
Autriche	3.137.185	37,4	9.320	9.320	7.190
Belgique	534.706	18,2	2.144	2.355	5.179
Bulgarie	3.041.490	28	3.170	1.930	2.100
Tchécoslovaquie	4.662.790	32,2	14.640	14.640	12.987
Danemark.....	352.898	8	1.132	1.005	1.995
Estonie.....	795.215	13,3	1.946	3.457	3.467
Finlande.....	19.996.227	60	35.149	37.262	28.343
France	10.223.258	18,4	27.253	27.253	31.100
Allemagne.....	12.507.593	23,8	43.726	33.179	48.178
Angleterre.....	1.341.661	4,3	1.344	1.274	19.632
Grèce.....	1.799.296	15	2.547	3.437	3.602
Hongrie	1.273.996	14	3.566	2.674	2.674
Italie	3.767.784	18,1	11.694	13.048	16.841
Yougoslavie...	7.039.383	28,3	15.500	18.000	13.000
Lettonie	1.230.106	19,4	3.011	3.538	3.538
Lithuanie.....	1.807.393	19,1	4.424	5.264	5.264
Luxembourg...	79.969	30,9	170	170	170
Hollande.....	260.821	8	907	907	2.949
Norvège	7.499.503	24,2	10.017	10.022	6.159
Pologne.....	8.805.465	22,8	22.003	18.890	16.329
Portugal.....	2.023.500	22	2.830	2.890	2.282
Roumanie	8.805.465	27,8	10.489	8.541	7.991
Russie.....	178.068.000	38,7	359.721	198.100	186.780
Caucase.....	2.215.125	10	7.075	7.075	7.038
Espagne	6.833.906	13,9	4.528	4.528	5.288
Suède.....	22.481.085	54,8	44.285	44.285	21.217
Suisse.....	977.000	23,7	2.800	2.800	3.750
	313.711.032	31,1	637.106	475.794	465.043

des forêts. Quand la crise économique survint et, avec elle, une forte restriction de la consommation, tant dans

les pays importateurs, que dans les pays exportateurs, il ne fut pas possible d'adapter brusquement la production de bois aux nouveaux besoins du marché.

De plus, le bois a tendu à être remplacé par divers autres matériaux dans la construction moderne, le ciment, le fer et l'acier, le plâtre et les briques. D'après les experts « devant la hausse des prix du bois, on était heureux de pouvoir lui substituer d'autres matériaux ».

2^o) La réapparition sur le marché des bois, de la Russie, qui avant guerre était le principal fournisseur de l'Europe, et ce, en pleine période de sous consommation, aggrava considérablement la crise. Tant que la Russie ne jouait sur le marché du bois qu'un rôle relativement modeste, il n'était pas difficile de trouver des débouchés pour l'excédent de production des autres pays. L'écoulement s'est fait plus lent à partir du moment où les exportations russes ont commencé à peser réellement sur le marché.

3^o) La consommation mondiale ne correspondant plus aux offres de bois débités, il en est résulté une baisse massive des prix, contre laquelle les pays à la fois producteurs et importateurs ont cherché à réagir par l'élévation de barrières douanières et contingents, remèdes qui d'ailleurs se sont révélés insuffisants, car les pays exportateurs se trouvent obligés par nécessité financière, d'abaisser leurs prix, de manière à compenser cette majoration de droits de douane. Tous les pays sont donc atteints par la crise et dès lors, il paraît rationnel de chercher des solutions internationales à ce problème.

Ces constatations ont été faites à l'unanimité des experts ;

les difficultés ont commencé quand il a fallu se mettre d'accord sur les remèdes à apporter à la crise.

Devant l'impossibilité d'agir immédiatement sur la demande et de rendre au bois sa place privilégiée d'autrefois, la première solution, qui venait à l'esprit, était de réduire les coupes. Les nations, appliquant une politique forestière rationnelle, étaient en effet très rares ; si l'exploitation abusive pratiquée par bien des pays n'était profondément modifiée, les forêts risquaient de disparaître dans un avenir rapproché ; telles étaient les constatations faites dans toutes les conférences internationales.

Nous noterons d'ailleurs que, jusqu'à la crise actuelle, les économistes s'étaient attachés à démontrer les inconvénients d'une politique semblable, en considérant les méfaits du déboisement et la diminution du capital forestier. Les Experts, à Genève, pour leur part, concevaient l'exploitation rationnelle comme pouvant diminuer l'offre de si importante façon, que l'équilibre serait rétabli avec la consommation actuelle. Malheureusement, les économistes réunis durent constater les énormes difficultés qu'entraînait une réglementation internationale des coupes, au point de vue du contrôle. D'ailleurs certains pays dont les ressources en bois sont considérables, comme l'U. R. S. S., se refusèrent à envisager cette solution, pour éviter une ingérence dans leur politique forestière.

Dans ces conditions, les experts pensèrent à une réduction concertée des exportations ; voici les points sur lesquelles se sont mis d'accord les experts des pays

exportateurs, principalement intéressés à la question (1) :

a) Le seul moyen d'aide immédiate réside dans l'adaptation de l'exportation de tous les pays exportateurs à la capacité d'absorption des pays importateurs, établie équitablement sur la base d'une entente cordiale. Cette adaptation doit être définie par un pourcentage et correspondre en outre aux besoins réels d'importation des pays consommateurs.

b) Pour estimer les besoins de la consommation, il faut se baser, non sur des chiffres théoriques, mais sur les statistiques des dernières années ; étant donné la situation actuelle, il est en outre nécessaire de réduire les estimations par un pourcentage de crise à déterminer.

c) Pour fixer les pourcentages à réserver aux exportations des différents pays, il faut prendre en considération les conditions particulières des pays producteurs et des industries nationales du bois.

d) Pour fixer les contingents de répartition et la quantité à introduire dans les pays importateurs, il faut entamer des négociations commerciales entre les pays exportateurs intéressés. La collaboration des pays importateurs intéressés est nécessaire pour mener à bonne fin ces négociations.

Pour la mise en application de ces recommandations, les experts envisagèrent une entente entre les pays du Nord (Suède, Finlande, Union Soviétique) et une entente entre les pays de l'Europe Centrale (Autriche, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne, Roumanie). Les experts

(1) Le Problème du Bois, p^o 11.

autrichiens proposèrent d'organiser pour le 9 juin 1932, à Vienne, une réunion à laquelle ils se proposaient d'inviter tous les pays intéressés, représentés ou non à la conférence des experts. Les plus grands espoirs étaient formés par les experts, en se séparant, pour le succès de cette conférence.

La conférence internationale de Vienne de juin 1932

La conférence prévue s'ouvrit le 9 juin 1932 sous la présidence du Comte Coloredo-Mansfeld, président de la Société d'Agriculture et des Forêts d'Autriche. Elle comprenait les délégués de dix-huit Etats ainsi qu'un représentant de la Société des Nations et un représentant de l'Institut d'Agriculture de Rome.

Dans sa déclaration, le président démontra qu'il était indispensable d'aborder sans tarder la discussion des questions essentielles :

1^o Dans quelle mesure chaque pays accepterait-il de réduire ses exportations ?

2^o La création d'un Office International du Bois était-elle possible ?

Dans le débat principal qui suivit alors, les différents pays donnèrent successivement leur avis.

Le Conseiller Ministériel, Docteur Strohmeyer, parla au nom de l'Allemagne et donna des explications très étendues sur la situation du Reich et notamment sur les causes de la crise économique du bois qui, pour son pays,

doit être attribuée principalement à la sous-consommation et non à un abatage excessif. Il estima qu'il n'en était pas de même de certains autres pays où le volume des coupes de bois atteignait des chiffres énormes.

Le délégué de l'Autriche déclara au nom de son pays qu'il était prêt à assurer pas tous les moyens en son pouvoir le succès de la conférence. Les représentants de la Belgique, de la Yougoslavie, de la Lettonie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie approuvèrent ses déclarations.

Par contre les délégués des pays du Nord s'abstinrent de se prononcer, et en particulier Monsieur BRON, délégué de l'U. R. S. S., déclara que son gouvernement estimait que la création d'un Office International du Bois était inopportune ; les Soviets pensaient que la réglementation du commerce devait être réalisée sur la base d'accords commerciaux spéciaux intervenant entre les pays exportateurs intéressés et que les relations entre l'U. R. S. S., et les divers pays importateurs devraient revêtir une forme excluant la possibilité d'appliquer au bois provenant de l'U. R. S. S. un traitement de discrimination.

Monsieur René BARBIER parla au nom de la délégation française ; il déclara que son gouvernement n'avait pu le mandater pour des engagements précis et, que, tout en souhaitant vivement le succès de la conférence, il ne pouvait garantir un traitement privilégié aux pays qui se mettraient d'accord pour la réduction des exportations.

Devant l'abstention des pays du Nord, les délégués des pays de l'Europe Centrale établirent une convention approuvée par la Yougoslavie, la Lettonie, l'Autriche,

la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Dans cette convention, les représentants de ces nations décidèrent :

a) De créer une commission permanente pour assurer la continuité des travaux, dans laquelle chaque pays intéressé sera représenté par deux délégués ;

b) De confier à la délégation de la Tchécoslovaquie l'élaboration, d'une façon très détaillée, de conventions qui auront pour objet la restriction des exportations ainsi que la rédaction d'un projet de statuts pour la commission permanente. L'adhésion à la convention précitée restait possible aux délégations des autres pays ; les bases qui devaient être prises en considération pour la création d'un Office International du bois y étaient fixées.

Tel fut le résultat de la Conférence de Vienne, qui marqua la première étape vers la réalisation d'une Union économique Internationale en matière de bois.

Il semble dès maintenant que ce « Comité Permanent du Bois » auquel n'ont adhéré ni la Finlande, ni la Suède, ni l'Union Soviétique est voué à l'impuissance.

A fin 1932, il n'est pas possible de prédire si les pays exportateurs arriveront un jour à coordonner leurs efforts pour le redressement du marché, malgré les encouragements donnés par les importateurs français à la tête desquels se trouve Monsieur René BARBIER, président du Groupement XXVI de la production française.

Nous croyons qu'il est prudent de ne pas compter pour l'instant sur les négociations internationales et qu'il nous faut considérer la crise du bois résineux et ses remèdes d'un point de vue strictement national, ce qui ne signifie point d'ailleurs qu'il faille bannir de notre marché les sciages d'importation.

QUATRIÈME PARTIE

LA CONQUÊTE DU MARCHÉ NATIONAL PAR LE SAPIN FRANÇAIS

Nous venons de constater qu'il ne faut point compter actuellement sur les ententes internationales pour sauvegarder les intérêts des producteurs et industriels du bois.

Il faut donc provisoirement nous replier sur nous-mêmes et faire en sorte que le marché national absorbe, malgré la concurrence étrangère, la totalité de notre production de résineux.

Les élévations de droits de douane et contingentements ne sont que des palliatifs dont la durée ne pourra excéder la crise économique actuelle ; tôt ou tard, il faudra revenir à un régime de liberté des échanges et il nous faut travailler pour que, ce jour-là, le sapin français ne soit point dédaigné par les consommateurs de notre pays.

CHAPITRE PREMIER

LA NÉCESSITÉ DE L'ABAISSEMENT DU PRIX DE REVIENT

Le contingentement et l'élévation des droits de douane ont pour objet de sauver de la ruine imminente la forêt et la scierie françaises. Toutefois, ces mesures de protection n'ont point suffi à rendre la prospérité à notre industrie durement éprouvée.

Les barrières douanières, en effet, provoquent un relèvement des prix ; or toute hausse du prix des bois favorise l'emploi de matériaux de remplacement. Voilà la position exacte du problème de l'industrie du bois en France : si l'on provoque une hausse artificielle des cours, on diminue la consommation ; si les pouvoirs publics décident l'ouverture des frontières, c'est l'effondrement brutal de toute la branche qui nous occupe.

La solution est difficile, mais il est véritablement trop simple de supposer qu'il suffit d'un geste du gouvernement pour rétablir instantanément une situation, dont le déséquilibre est bien antérieur à la crise mondiale.

Il ne sert à rien de se dissimuler le grave péril qui menace le bois actuellement ; nous constatons journellement que le consommateur se détache de ce matériau.

Dans les bâtiments, les carcasses métalliques ou les poutres en béton armé arrivent à réduire au strict minimum l'emploi du bois ; les charpentes en fer incombustibles se substituent avec avantage au matériau ligneux ; les fenêtres et portes métalliques sont prescrites par beaucoup d'architectes. Les placages et contre-plaqués permettent l'utilisation du bois sous un volume beaucoup plus réduit ; l'économie est dans ce cas considérable ; sous le rapport de la résistance, un contre-plaqué d'une épaisseur de 3 millimètres remplace un lambris de 12 millimètres.

Si la dépression actuelle a diminué l'activité des industries du bâtiment, des chemins de fer, des usines, il faut reconnaître que la tendance moderne de remplacement du bois par d'autres matériaux est antérieure à la crise et lui survivra certainement.

Le consommateur s'est d'ailleurs détaché du bois et surtout du sapin, parce que les fluctuations des cours d'achat sur pied ont entraîné des variations considérables dans les prix de vente à la consommation ; durant certaines périodes, les sciages de belle qualité étaient introuvables et les exigences des scieurs étaient excessives.

Maintenant, le bois doit péniblement regagner le terrain perdu ; pour lutter contre ses adversaires, il faut des sacrifices : l'abaissement du prix de revient du bois est primordial et tous les efforts devraient converger vers ce but.

Malheureusement ce n'est pas l'avis des propriétaires forestiers, qui ne se résignent point à la diminution de leurs revenus ; il s'agit cependant d'une tendance mondiale à la baisse des matières premières et le bois en

France ne peut faire exception ; notre étude de la production dans les différents pays nous a montré que partout, les bois sur pied avaient subi une baisse considérable; nous ne pouvons échapper à cette loi générale.

Les propriétaires forestiers affirment que les charges fiscales sont actuellement trop fortes pour leur permettre d'envisager des coupes à prix réduit, et comme il leur est possible d'agir sur l'offre en refusant de couper, il faut envisager les moyens de leur faire comprendre leur véritable intérêt, et surtout d'alléger les impôts qui pèsent sur la forêt française.

CHAPITRE II

L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE LA PRODUCTION FRANCAISE

L'étude comparative que nous avons faite de la production dans les différents pays nous a montré que certaines nations disposent d'avantages naturels précieux ou ont organisé leur économie forestière, de manière à obtenir le maximum de rendement avec le minimum de frais généraux ; d'autres pays moins favorisés arrivent cependant, malgré les droits de douane extrêmement élevés que nous appliquons, à s'introduire sur le marché français, grâce aux cours très bas pratiqués pour les bois sur pied.

La forêt française semble donc fort mal placée sur le marché mondial ; nous allons étudier brièvement son statut et voir les possibilités d'amélioration.

I. — LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

La France a suivi jusqu'à présent une politique de liberté presque absolue à l'égard de la propriété forestière privée. Comme celle-ci est extrêmement morcelée,

tout jugement d'ensemble sur la manière dont elle est traitée est difficile. Il a été constaté toutefois que le rendement à l'hectare des forêts privées était moindre que celui des forêts soumises au régime forestier.

Les seules restrictions apportées par la loi à la propriété individuelle, concernent le défrichement et les exploitations abusives.

Le défrichement supprime complètement l'état boisé en vue de donner au sol une autre utilisation. Le droit de défricher est limité par la loi du 18 juin 1859 ; aucun particulier ne peut défricher sans en aviser l'Administration qui peut faire opposition pour certains motifs énoncés dans l'article 220 du code forestier.

Pratiquement le défrichement est à peu près supprimé (3.000 hectares en 10 ans). Il reste toutefois un danger possible. D'après la loi du 19 juillet 1932 modifiant l'article 224 du code forestier, tout particulier voulant défricher doit en faire la déclaration à l'Administration qui donnera ou non son adhésion.

Les exploitations abusives constituent pour la forêt une menace beaucoup plus importante ; on doit considérer comme telles toutes celles qui laissent la forêt ruinée et appauvrie pendant de longues années.

La loi du 28 avril 1932 classe les forêts en deux catégories :

Le premier groupe comprend les forêts de protection, soumises, pour cause d'utilité publique, à un régime spécial ; le second, les forêts soumises aux seules dispositions sur le défrichement ; sont classées dans le premier groupe, les forêts reconnues nécessaires au maintien des

terres sur les montagnes et les pentes, ainsi qu'à la défense contre les avalanches, les érosions et les envahissements des eaux et du sable ; actuellement 40.000 hectares se classent comme tels et par suite sont soumis à une réglementation, destinée à en assurer le maintien constant en bon état. Les exploitations abusives sont donc évitées pour ces bois de protection, mais l'Etat ne possède actuellement aucun moyen de les supprimer pour les autres forêts particulières.

Les propriétaires forestiers s'opposent d'ailleurs avec énergie à toute modification du statut de la forêt, affirmant qu'elle constituerait une atteinte intolérable à la propriété. Ils estiment, avec raison d'ailleurs, que le meilleur moyen d'éviter les exploitations abusives des forêts particulières consiste dans la transformation du régime fiscal des propriétés boisées.

Sans nous étendre sur ce régime fiscal qui, par sa complexité et son importance sur les destinées de la forêt française mériterait une étude particulière, nous remarquerons que l'impôt foncier est établi en tenant compte de la valeur de la futaie et que le propriétaire forestier a intérêt à la détruire avant maturité.

D'autre part, les droits de mutation sont considérables et leur volume d'autant plus élevé que la forêt est plus belle. Le propriétaire forestier, désirant vendre sa forêt, a donc avantage à opérer de la façon suivante :

Vendre sa propriété en deux fois, d'abord la superficie c'est-à-dire les arbres utilisables à un marchand de bois, puis l'exploitation et la vidange étant terminées,

le sol et ce qui reste seront offerts à une autre personne, quelquefois l'Etat lui-même.

Il en est de même pour la taxe successorale qui est basée sur la valeur globale de la forêt.

Bien entendu, les propriétaires mènent une campagne acharnée pour la revision de ce statut fiscal. Voici les principaux résultats obtenus :

1^o Au point de vue foncier, le principe de la revision des évaluations foncières en matière de forêts est acquis. Par circulaire du 17 juin 1931, le Ministre des finances prescrivait l'institution dans chaque département d'une commission consultative, ayant pour objet de fournir à la commission départementale des évaluations foncières, tous renseignements et toute documentation susceptibles d'assurer une élaboration judicieuse du tarif d'évaluation des bois.

Ce comité devait comprendre :

Un directeur des contributions directes,

Un inspecteur d'enregistrement,

Un inspecteur des contributions directes,

Un officier des Eaux et Forêts,

Deux propriétaires forestiers.

L'importance de cette création est indiscutable, car les propriétaires forestiers interviennent désormais dans la fixation de l'impôt foncier ;

2^o Au point de vue des droits de mutation, l'article 15 de la loi des finances de 1930, dit que :

« Le droit de mutation à titre onéreux des biens, immeubles..., et le droit d'enregistrement des donations entre vifs sont réduits des trois quarts pour les acqui-

tions et donations de propriétés en nature de forêts, à condition :

1^o Que l'acte constatant l'acquisition, soit appuyé d'un certificat délivré sans frais par l'Administration des Eaux et Forêts attestant que ces propriétés sont susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière.

2^o Qu'il contienne l'engagement pour l'acquéreur de soumettre, pendant trente ans, les bois et forêts à un régime d'exploitation normale déterminé par décret.

Ce décret paru le 28 juin 1930, prévoit l'obligation de présenter à l'Officier des Eaux et Forêts un règlement d'exploitation pour 30 années. Les propriétaires sont alors autorisés à procéder aux coupes prévues par ces règlements.

L'étude du régime fiscal de la propriété forestière nous a montré que le législateur était surtout soucieux d'assurer la conservation de la forêt, en accordant des avantages à ceux qui consentaient à un contrôle du service des Eaux et Forêts.

Jusqu'à ce jour, le gouvernement ne semble pas avoir songé à l'importance pour l'industrie du bois et surtout pour l'industrie des résineux, d'achats en concordance avec les cours mondiaux des bois sur pied.

Bien au contraire, l'Etat en tant que propriétaire de forêts a toujours favorisé la hausse des cours ; nous savons bien que son intérêt immédiat est d'obtenir pour les coupes domaniales les prix les plus élevés, mais il nous semble que cette conception est trop étroite et qu'elle est responsable en partie du déséquilibre permanent du marché des bois en France. Malheureusement la crise

budgetaire ne permet pas à l'heure actuelle de diminuer une source de revenus, et l'énergique campagne menée par les communes forestières nous a montré que celles-ci se souciaient beaucoup plus des profits tirés des forêts que de redresser l'industrie du bois et de venir en aide aux scieurs.

Dans ces conditions, il ne faut pas compter sur une intervention des Pouvoirs publics en faveur de la diminution des cours d'achat ; ces cours continueront à s'établir inexorablement d'après la loi de l'offre et de la demande et s'il se trouve parmi les exploitants de scieries des hommes qui se lassent de travailler à perte, ils devront répondre aux propriétaires, refusant de couper au-dessous d'un certain prix, par la fermeture de leurs usines.

Pouvons-nous toutefois avoir l'espoir d'une amélioration de cette situation, autrement que par la disparition d'un grand nombre de scieries ? Pour cela, il faudrait augmenter le volume de bois en grumes offert ; le moyen le plus rapide serait évidemment l'ouverture des frontières aux grumes étrangères avec suppression des droits de douane pour la matière première ; nous avons vu que ce serait contraire à la politique suivie sous l'impulsion des communes forestières ; le seul procédé admis par tous, pour des fins diverses, consiste à augmenter la surface de la forêt nationale : c'est le reboisement.

Sans nous étendre sur ce sujet, nous allons l'envisager au point de vue purement économique.

II. — LE REBOISEMENT

Rappelons que le domaine boisé de la France qui s'étend sur plus de 10 millions d'hectares comprend :

- 1^o les forêts appartenant à l'Etat ;
- 2^o les forêts appartenant aux Communes et Etablissements publics ;
- 3^o les forêts appartenant aux particuliers.

1^o En ce qui concerne les forêts domaniales, elles sont gérées avec le plus grand soin par l'administration des Eaux et Forêts, suivant les règles tracées par le code forestier, promulgué le 31 juillet 1827. Cette administration a également pour mission d'étendre ce domaine par le reboisement des terrains incultes.

Les premières lois sur le reboisement sont celles du 28 juillet 1860 et du 8 juin 1864. Ces lois ont été modifiées par celle du 4 avril 1882 qui reconnaît le caractère de travaux publics aux travaux obligatoires de restauration et de conservation des terrains en montagne. En principe, des lois spéciales devaient déterminer le périmètre dans lequel les travaux devraient être effectués et, à l'intérieur de ce périmètre, les terrains privés seraient acquis par l'Etat à l'amiable ou par voie d'expropriation. La loi du 16 août 1913 permit également à l'Administration d'user d'expropriation pour combattre le ruissellement sur les pentes en vue d'éviter les crues violentes et par suite de régulariser le régime des eaux.

D'après les chiffres donnés par Monsieur CARRIER dans son rapport de 1928 au Conseil National Econo-

mique, la contenance des terrains acquis au compte de l'Etat par l'Administration des Eaux et Forêts, atteignait au 1^{er} janvier 1927, 275.000 hectares, les boisements étant opérés sur 179.000 hectares.

Or, les terres incultes occupent actuellement en France une superficie de plus de 4.000.000 d'hectares ; les résultats obtenus, si appréciables qu'ils soient, sont encore bien faibles.

2° — Aux termes du code forestier, les forêts communales sont gérées par l'administration des Eaux et Forêts chaque fois qu'elles sont susceptibles d'aménagement ou d'exploitations régulières ; 236.700 hectares échappent encore à ce régime.

L'état des forêts communales est assez satisfaisant ; mais un programme très important reste à réaliser et le service forestier s'efforce d'amener les municipalités à l'accepter.

Avec l'aide de l'Administration des Eaux et Forêts, les communes ont pris une part appréciable à l'œuvre du reboisement. Elles touchent à cet effet des subventions délivrées sur le produit des jeux.

Au premier janvier 1927, les travaux de semis et plantation entrepris par les communes s'étaient étendus sur une superficie de 83.000 hectares ; il reste évidemment beaucoup à faire, les communes détenant la majeure partie des friches et landes du Territoire.

3° — Les forêts domaniales doivent jouer avant tout un rôle d'utilité publique ; comme l'utilité sociale du reboisement n'est pas à démontrer, on conçoit avec

quel intérêt l'Etat suit tous les efforts tendant à développer l'étendue boisée ou tout au moins à maintenir les forêts existantes.

Or, il ne faut pas oublier que les particuliers possèdent en France près de 6.500.000 hectares de forêts ; il est par suite indispensable de leur démontrer les avantages de l'exploitation rationnelle et du reboisement.

L'étude succincte que nous avons faite du régime fiscal de la propriété privée nous a montré la tendance du législateur à accorder des avantages aux propriétaires acceptant un contrôle ; ces mesures de faveur se justifient par la nécessité nationale de maintenir le domaine forestier.

Au point de vue qui nous occupe, il est certain que le déboisement aurait pour effet d'accentuer encore le déséquilibre existant entre les possibilités forestières de notre sol et le pouvoir de transformation des scieries. Faut-il donc aller plus loin et demander un contrôle de l'Administration des Eaux et Forêts sur toutes les forêts privées ? Rendons-nous compte tout d'abord que l'Etat possède au point de vue forestier un immense avantage sur les particuliers ; c'est la pérennité. Les bois domaniaux contiennent de grosses futaies et il semble difficile d'obtenir des particuliers des grumes de ce genre, car le rendement économique des bois denses et âgés est relativement faible. Il est toutefois possible de réaliser de grands progrès par une exploitation rationnelle sous le contrôle d'une administration compétente : en compensation des restrictions de jouissance qui seraient apportées par l'Etat aux droits des propriétaires privés, on pourrait envisager par exemple un dégrèvement notable des droits

de succession. Les propriétaires, dont les forêts seraient susceptibles d'aménagement, pourraient opter pour ce régime.

Au 1^{er} janvier 1927, les reboisements effectués par les particuliers avec l'aide de l'Etat, s'étaient étendus sur une surface de 89.315 hectares. Depuis 1927, le mouvement semble s'être légèrement accentué.

Il est à noter que le reboisement est pratiqué avec avantage par des sociétés forestières ; cette formule permet d'obtenir en effet la continuité nécessaire à la bonne gestion des massifs forestiers. Elle remédie au démembrement, cause fréquente d'abandon ou tout au moins de rendement défectueux ; elle incite au bon entretien, aux exploitations rationnelles, au développement des voies de vidange, au reboisement des clairières, à l'amélioration des peuplements seuls capables de fournir des gros bois d'œuvre ; la mort d'un actionnaire n'oblige pas les héritiers à vendre les arbres, puisqu'il leur est possible de réaliser leurs titres.

Toutefois, ces sociétés, qui forment un groupement de copropriétaires se contentant d'un faible intérêt pour les capitaux engagés, ne peuvent supporter les frais de constitution des autres sociétés.

Monsieur Le TROCQUER a déposé sur le bureau du Sénat une proposition de loi tendant à supprimer les frais de constitution, et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pour les Sociétés forestières, à condition, bien entendu, qu'elles soient contrôlées par l'administration des Eaux et Forêts. Il est souhaitable que cette proposition aboutisse bientôt car seules les sociétés contrôlées peuvent procéder à un reboisement efficace.

Les exonérations fiscales sont nécessaires pour convaincre les propriétaires de la valeur du reboisement en tant que placement, d'autant que nous n'envisageons pas, surtout pour les résineux, la possibilité de maintenir des cours élevés pour la vente des grumes ; toutefois s'il est encore facile aux propriétaires de vendre les bois arrivés à maturité, la recherche de débouchés pour les sapins jeunes est extrêmement délicate.

Il faut en effet se rendre compte que les plantations de résineux ne produisent du bois d'œuvre qu'au bout de 40 à 50 ans et que jusque là, il faut trouver l'emploi du matériel ligneux rendu disponible par les diverses opérations de nettoyage et d'arrangement des forêts.

Le développement de l'industrie de la cellulose et de ses dérivés paraît être une solution possible.

C'est entre 1850 et 1880 que naquirent les pâtes à papier de bois. Après un demi-siècle, la consommation mondiale annuelle est de 8 millions de tonnes pour les celluloses chimiques et de 6 millions de tonnes pour les pâtes mécaniques correspondant à un emploi total de plus de 70 millions de stères de bois. Là-dessus, la consommation française est de l'ordre de 3.600.00 stères environ dont à l'heure actuelle les forêts françaises ne fournissent que 600.000 stères. Le reste est demandé à l'importation ; de plus ces 3 millions de stères n'entrent pas en France à l'état de rondins, ce qui favoriserait le développement des industries de transformation ; pour les deux tiers, cette cellulose entre sous forme de pâtes chimiques et mécaniques et pour un sixième sous forme de papiers. Jusqu'au 1^{er} janvier 1932, il existait en effet un

tarif de douane privilégié pour les pâtes destinées à la fabrication du papier journal (modifié par la loi des Finances du 31 mars 1931).

Le Congrès interrégional pour la protection des reboisements du Massif Central de 1931, a reconnu la nécessité du développement de l'industrie de la cellulose et a émis le vœu suivant :

« Le Congrès, ayant reconnu la nécessité, pour la France, d'avoir chez elle des sources illimitées de cellulose pour les besoins industriels du temps de paix, afin de se libérer de l'importation étrangère, pour assurer les besoins de la Défense Nationale et conserver son indépendance, émet le vœu :

« Que la politique du reboisement soit accompagnée d'un mouvement parallèle pour favoriser l'essor de l'industrie nationale de la cellulose et en particulier dans le Massif Central, au centre même de la production forestière. »

Nous estimons également que le seul débouché possible actuellement pour des quantités considérables de sapins jeunes, réside dans la fabrication de la cellulose ; le débouché des bois de mine, qui absorbe les produits pouvant servir à la fabrication de la pâte à papier est saturé actuellement. Rappelons sur ce point l'interpellation de M. DIGNAC du 8 décembre 1932, dont nous avons déjà parlé à propos de la crise forestière.

M. DIGNAC signala que les exportations françaises des bois de mines en Angleterre avaient baissé considérablement depuis 1930. Il indiqua que les exportations de charbons anglais, qui s'élevaient à 6.439.000 tonnes en

moyenne des années 1928-29 et 1930, avaient encore atteint 4. 326.704 tonnes en 1932. Les exportations françaises de bois de mine sont tombées au contraire de 859.425 tonnes à 175.375 tonnes.

Inversement les exportations portugaises de bois de mine à destination de l'Angleterre qui atteignaient seulement dans la première période envisagée 83.470 tonnes, se sont élevées en 1932 à 232.410 tonnes.

L'interpellateur conclut en demandant la négociation d'un accord franco-britannique réservant aux bois de mine du Sud-Ouest un débouché de 350.000 à 400.000 tonnes en Angleterre.

En attendant, il nous faut bien constater que le placement des petits résineux est actuellement très difficile et c'est là un obstacle de plus au reboisement nécessaire du sol national.

III. — LA DIMINUTION DU PRIX DE TRANSFORMATION

Nous avons vu que l'abaissement du prix de revient avait été cherché par le développement de l'outillage. Nous ne reviendrons pas sur les inconvénients déjà maintes fois énumérés de cette méthode ; nous dirons au contraire que si le marché n'était pas encombré de petites entreprises, les scieries importantes auraient avantage à utiliser les machines les plus perfectionnées, à condition toutefois de tenir compte des possibilités d'exploitation forestière dans leurs parages immédiats.

L'existence d'une multitude de petites scieries est un

fait, et la crise actuelle nous a montré que, d'ailleurs, ces maisons de faible importance supportent plus aisément que les orgueilleuses sociétés la défaillance du marché.

Dans ces conditions, il serait vain d'espérer que, dans un délai très court, notre industrie du bois puisse s'organiser comme l'industrie suédoise, par exemple, qui nous offre un exemple remarquable de concentration.

Il faudra rechercher l'abaissement du prix de transformation du bois, par une réduction de la main-d'œuvre, par un débit rationnel, par une utilisation intelligente de tous les déchets, par une surveillance enfin de tous les instants.

Nous ne sortirons pas du cadre de notre étude, en indiquant également que les frais de transport à grande distance, pour les bois, sont excessifs ; les tarifs des Compagnies mériteraient une sérieuse révision et devraient tenir compte de la baisse des bois. Malheureusement l'heure n'est point propice à une demande de concessions de cet ordre.

Le scieur, écrasé par trop de charges financières et fiscales, peut difficilement agir de manière efficace sur les frais de transformation ; tous ses efforts doivent cependant tendre à l'abaissement du prix de revient du bois débité.

Si les efforts en faveur du reboisement sont couronnés de succès, et si les scieries désavantagées par des frais généraux excessifs ou un outillage mal conçu, disparaissent, il n'est pas impossible d'arriver, dans trente ou quarante ans, à équilibrer le volume rendu disponible par l'accrois-

sement des forêts et le volume pouvant être débité par les scieries avec prix de revient satisfaisant.

Supposons que ce problème d'adaptation soit résolu, que les cours d'achat sur pied des résineux en France soient comparables au cours d'achat des grumes à l'étranger ; il semble alors que la crise serait résolue, même en l'absence de contingentement ou barrières douanières, car le consommateur français doit normalement avoir une préférence pour les produits nationaux.

Il n'en est malheureusement rien et c'est là un des obstacles les plus importants à l'assainissement du marché des bois en France.

CHAPITRE III

L'ÉDUCATION DU SCIEUR ET CELLE DU CONSOMMATEUR

Il nous faut constater que les consommateurs en général n'apprécient pas le bois français. Nous parlons surtout des résineux car pour les bois durs et en particulier pour le chêne, nous possédons des futaies splendides et les lots pouvant donner satisfaction aux plus difficiles ne sont pas rares.

Pourquoi les sciages étrangers sont-ils préférés aux sciages nationaux ? Faut-il faire l'éducation du scieur ou celle du consommateur ? Notre enquête nous a prouvé qu'il est à la fois nécessaire d'apprendre au scieur à savoir vendre et au consommateur à savoir apprécier la qualité du bois français.

L'éducation du scieur

Nous avons vu, au début de cet ouvrage que pour les quatre cinquièmes les scieries sont de petites entreprises occupant de 1 à 10 salariés. Il est normal, dans ces conditions, que l'organisation commerciale de ces usines soit rudimentaire. Il serait néanmoins possible aux scieurs de donner satisfaction à leur clientèle sur bien des points.

Examinons les principales exigences du consommateur, industriel, menuisier, entrepreneur.

Il désire en général pouvoir employer à bref délai, le sapin qui lui est vendu afin de ne pas immobiliser inutilement des capitaux improductifs ; il demande donc un certain degré de siccité pour le bois qui lui est fourni.

Voilà une première difficulté ; le scieur en général n'est pas riche ; une grande partie de ses frais doivent être payés sur le champ : le voiturier ou le bûcheron demande à être réglé dès l'exécution du travail qui lui est confié, quelquefois même un peu d'avance. L'ouvrier veut toucher sa paye journalière et quand viennent les échéances de coupes domaniales ou communales, le percepteur exige le paiement ponctuel. Le scieur est tenté ; il livre à la consommation des bois à peine ressuyés, quelquefois même des sciages tout frais ; l'opinion se répand ainsi que les bois du pays se travaillent mal et qu'ils ont des retraits bien supérieurs à ceux des sciages étrangers, alors que ces retraits sont uniquement fonction de la siccité.

Comment, dira-t-on, pourrez-vous obtenir des scieurs, qu'ils laissent sécher leurs bois s'ils ne disposent point de capitaux suffisants ? Nous répondrons qu'il y a deux solutions possibles : soit la formation de groupements de scieurs qui mettraient leurs fonds en commun pour subsister en attendant que la siccité des sciages donne satisfaction aux menuisiers, soit la vente régulière des produits des scieries aux intermédiaires, marchands de bois, dont le rôle serait précisément de payer aux scieurs le bois frais, de le stocker sur chantier tout le temps nécessaire et de le livrer ensuite à la consommation.

Les groupements de scieurs nous paraissent actuellement bien difficiles à constituer étant donné l'esprit individualiste extrêmement poussé de la corporation du bois ; il est donc indispensable pour le scieur de s'adresser au marchand de bois.

Or il nous faut noter ici que le marchand est presque toujours un importateur. A quelles conditions renoncera-t-il aux sciages étrangers pour absorber de façon suivie la production des scieries françaises ?

Il exigera :

1^o Un classement régulier ;

2^o Un débit suivant les dimensions auxquelles la clientèle est habituée ;

3^o Une collaboration plus suivie.

Nous allons revenir sur ces différents points :

1^o *Le Classement.* — Nous reconnaissons qu'aux diverses provenances correspondent des qualités de bois différentes ; certaines régions montagneuses des Alpes et des Pyrénées fournissent des bois nerveux et résistants, qui sont excellents pour la charpente et ne valent rien pour la menuiserie ; inversement, sur les Hauts-Plateaux du Jura et dans certaines régions des Vosges, on trouve des épicéas fournissant une très belle « qualité menuiserie ». Mais ceci n'est point particulier à notre pays et cependant les exportateurs étrangers arrivent à livrer des sciages de classement régulier aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux de l'Europe Centrale. Quand un importateur de Calais ou du Havre commande en Suède un lot de madriers, il est sûr de pouvoir contenter sa clientèle par des livraisons toujours semblables à elles-mêmes. Dans

les bois du « pays », il est bien difficile de comparer les classements entre eux ; le deuxième choix des Vosges n'a rien de commun avec le deuxième choix du Jura et, comme pour bien marquer que ces productions ne sont point comparables, ici l'on compte par pieds, par pouces, par lignes, là on emploie le système métrique. Il est facile de comprendre que le marchand de bois est beaucoup plus tranquille en achetant un wagon à l'étranger car en ce cas il sait ce qu'il va recevoir, alors qu'il peut être désagréablement surpris en achetant des débits français. Il serait absolument indispensable d'arriver à unifier les classements et ce devrait être là une des principales tâches des Syndicats du Bois.

2° *Les dimensions.* — Les scieurs, attachés à leurs anciens usages, s'insurgent à l'idée de copier les dimensions étrangères ; ils dénoncent avec véhémence la duplicité des fournisseurs autrichiens qui vendent, par exemple, des bastaings livrés habituellement par les scieries françaises en 65×165 millimètres sur les dimensions 63×163 millimètres. Si cet équarissage suffit au consommateur, pourquoi s'obstiner sur les anciennes mesures ?

Les bois du Nord se livrent en planches d'un pouce d'épaisseur soit environ $25/26$ millimètres ; les bois des Vosges appliquent cette dimension ; pourquoi les scieurs du Jura s'obstinent-ils, à part de rares exceptions, à débiter du 27 millimètres.

Les exemples abonderaient ; nous constatons que ces anomalies ont fait l'objet d'études très approfondies, sans qu'il ait été possible d'arriver jusqu'à ce jour à un résultat pratique.

Nous estimons que c'est le marchand de bois qui doit faire sur ces points l'éducation du scieur ; il doit lui démontrer patiemment que pour stocker du bois et être assuré de le vendre une fois sec, il faut que le sciage soit de dimension courante. Notre expérience personnelle nous a montré qu'il n'est pas toujours impossible d'obtenir d'un scieur qu'il modifie ses dimensions.

3^o *La collaboration nécessaire du scieur et du marchand.*

— Nous sommes obligés de souligner que le scieur ne fait en général (il y a heureusement des exceptions) que peu d'efforts pour s'assurer la fidélité d'une clientèle.

En période de hausse des prix, l'exploitant dédaigne le marchand de bois ; il ne répond pas toujours aux demandes qui lui sont adressées ; il ne tient pas les délais de livraison fixés, car il accepte plus de commandes qu'il n'en peut faire.

En période de baisse des prix, le scieur est heureux de travailler avec le marchand de bois, mais il n'a aucun scrupule de livrer directement à la clientèle de celui-ci pour s'assurer des commandes.

Voilà, à notre avis, le point essentiel. Nous estimons que le scieur ne peut pas se passer de l'intermédiaire qui, seul, dispose des capitaux nécessaires pour faire sécher le bois ; nous estimons aussi que le marchand de bois ne peut favoriser le scieur et faire une propagande acharnée pour les bois du pays, que s'il a l'assurance, une fois la situation de l'exploitant améliorée, de ne point être éliminé du marché par la vente directe du producteur au consommateur.

Nous ne nous dissimulons pas d'ailleurs que la vente

directe serait préférable, afin d'obtenir un produit livré à meilleur compte au consommateur, si l'union des scieurs était possible et si elle devenait assez puissante pour braver l'hostilité des marchands de bois ; nous croyons toutefois que nous sommes encore bien loin de ce stade de l'économie.

Supposons donc que l'attitude conciliante du scieur ait décidé le marchand de bois à lutter à ses côtés. Il s'agit maintenant de convaincre le consommateur.

Les résistances à l'emploi du bois français

Notons que ces résistances proviennent soit des administrations publiques appliquant certains cahiers des charges surannés, soit des architectes ayant l'habitude de prescrire les bois du Nord, soit enfin des menuisiers ou entrepreneurs.

Nous avons vu que l'emploi des bois nationaux dans les administrations de l'État a été exigé par les représentants des propriétaires de forêts et des exploitants.

Une véritable campagne fut d'ailleurs nécessaire pour supprimer les infractions à cette règle ; l'exemple le plus typique que nous connaissions a été fourni en 1931 par le « Scandale des Traverses ». Nous allons en parler brièvement bien qu'il s'agisse de bois durs, car cette affaire est pleine d'enseignements.

Les Compagnies de chemin de fer achètent tous les ans des quantités de traverses très importantes principalement en chêne. A titre d'indication les achats de traverses ont été de 5.630.000 pièces pour la campagne 1929-1930

et 6.103.000 pièces pour la campagne 1930-1931. Ces débits de traverses constituent le principal emploi des petits chênes mesurant moins de 80 à 90 centimètres de circonférence, ainsi que des « queues » des grumes, dont la longueur totale ne peut jamais être utilisée en billes de sciage.

Les Compagnies procèdent chaque année à l'automne, à des appels d'offre auprès des scieurs en demandant les quantités disponibles et en fixant les prix d'achat. Les grands réseaux ont constitué un service d'achat commun, l'*Office Central des Bois*, qui est seul juge des cotations à appliquer pour les traverses et des quantités à acheter.

Jusqu'en 1931, les Compagnies ont payé assez largement les traverses et ont fait preuve de la plus grande tolérance en ce qui concerne les dépassements de marchés. Le scieur qui déclarait pouvoir fournir 1.000 traverses par exemple et qui en livrait 2.000 ou 3.000, n'éprouvait aucune difficulté à les faire accepter sans avoir besoin de demander la passation d'une commande supplémentaire. Il s'est établi de la sorte l'usage de considérer cette consultation, comme ayant simplement pour but de fixer les cours ; les exploitants, par négligence, ne se demandèrent pas ce qui se passerait en une période de restriction d'achats.

Or, contrairement à leur habitude, les réseaux refusèrent brusquement en 1931, tout dépassement de marché ; de ce fait de nombreux exploitants forestiers furent dans l'impossibilité d'écouler leurs excédents de traverses, à l'époque précisément où le ralentissement des affaires les obligeait à réaliser leurs disponibilités.

L'enquête menée par les Syndicats de scieurs démontra que l'Office Central des Bois avait en effet, passé des commandes très importantes à l'étranger à fin 1930 pour compenser en principe la différence existant entre les besoins prévus par les Compagnies et les offres faites par les scieurs français. Ceux-ci protestèrent avec énergie en faisant valoir que l'Office des Bois aurait dû procéder à une nouvelle consultation d'autant que les traverses étrangères avaient été achetées à un prix bien supérieur à celui des traverses françaises.

L'affaire eut un écho au Parlement ; M. Léo BOUYSSOU interpella le 3 décembre 1931 le gouvernement « sur les gros achats de traverses de chemins de fer faits à l'étranger par nos grands réseaux, à l'exclusion et au détriment de la production française et à des prix supérieurs à ceux du marché national ».

D'après les chiffres cités par les orateurs qui intervinrent dans le débat et en particulier par M. CHAMMARD, les grands réseaux avaient importé dans les 9 premiers mois de l'année 1929, 14.000 tonnes de traverses correspondant à 154.000 unités ; pendant la période correspondante de 1930, les importations se sont élevées à 46.000 tonnes correspondant à 507.000 unités et pendant les 9 premiers mois de l'année 1931 à 330.000 tonnes soit 3.650.000 traverses. Ces traverses étrangères ont été payées en moyenne à l'unité 12 à 14 francs de plus que les traverses françaises ; l'économie qui aurait pu être réalisée par les Compagnies en s'adressant à la production nationale serait de 50 millions.

Le Ministre des Travaux Publics, M. DELIGNE contesta

ces chiffres et indiqua que l'augmentation des importations en 1930-1931 par rapport à 1929-1930 avait été de 607.000 traverses soit 50 % ; le nombre des traverses ayant passé de 1.255.000 à 1.862.000. Les achats de l'O. C. B ont donc augmenté le déficit des réseaux de 25 millions environ.

Il donna l'assurance qu'en 1932, aucun achat de traverses ne serait effectué à l'étranger et que des erreurs semblables ne se reproduiraient plus.

Nous signalerons que si, effectivement, il ne fut pas acheté de traverses à l'étranger en 1932, le commerce français ne fut point davantage favorisé d'ordres des Compagnies. Les achats excessifs faits à l'étranger pour 1931 dispensèrent l'Office Central du Bois d'acheter en France en 1932. Les exploitants ne surent que faire de leurs petits chênes pendant toute l'année et cet état de choses entraîna une chute désastreuse des cours des bois de faible dimension.

Les raisons qui ont poussé l'Office Central des Bois à agir de la sorte sont bien mystérieuses et l'on peut tirer des faits exposés, la certitude d'une gestion désastreuse pour les intérêts des Compagnies et pour le budget de l'Etat.

Bornons-nous à dire que probablement les exploitants français n'ont pas su employer vis-à-vis des fonctionnaires dirigeant le service des achats des Compagnies, les arguments convaincants utilisés par leurs collègues étrangers. Les Compagnies, obligées actuellement par les instructions formelles du Gouvernement, de faire uniquement appel aux producteurs nationaux, semblent tenir rigueur

aux exploitants, de la campagne menée contre l'O. C. B. et exigent une application draconienne de leurs cahiers des charges.

A fin 1932, à de rares exceptions près les administrations publiques respectent les instructions reçues du Gouvernement, en vue d'employer exclusivement les bois français ; ce résultat n'aurait toutefois pas été obtenu sans l'action énergique des propriétaires et exploitants forestiers qui protestent vivement chaque fois qu'une exception est découverte.

Cette action est indiscutablement fondée, car, par exemple il est inadmissible de voir employer pour la réfection du Monastère de la Grande Chartreuse, en plein massif forestier, des bois du Nord sous le contrôle du Ministère des Beaux Arts ; l'utilisation par les entrepreneurs chargés des travaux de fortifications, de madriers et planches de coffrage de provenance étrangère est également condamnable et cependant le Ministère de la Guerre n'avait rien fait pour s'y opposer.

Il est certain que les prohibitions des administrations n'empêcheraient pas les entreprises travaillant pour elles, d'employer les bois étrangers si ces entreprises y trouvaient leur intérêt ; la vérification de l'origine des bois est en effet fort difficile et ne peut être confiée qu'à des spécialistes.

Le désir d'employer le bois français doit s'imposer de lui-même au consommateur et pour cela une véritable campagne de réhabilitation du sapin national est nécessaire aussi bien auprès des architectes, qu'auprès des menuisiers, entrepreneurs et industriels.

CONCLUSIONS

Au moment de clore cet exposé sur la crise des bois et en particulier sur la crise des résineux en France, nous allons jeter un coup d'œil d'ensemble sur les principaux faits que nous avons mis en évidence.

Nous avons constaté que notre pays consomme en période normale plus de résineux que ses forêts ne peuvent en produire, si elles sont soumises à une exploitation rationnelle, évitant de dépasser l'accroissement naturel des bois. Cette situation nous oblige à faire appel aux sciages d'importation.

Nous avons noté que la puissance de production des scieries n'est pas en rapport avec l'accroissement des forêts et que par suite les exploitants, dans le dessein d'assurer la marche de leurs usines à plein rendement, se précipitent sur la quantité de bois insuffisante mise à leur disposition par la nature ; par suite les cours d'achat des résineux en France sont toujours trop élevés.

Comme la vente des produits ligneux, après transformation, ne peut s'effectuer qu'en concordance avec les cours mondiaux, il en résulte un malaise permanent pour l'industrie du bois dont la marge bénéficiaire n'est point suffisante pour couvrir les frais généraux.

Nous avons vu ensuite que ce malaise s'est transformé

en crise aiguë par suite de la dépression mondiale, dépression qui s'est caractérisée en notre matière par la sous-consommation de certains marchés très importants comme l'Allemagne et l'Angleterre.

Les masses de bois rendues disponibles en Europe par la carence de leurs débouchés habituels se sont déversées en trombe vers la France ; cette invasion fut d'autant plus importante que la réapparition du facteur russe sur le marché du bois apporta un élément supplémentaire de désorganisation du commerce international tant par l'énormité des tonnages offerts que par la faiblesse des prix proposés par l'U. R. S. S.

L'industrie française, lourdement handicapée par des cours d'achat excessifs dut demander aux Pouvoirs Publics une protection douanière. Cette protection lui a été accordée, après une année de tergiversations, sous la double forme d'augmentation des droits de douane et de contingentement des importations.

Ces résultats furent d'ailleurs obtenus, surtout par l'action des propriétaires forestiers, qui s'effrayaient de voir décroître constamment les revenus tirés de leurs domaines.

Malgré la politique protectionniste suivie par le gouvernement, la situation du marché des bois résineux à fin 1932 est sans changement appréciable ; les barrières douanières ont toutefois permis à notre industrie de résister à la crise ; il est certain que si aucune mesure n'avait été prise, la scierie française aurait disparu du marché national. Mais les résultats obtenus sont insuffi-

sants pour qu'il soit possible d'affirmer que la crise est conjurée.

A l'heure actuelle n'ont satisfaction ni les propriétaires de forêts qui obtiennent comme cours de vente des prix, qu'à tort ou à raison, ils estiment dérisoires, ni les scieurs qui n'arrivent pas à couvrir leurs frais généraux, ni surtout les importateurs qui se voient dans l'obligation de licencier leur personnel.

Si la crise des résineux en France avait eu pour unique cause l'invasion du marché par les bois étrangers, la restriction des importations aurait été un remède suffisant.

Malheureusement, il faut chercher une des raisons profondes de la défaillance du marché dans la tendance moderne au remplacement du bois ; pendant trop longtemps, les propriétaires de forêts ont obtenu des prix excessifs pour leurs grumes et la hausse continuelle des prix de base a entraîné des offres aux consommateurs à des cours extrêmement élevés. Il en est résulté une désaffection du public pour les produits de nos forêts.

L'âpre concurrence faite au bois par les autres matériaux nécessite une compression énergique du prix de revient ; c'est là une question vitale pour l'industrie qui nous occupe.

Voici donc le problème nettement posé ; il faut protéger la forêt et les scieries françaises de la ruine qui les menace par suite de la concurrence étrangère, mais il faut en même temps prendre bien garde que toute élévation de prix des bois favorise le remplacement de ce matériau par d'autres produits moins bien protégés peut-être,

mais certainement mieux défendus vis-à-vis du consommateur.

Les solutions à ce problème sont évidemment difficiles ; nous avons esquissé les grandes lignes d'une politique forestière tendant à favoriser le reboisement et à alléger les charges pesant sur la forêt, afin de permettre aux propriétaires des ventes à cours réduit soit par la diminution des charges, soit par l'augmentation du volume de bois offert.

Nous n'avons pas dissimulé que c'était là un programme irréalisable dans un court délai et, comme, actuellement, en pleine période de dépression mondiale, tous recherchent des remèdes applicables immédiatement, nous serons amené à prendre partie sur la question que chacun se pose dans le commerce du bois : « Etes-vous partisan ou non du protectionnisme ? »

Nous répondrons qu'à notre avis les barrières douanières sont actuellement indispensables pour éviter un effondrement total de l'économie du bois en France ; nous donnons raison sur ce point aux exploitants ; nous estimons par contre, avec les importateurs que le régime actuel est susceptible de bien des perfectionnements ; il nous semble particulièrement important de fixer un contingentement semestriel global au lieu de la fixer par pays.

C'est une erreur économique de vouloir cristalliser les courants internationaux et de ne point tenir compte de l'évolution des tendances générales du marché et des goûts de la clientèle ; nous ne comprenons pas pourquoi, par exemple, l'Autriche continue à être favorisée d'un contingent énorme qu'elle ne peut épuiser, alors que la Pologne

ne reçoit dans la distribution générale qu'une part très faible par rapport à son importance en tant qu'exportatrice, et alors que les produits polonais sont fort appréciés sur le marché de Paris où ils arrivent à d'excellentes conditions.

Il n'y a également aucune raison de prescrire l'entrée en France de produits n'ayant point leur équivalent dans les forêts nationales.

Sous ces réserves nous pensons que le régime actuel est acceptable. La prospérité du commerce des bois dépend maintenant surtout de la politique qui sera suivie par les propriétaires et les scieurs.

Nous sommes formels sur ce point : il faut absolument travailler, à l'abri des contingents, à la baisse et non à la hausse des bois français.

Nous estimons que, malgré la crise budgétaire, l'intérêt bien compris de l'État serait d'autoriser les Conservateurs des Eaux et Forêts, dans les grandes ventes au rabais dont nous avons parlé, à abandonner les coupes à des cours qui ne soient pas sensiblement supérieurs aux cours mondiaux des bois sur pied ; les propriétaires seraient obligés de suivre cet exemple et l'on arriverait ainsi à laisser vivre la scierie française.

Sinon la majorité des scieries existant actuellement disparaîtra et il se produira un équilibre par la réduction de la demande de matière première.

Une lourde tâche reste à remplir ; tous les efforts de ceux qui s'intéressent au bois doivent tendre à une active propagande pour son emploi injustement décrié.

Nous venons d'apprendre qu'il s'est constitué le 23

février 1933 à Paris sous les auspices du groupe 26 de la Confédération Générale de la production française un centre d'études ayant pour mission d'organiser la propagande pour la vulgarisation et la défense du bois. Ce centre d'études comprendra quatre groupes : Importateurs, Producteurs, Bois exotiques et Consommateurs.

Nous souhaitons vivement qu'il aboutisse et qu'il rende aux produits de la Forêt leur rang d'antan ; il devra s'attacher également à démontrer à tous que la qualité des bois français bien choisis et bien classés, peut donner satisfaction aux plus difficiles.

Nous verrons peut être alors poindre le jour encore lointain où nous n'aurons plus à craindre d'ouvrir toutes grandes nos frontières, le consommateur français se servant de préférence en France sans que nul ne l'y oblige.

C'est là l'idéal vers lequel doivent tendre les efforts des gouvernements afin qu'il s'établisse pour le Monde une ère de prospérité durable basée sur la liberté des échanges internationaux.

Vu : LE DOYEN :
BERTHELÉMY

Vu LE PRÉSIDENT
OUALID

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

- ELIATCHEFF (B.). — Le dumping soviétique, 1931.
KNICKERBOCKER (H. R.). — Commerce rouge, 1932.
BOUTEILLER (LE). — Exploitations forestières et scieries, 1931.
CRESPEL (A.). — Le Marché du Bois et son organisation internationale, 1933.
SOCIÉTÉ DES NATIONS. — Le Problème du Bois, 1932.
CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE. — La situation des principales branches de l'économie nationale en 1932.
CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE. — Rapport de M. CARRIER, 1928.
SELIGSON (R.). — Zur Lage der Sägewerksindustrie (Thèse de Doctorat Munich 1931).
BOURGEOIS (LE). — Conférence sur les bois du Nord, 1929.
CHAMBRE DE COMMERCE DE VIENNE. — Statistiques industrielles, 1931.
CONGRÈS INTERRÉGIONAL POUR LA PROTECTION DES REBOISEMENTS DU MASSIF CENTRAL ET DE L'OUEST, 1931.
CONGRÈS INTERNATIONAL DU BOIS ET DE LA SYLVICULTURE DE 1931, (édité en 1933.)
PÉRIODIQUES :
Le Moniteur des scieries.
Le bois national.
La mercuriale des bois.
Forêts et scieries de France.
Revue des eaux et forêts.
Bulletin du comité des forêts.
Der Holzmarkt-Wien.
Der Holzmarkt-Berlin.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Le marché du bois en France	9
CHAPITRE I. — ORGANISATION GÉNÉRALE DU COMMERCE DES BOIS EN FRANCE.....	11
CHAPITRE II. — LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU BOIS EN FRANCE	16
Historique de l'Industrie du Bois.....	18
CHAPITRE III. — LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES DES EXPLOI- TANTS DE RÉSINEUX.....	23
1. <i>Achat des bois sur pied</i>	23
Comment s'établissent les cours des bois	24
L'instabilité des cours depuis la guerre et ses causes	28
2. <i>Vente des bois débités</i>	33

DEUXIÈME PARTIE

Le bouleversement du marché des résineux en Europe.....	39
CHAPITRE I. — LE DUMPING SOVIÉTIQUE.....	41
Importance du dumping	53
CHAPITRE II. — LA SOUS-CONSOMMATION EN ALLEMAGNE....	63
Les variations des importations allemandes ..	63
La production en Allemagne	67

CHAPITRE III. — LES RÉACTIONS DES PAYS EXPORTATEURS...	71
1. <i>Le marché autrichien</i>	71
Organisation de l'industrie forestière	71
Production et exportation	73
2. <i>Le marché suédois</i>	79
La culture rationnelle de la forêt	79
3. <i>Le marché finlandais</i>	87
4. <i>Le marché polonais</i>	88

TROISIÈME PARTIE

L'invasion du marché français	95
CHAPITRE I. — L'ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS EN 1929 ET 1930.....	97
CHAPITRE II. — LA CRISE DES RÉSINEUX EN 1931.....	104
L'organisation syndicale du commerce des bois	105
Les protestations des syndicats	106
Le contingentement	114
CHAPITRE III. — LES MESURES PROTECTIONNISTES EN 1932..	130
La déconsolidation des traites de commerce... ..	134
Les licences d'importation	140
Le clearing franco-autrichien	146
La résistance des importateurs	151
L'action des communes forestières	156
CHAPITRE IV. — LES POSSIBILITÉS D'ENTENTES INTERNATIO- NALES	165
La réunion des experts à Genève	166
La conférence internationale de Vienne de juin 1932	172

QUATRIÈME PARTIE

La conquête du marché national par le sapin français	175
CHAPITRE I. — LA NÉCESSITÉ DE L'ABAISSEMENT DU PRIX DE REVIENT.....	177
CHAPITRE II. — L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE LA PRO- DUCTION FRANÇAISE.....	180
1. <i>Le régime de la propriété privée</i>	180
2. <i>Le reboisement</i>	186
3. <i>La diminution du prix de transformation</i>	192

CHAPITRE III. — L'ÉDUCATION DU SCIEUR ET CELLE DU CON-	
SOMMATEUR	195
L'éducation du scieur	195
Les résistances à l'emploi du bois français	200
CONCLUSIONS	205
BIBLIOGRAPHIE	211
TABLE DES MATIÈRES	213

IMPRIMERIE DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE,
Paris-Saint-Amand. — 13-5-1933.

ERRATA

Page 14, 24 ^e ligne,	substituer au lieu de ssubstituer.
30, 25 ^e	abatage et non abattage.
37, 9 ^e	ministère et non ministre.
52, 29 ^e	matériau et non matériaux.
57, 3 ^e	mettre une virgule entre standards et en 1930.
67, 9 ^e	4.130.000 et non 4.130.00.
73, 18 ^e	abatage et non abattage.
76, 25 ^e	abatage et non abattage.
84, 18 ^e	d'une et non par une.
107, 21 ^e	avec et non ave.
150, 29 ^e	ils étaient payés et non elles étaient payées.
168,	abatage et non abattage.
208, 24 ^e	le fixer et non la fixer.
209, 6 ^e	proscrire et non prescrire.

